

**VOYAGE D'ÉTUDE
REGARDS CROISÉS**

**BHOUTAN
NOVEMBRE 2015**

DOCUMENT DE SYNTHÈSE



Coordination :
 Celina Whitaker
 Céline Bernigaud
 Oliana Quidoz

Mise en page : Celina Whitaker

Dessins : Benjamin Flao

Photos :

Benjamin Flao (pg 21)
 Céline Bernigaud (pg 10, 13, 35)
 Celina Whitaker (pg 18, 25, 32, 33, 36, 37, 40,
 43, 44, 45, 48, 51)
 Claire Pilet (pg 63, 68)
 Clémentine Méténier (pg 6, 36, 47)
 Géraldine Thiry (pg 21, 26, 30, 31, 32, 49)
 Laurence Druon (pg 13, 17, 47)
 Marina Girod de l'Ain (pg 13, 39)
 Pierre Beaumert (pg 4,13, 17, 70)
 Mrs Lahn (pg 66)
 CBS (pg 18)



Voyage proposé et organisé par le « Réseau de réflexion sur les indicateurs de richesses », animé par le CCFD-Terre Solidaire Rhône-Alpes

Voyage d'étude Bhoutan - novembre 2015 Document de synthèse

Ce document est une tentative de synthèse des réflexions d'un voyage...

Voyage lui-même fruit d'un cheminement, celui du Réseau Richesses du CCFD-Terre Solidaire Rhône-Alpes, et d'une opportunité : participer à la 6^e Conférence Internationale sur le BNB à Paro, Bhoutan, en novembre 2015. Ce voyage a permis de nombreuses découvertes mais il a aussi soulevé beaucoup de questionnements.

L'objet du projet était avant tout de questionner notre modèle de développement occidental au regard d'une expérience intéressante qui est celle du Bhoutan.

Nous ne sommes pas partis dans l'idée de réaliser une étude ou une enquête sur le Bhoutan. Nous avons délibérément choisi de ne pas adopter une posture critique – positive ou négative – face à la réalité que nous allions découvrir. Nous nous sommes laissés interpeller par cette autre réalité, cette autre expérience, nous avons observé afin de découvrir ce que nous pouvions en apprendre, et en quoi elle pouvait nous faire avancer.

Ce document n'est donc pas une étude socio-politique sur le Bhoutan ou le BNB... Encore une fois, cela n'était pas l'objet de notre voyage - dont le format n'aurait d'ailleurs pas permis une telle étude. Il existe en effet de nombreux ouvrages qui permettent d'avoir une bonne connaissance du sujet.¹

Ce document de synthèse résume les principaux éléments de réflexion que nous avons pu tirer de cette expérience et des échanges que nous avons eus, avec les partenaires bhoutanais que nous avons rencontrés, et entre membres de la délégation, sans toutefois les relater de manière exhaustive. C'est

pour nous un outil pour alimenter la poursuite de notre cheminement, nos travaux et réflexions sur la prise en compte du bien-être dans les politiques publiques.

Nous avons également cherché à rester fidèles à ce que nous avons pu analyser collectivement (avant et pendant le voyage, et au retour, dans la préparation de nos premières restitutions ...), sans avancer au-delà de cette étape commune. Les portes ouvertes collectivement, les pistes de réflexion et les suites possibles... sont à reprendre (et sont d'ores et déjà reprises) par les uns et par les autres, dans nos travaux respectifs ou dans nos démarches collectives.

Les rédactrices
 Celina, Céline, Oliana,

Sur la base des contributions de toute la délégation et des personnes rencontrées, lors des moments collectifs avant, pendant et après le voyage.

Sur la base des comptes-rendus de visites et articles publiés au retour par la délégation dans blogs et revues.



¹ Voir par exemple l'ouvrage très complet de Thierry Matou : "Le Bhoutan, royaume du bonheur national brut. Entre mythe et réalité" (l'Harmattan, 2013)

La délégation

MEMBRES DU CCFD TERRE SOLIDAIRE

Céline Bernigaud, chargée de développement associatif au CCFD-Terre Solidaire sur la région Rhône-Alpes (salariée). Animatrice du « Réseau Richesses », groupe de réflexion sur les indicateurs de richesse et les modèles de développement, qui met en place des actions de sensibilisation et de partage d'expériences entre partenaires de différentes régions du monde. Coordinatrice du voyage "Regards -Croisés" sur les indicateurs au Bhoutan (Grenoble, 38).

Cécile Lemaitre, bénévole du CCFD-Terre Solidaire, activement engagée au sein du « Réseau Richesses », notamment dans les actions de sensibilisation sur Grenoble (semaine « Content pas Comptant ») et l'organisation du voyage d'étude au Bhoutan. (Grenoble, 38)

Laurence Druon, bénévole du CCFD-Terre Solidaire, activement engagée au sein du « Réseau Richesses » (coordination de



la semaine de sensibilisation « Content pas Comptant »). Travaille également sur la question des indicateurs de bien-être pour tous dans le cadre du Syndicat de l'Éducation Populaire. (Grenoble, 38)

Oliana Quidoz, étudiante en M2 « Développement et Expertise de l'Économie Sociale » à l'IEP de Grenoble, en Service Civique auprès du CCFD-Terre Solidaire jusqu'à fin mai 2015, en charge de l'animation du réseau sur Grenoble et de la préparation de la délégation en vue du voyage au Bhoutan. (Grenoble, 38)

Claire Pilet, bénévole du CCFD-Terre Solidaire, qui travaille à la mise en oeuvre d'une réflexion sur les indicateurs de richesse dans

la région lyonnaise. (Lyon, 69)

Patrick Grimault, bénévole du CCFD-Terre Solidaire, chargé de mission Cap Rural Rhône-Alpes et membre du CMR (Chrétiens dans le Monde Rural). (Die, 26)

REPRÉSENTANTS DES POUVOIRS PUBLICS

Eva Sas, députée écologiste de la 7ème circonscription de l'Essonne (EELV), Vice-Présidente de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, spécialiste des questions économiques, budgétaires et fiscales, et rapporteuse de la loi sur les nouveaux indicateurs de richesse adoptée définitivement et promulguée le 14 avril dernier.

Pierre Beaumert, collaborateur parlementaire d'Eva Sas.

Marina Girod de l'Ain, élue à la Ville de Grenoble. Elue en charge de la Prospective et de l'Évaluation à la Ville de Grenoble, travaillant notamment sur l'application de la méthode SPIRAL dans divers quartiers de l'agglomération et l'évaluation des politiques publiques selon des critères et indicateurs émergents des citoyens eux-mêmes. (Grenoble, 38)

Sébastien Keiff chargé de l'Agenda 21 au Conseil Départemental de la Gironde, qui met en oeuvre le projet local de « coresponsabilité des territoires »; Secrétaire général de Together France, "réseau des territoires de coresponsabilité pour le bien-être de tous pour aujourd'hui et pour demain"; membre du réseau FAIR. (Bordeaux, 33)

CHERCHEURS ET UNIVERSITAIRES

Celina Whitaker, chercheuse autonome et citoyenne, co-fondatrice avec Patrick Viveret du Collectif « Richesses », co-présidente du réseau FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesses). Elle a notamment travaillé sur une recherche-action « Indicateurs de richesse : enjeux démocratiques et territoires » (Pays de la Loire), et sur diverses démarches de co-construction de savoirs et d'action. (Orsay, 91)

Géraldine Thiry, chercheur en économie ayant réalisé une thèse à l'université de Louvain en 2012, puis un contrat post-doctoral sur le projet européen « BRAIN-POoL » (Bringing Alternative Indicators into Policies) à l'Université Libre de Bruxelles. Ses principales aires de recherche sont les nouveaux indicateurs au-delà du PIB, mais aussi la sociologie de l'évaluation, la sociologie de la quantification et l'économie de l'environnement. (Jemeppe-sur-Sambre, Belgique)

Pierre Le Quéau, maître de conférences au département de sociologie de l'Université Pierre Mendès France à Grenoble, et chercheur au laboratoire de sociologie ROMA (Recherches sur les OEuvres et les Mondes de l'art). Il a notamment travaillé au sein du projet IBEST (Indicateurs de Bien Être Sustainable Territorialisé) de l'agglomération grenobloise

Isabelle Cassiers, Professeur d'économie à l'UCL (Université catholique de Louvain, Belgique) et chercheur qualifié du FNRS (Fonds national de la recherche scientifique). A déjà effectué 2 séjours au Bhoutan afin d'étudier le BNB.
<http://icassiers.blogspot.fr/>

REPORTERS

Benjamin Flao, dessinateur, auteur et scénariste de reportages-BD, publiant au sein de « La Revue Dessinée ». (Rivolet, 69)

Clémentine Méténier, journaliste radio RCF Isère. (Grenoble, 38)

PARTENAIRES INTERNATIONAUX DU CCFD TERRE SOLIDAIRE

Angel Gamboa, membre de l'ONG CIASE en Colombie, représentant du réseau LATINDADD, partenaire du CCFD-Terre Solidaire. Latindadd est un réseau latino-

américain d'organisations présentes dans 11 pays d'Am. Latine, qui agit pour une refonte de l'architecture du système financier international. CIASE participe au groupe « Justice fiscale, économie alternative et genre » de LATINDADD et au Conseil Consultatif du réseau.

Au sein de CIASE il est directeur de monitoring stratégique, responsable du suivi du programme « Economies pour la vie ». C'est une jeune ONG très militante; une des organisations promotrices du «Collectif de réflexion et action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité», créé en octobre 2011, pour apporter à la création d'une culture de paix en Colombie et combattre les violences faites aux femmes. Ce Collectif a reçu en mars 2015 le Prix de la Paix 2015 de Pax Christi International.

Somboon Chungprampree (Moo), Directeur des Programmes Internationaux à SEM, Spirit in Education Movement (SEM) en Thaïland.

SEM (Spirit in Education Movement), mouvement qui pratique un « bouddhisme engagé », éduque au développement durable et promeut l'engagement dans la société. A l'origine de la création de la School For Wellbeing.

SPERI (Social Policy Ecology Research Institute), qui est une organisation membre de TOA, et coorganisatrice de la Conférence Internationale, avec le Center for Bhutan

Studies (CBS). Nous préparerons une “panel-discussion” (table-ronde) avec eux. SPERI travaille principalement autour de la souveraineté alimentaire, l'agriculture biologique et l'éducation des jeunes agriculteurs à l'agro-écologie.

ONT ÉGALEMENT PARTICIPÉ À LA PRÉPARATION, MAIS N'ONT PAS PU SE JOINDRE À LA DÉLÉGATION POUR LE VOYAGE.

Julie Chabaud, responsable de la mission agenda 21 au Conseil Départemental de la Gironde. (Bordeaux, 33)

Claudine Offredi, socio-économiste du développement, coordinatrice scientifique du projet IBEST au sein Centre de Recherche en Economie de l'Université de Grenoble. Responsable du groupe “Utilité sociale” au sein de la Société Française de l'Evaluation (composée de collectivités locales, de fonctionnaires d'État, d'associations, de chercheurs...).

Pauline Lenoir, militante au sein de l'équipe grenobloise du CCFD-Terre Solidaire, investie de longue date dans le Réseau Richesses et ayant permis le lien avec les partenaires asiatiques de l'association à travers d'un Volontariat de Solidarité Internationale auprès de la School for Wellbeing en Thaïlande en 2013-2014. Elle a nourri de son expérience les temps de préparation de la

délégation et a réalisé pour ses membres une revue de presse hebdomadaire des médias bhoutanais. (Grenoble, 38).

SE SONT JOINTS À LA DÉLÉGATION APRÈS LE VOYAGE

Julie Neelin, stagiaire auprès du CCFD-Terre Solidaire en Rhône-Alpes sur l'année scolaire 2015-2016, en charge notamment du projet de «Form'action» - questionnant les conceptions territoriales du bien-vivre - porté par le Réseau Richesses à la suite du voyage au Bhoutan. (Grenoble, 38).

Nina Taarabit, volontaire en Service Civique au CCFD-Terre Solidaire Rhône-Alpes, en charge de la coordination du montage de l'exposition «Buen Vivir, Happiness, Bien-être : Regards Croisés sur nos modèles de développement» réalisée suite au voyage au Bhoutan (Grenoble, 38).



Table des matières

1. L'origine du projet.....	9
- La School for Well-Being, partenaire du CCFD-Terre Solidaire	
- La naissance du Réseau Richesses	
- Partager, démocratiser la thématique d'une nouvelle approche de la richesse et des indicateurs.	
- Week-end «Démessure de la mesure» (Déc 2013)	
- La Semaine Content Pas Comptant (Fév 2015)	
- Une journée de réflexion sur les indicateurs de richesse, avec des partenaires Latino-américains (Latindadd - FSP Pérou et Frayba).	
2. Le voyage d'étude	12
- Une délégation diverse pour croiser les approches et les savoirs	
- Le fil rouge : préparation collective, quelles questions on emmène	
3. Présentation rapide du Bhoutan.....	14
- Le pays du Dragon Tonnerre	
- Une monarchie parlementaire	
- La place du Bouddhisme	
- La question des minorités.	
- Le Bonheur au centre	
4. La conférence internationale	18
5. Le BNB, modèle de développement ?	19
5.1. Présentation du BNB.....	19
- Un projet de société,	
- Origine	

- L'indicateur BNB : un outil pour porter cette vision ?	
- Une approche holistique, autour de 9 grands domaines	
- « Cheminer vers le bonheur »	
- La notion de suffisance	
- Un angle mort : les inégalités par le haut	
5.2. Place du Bouddhisme.....	21
- Oui, la place du Bouddhisme est centrale :	
- Non, le BNB n'est pas un « indicateur bouddhiste »	
- En conclusion : pour un «retour» à ce qui compte...	
5.3. Convergences avec ce qui existe chez nous	22
- Éléments pour une comparaison BNB / autres indicateurs	
- Sur le Développement durable	
- Sur l'indicateur de santé sociale	
- Sur Spiral	
- Plus globalement	
5.4. En conclusion.....	25
6. Le BNB Concrètement	26
6.1. BNB un outil pour l'action.....	26
- Un indicateur pour l'action.	
- Une action ciblée prioritairement sur les manques et les insuffisances	
6.2. Un mode planification avec des outils d'évaluation inter-reliés.	27
- L'enquête BNB	
- Les outils de projection “screening tools” du BNB	
- Modalités de délibération et instances de décision.	
6.3. Différents niveaux d'action articulés.....	28
- Au niveau du gouvernement	

- Au niveau de la société civile
- De la complémentarité de l'action gouvernementale et de la société civile

6.4. La perception par la population 29

6.5. BNB comme outil pour des Transitions..... 30

- L'irruption de la « modernité »
- La question internationale
- Le BNB, un garde-fou face aux enjeux soulevés par cette « modernité » ?

6.6. Rencontres avec des acteurs et éclairages thématiques..... 32

- RENEW et la problématique des femmes
- Le College of Natural Resources (CNR) et les problématiques liées à l'agriculture et à la ruralité
- Visite du projet de barrage de Mangdecchu et la problématique des barrages hydroélectriques.
- Visite de la région de Gangtey, région à fort potentiel touristique
- La Loden Foundation et l'appui à l'entrepreneuriat
- Tarayana : Appui aux communautés les plus pauvres
- Éducation

6.7. En conclusion : Une société en chemin, l'éducation en son cœur 39

- L'éducation, une clé de voûte pour ces transitions

7. Prise en compte de la pluralité et de la diversité..... 41

- 7.1. Survey BNB : les différents profils étudiés permettent un regard sur la diversité.
- 7.2. Double face de la médaille : Comment allier préservation de la culture et ouverture ?
- 7.3. « La démocratie » et la conflictualité.

8. Concertation / co-construction et échelle de territoires..... 45

9. Retour sur la question du Bonheur..... 47

9.1. Visions du monde 47

- Le Bouddhisme « sur ses pieds »
- Redécouvrir d'autres manières de penser...
- Les ressources de l'imaginaire et la redécouverte d'un "soi"
- La relation à la nature
- L'interdépendance

9.2. Sur le Bonheur comme objectif de société..... 50

Conclusion..... 51

Annexes 52

1. L'origine du projet.

La School for Well-Being, partenaire du CCFD-Terre Solidaire



Tout débute en 2010 avec la visite en Rhône-Alpes de l'un des partenaires thaïlandais du CCFD-Terre Solidaire, la School for Wellbeing², qui travaille sur la question des indicateurs de richesse comme levier pour repenser le modèle de développement et replacer le bien-être au cœur de celui-ci. Ce partenaire interpelle l'association et le réseau bénévole au sujet de son implication sur cette problématique.

La naissance du Réseau Richesses

Partager, démocratiser la thématique d'une nouvelle approche de la richesse et des indicateurs.

La naissance du Réseau Richesses

Partager, démocratiser la thématique d'une nouvelle approche de la richesse et des indicateurs.

Les membres du Réseau sont d'abord passés par une période d'auto-formation, notamment en suivant les avancées du projet IBEST, Indicateurs de Bien-être Sociaux Territorialisés, mené par la Communauté d'Agglomération du territoire de l'agglomération grenobloise (la Métro). Quelques membres du Réseau ont également participé à la formation à la méthode SPIRAL initiée par le Conseil de l'Europe et proposée par la Métro.

² « L'École du Bien-être » : think-tank sur les indicateurs de richesses et les modèles de

Après plus d'un an d'échanges, de réflexions et de réunions, les membres du Réseau ont décidé de faire de l'année 2013-2014 une année d'actions. L'idée était donc de mener, conjointement avec d'autres organisations, des actions permettant de sensibiliser les habitants de la région à la thématique des nouveaux indicateurs de richesse et aux limites du PIB³. Quelques événements marquants jalonnent ce cheminement et la réflexion du Réseau.

Week-end «Démessure de la mesure» (décembre 2013)

Un week-end de formation et de sensibilisation sur le « compter autrement » au travers du prisme de « la mesure ».

En effet, la mesure est omniprésente dans la vie de chacun, que ce soit par les notes des enfants à l'école, le nombre de contacts sur les réseaux sociaux ou encore les nombreux tableaux et reporting Excel à rendre à nos N+1 tous les mois. Nous avons souhaité nous poser la question de sa place et du rôle

³ Produit Intérieur Brut

qu'elle joue aujourd'hui dans nos sociétés. Si le fait de compter est ancien, le fait de tout compter et d'accorder aux chiffres et aux statistiques un rôle central dans nos décisions est un phénomène contemporain. Au-delà de l'envie de critiquer la mesure en tant que telle, l'idée était donc davantage de nous poser la question de l'omniprésence du chiffre dans nos vies.

« L'usage du verbe quantifier attire l'attention sur la dimension, socialement et cognitivement créatrice de cette activité. Celle-ci ne fournit pas seulement un reflet du monde mais elle le transforme, en le reconfigurant autrement ».

Alain Desrosières (2008)

La Semaine Content Pas Comptant (Février 2015)

Une semaine de sensibilisation sur les thématiques de la croissance, des richesses et du bien-être, organisée par le Réseau Richesses, sous des formes variées : animations, projections de films, contes, spectacles, table-ronde,

Et Réseau pour les nouveaux indicateurs de richesse présente ...

2,457

WEEK-END DE DECOUVERTE, D'ECHANGES ET DE REFLEXIONS

LA DEMESURE DE LA MESURE

14 → 15 Décembre

Nous sommes dans une société où tout est mis en chiffres, et où la croissance du PIB est présentée comme la seule solution. Des expérimentations d'autres indicateurs de richesse existent et nous interrogeront sur le vrai sens de la richesse et du bien-être. Ce WE sera l'occasion de découvrir des alternatives, de façon ludique et créative, dans un cadre d'altitude : exposés, ateliers, balades, yoga, contes ...

Couchage prévu sur place - Participation aux frais ± 30 €

Renseignements et réservation à tesourichessesra@gmail.com

Venez en covalltage www.covalltage.fr ou à vélo

L'objectif était de semer le doute sur la focalisation de nos sociétés occidentales sur la croissance économique, pour penser d'autres façons de « prendre en compte ce qui compte »....

Une journée de réflexion sur les indicateurs de richesse, avec des partenaires Latino-américains (Latindadd – FSP Pérou et Frayba).



Cette rencontre nous a permis de croiser notre vision occidentale sur la richesse et les indicateurs avec le point de vue de nos partenaires latino-américains et la vision du Buen Vivir telle que portée par les peuples amérindiens, et de partager avec eux ce que nous comprenions du BNB.

Le Buen Vivir est le principe central de la « vision du monde » des peuples indigènes de la région andine. C'est une philosophie de vie (une « cosmovision »), des valeurs et des pratiques, souvent résumée comme le « vivre-ensemble dans la diversité et l'harmonie avec la nature ».

Dans la tradition européenne judéo-chrétienne, l'homme est au centre de la création. Dans la cosmovision andine, l'élément fondamental est le territoire (sur lequel se déplace l'homme, où se trouvent les ressources, où se développe la culture – et où l'homme meurt). Ces quatre dimensions sont nécessaires pour maintenir l'équilibre : le Territoire – l'Homme – les Ressources naturelles – la

Culture. Et ce sont bien ces quatre dimensions qu'il est nécessaire de prendre en considération dès lors que l'on veut se projeter en termes de soutenabilité et de « préservation de la vie ».

Cette cosmovision place en premier lieu le respect, autant le respect de la nature que celui de l'humain (et notamment dans l'égalité de la relation homme/femme). Ce respect s'articule autour du principe du Chùlel : « tout a une âme et un cœur », et la reconnaissance de ce sacré en soi et en l'autre amène à la complémentarité, au « prendre soin » plutôt qu'au « posséder ».

L'histoire de l'Amérique Latine et la colonisation ont imposé un autre modèle de développement. Aujourd'hui, il s'agit de restaurer la vision du monde qui sous-tend le Buen vivir, de la concrétiser dans le contexte et les réalités actuelles. Pour le penser, nos partenaires nous proposent l'image de la fleur :



- NAF Nouvelle Architecture Financière (les règles du jeu au niveau macro : Banque du Sud, monnaie commune,...).
- ES Economie solidaire (relevant des relations économiques quotidiennes).

- EF Economie Féminine (surtout dans le champ domestique, égalité homme/femme)
- PE Post Extractivisme.

Tous les pétales - correspondant à des domaines ou formes d'action différentes les unes des autres - sont nécessaires, et sont à penser comme un ensemble. Il n'y en a pas un plus important que les autres.

Et s'ils ont chacun leur propre cohérence (et leurs propres indicateurs ?), tous se recourent dans le cœur de fleur, le Buen Vivir. C'est le centre qui en donne la base éthique et politique (qui elle n'est absolument pas quantifiable).

L'échange avec nos partenaires latino-américains nous permet de poser un certain nombre de pistes de réflexion, qui alimenteront notre voyage au Bhoutan....

– Agir sur les causes. Comment utiliser un indicateur pour agir sur les causes ? En effet un indicateur donne une image de la réalité, il en est le reflet, mais il ne parle pas des processus à l'œuvre qui expliquent cette réalité. C'est un support pour l'analyse, mais il ne fournit pas les pistes concrètes d'action sur les causes. La thématique des indicateurs est donc à relier, en amont, à une visée, et, en aval, aux actions et moyens d'action leviers de changement.
– Définir cette visée, les contours de ce que serait cet "autre modèle de développement" que l'on appelle de nos vœux..

C'est peut-être ce "cœur de fleur", cette base éthique et politique, qui nous manque en Occident, et qui donnerait une cohérence d'ensemble à toutes les initiatives de transition... On parle souvent de transition, mais transition vers quoi ? Trop souvent, ce modèle n'est pas défini en en lui-même (mais seulement en opposition : « un autre » modèle de développement).

– Prendre la mesure de la question de la répartition des richesses et des inégalités.

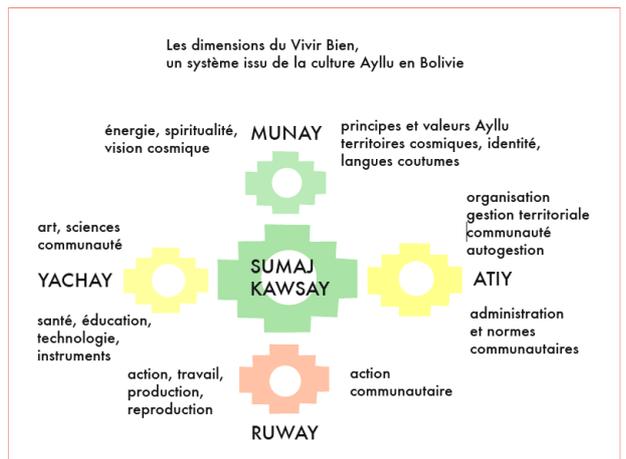
Le Buen Vivir (de façon plus évidente que le BNB) est « intrinsèquement » une culture du respect de la diversité, liée au principe même de "chùlel" et de "convivencia" (convivencia, « vivre-avec ») : le respect premier à chacun comme condition du vivre tous ensemble en harmonie sur un territoire.

Cela nous renvoie à la question de la prise en compte de la diversité (à creuser au Bhoutan), mais aussi de la relation entre l'individu et le collectif. Dans notre culture nous n'avons pas de mot équivalent, et souvent, l'un exclut ou s'oppose à l'autre. Même lorsque l'on tente de les relier. Or Chùlel souligne l'interdépendance, l'articulation profonde entre les deux. Il désigne le "soi en relation

avec les autres". Les deux dimensions individu/collectif sont indissociables.

Dans cette vision, la répartition équitable des richesses et la justice sociale sont une condition première pour le "bien vivre de chacun et de tous". Je ne peux vivre bien si les autres ne vivent pas bien.
– Enfin, la notion du temps dans la relation à la nature.

Dans le Buen Vivir les hommes sont pensés comme éphémères sur la terre, et par conséquent ils sont là pour en prendre soin (puisque c'est la terre qui reste, pas les hommes qui, eux, ne sont finalement là que « de passage »). Qu'en est-il dans le BNB ?



2. Le Voyage d'étude

Une délégation diverse pour croiser les approches et les savoirs

La délégation était constituée de **19 personnes, diverses en âges, en profils et en nationalités**. Le groupe représentait à la fois la société civile (membres et partenaires internationaux du CCFD-Terre Solidaire, réseau FAIR et Collectif Richesses), les territoires en France (collectivités locales et parlement national), le monde universitaire (économistes et sociologues), une reporter radio et un dessinateur de BD...

Le groupe avait en commun de fortes convictions mais comportait des différences de points de vue sur certains sujets. « *L'éclatisme de notre délégation était l'objectif recherché pour créer, sur place, un véritable regard croisé* » explique Céline Bernigaud, chargée de développement associatif au CCFD Terre-Solidaire Rhône-Alpes : nourrir le débat sur les indicateurs, réinterroger notre modèle de développement et soutenir les démarches des différents territoires impliqués par le croisement des regards, la confrontation d'angles de vue.

Le fil rouge : préparation collective, quelles questions on emmène

Deux sessions de préparation ont permis de dégager des axes d'analyse partagés et de

construire le programme sur place en fonction des centres d'intérêt partagés de chacun.

Ces temps collectifs ont été synthétisés en un "fil rouge" de questions à approfondir, sur lesquelles porter notre attention pour mieux découvrir la réalité bhoutanaise et la mise en œuvre du BNB, et nous interroger en écho sur nos propres réalités et actions...

Ces questions peuvent être regroupées en
4 grandes thématiques (fil rouge en annexe)

Le BNB, outil pour les transitions

Quels « échos » et points communs (quelle universalité) entre le BNB et d'autres outils et modèles tels que le Développement Durable ou le Buen Vivir ?

En quoi, comment le BNB aide à concilier ouverture à la modernité et préservation de la culture et de l'environnement, dans les transitions à l'œuvre au Bhoutan ?

Le BNB concrètement : de l'indicateur à l'action.

Comment le BNB est réellement utilisé comme guide pour l'action ? Comment cela se construit sur place ? Face à des problèmes concrets à résoudre, comment s'y prendre ? Comment, concrètement, se traduit cette vision holistique ?

La place et la prise en compte de la pluralité et de la diversité.

Avec deux questions finalement assez différentes :

- Comment se définissent et se conjuguent au Bhoutan les notions de libertés individuelle et collective ?
- Comment les minorités sont-elles prises en compte, en particulier dans la construction du BNB (ou -y-a-t-il invisibilité par uniformisation?)

Concertation / co-construction versus échelle de territoire ...

Comment on passe d'une expression de satisfaction individuelle au collectif ?

Quelle échelle de territoire est pertinente pour la conception et l'utilisation des indicateurs ? Le Bhoutan est un petit pays, comment penser des indicateurs à une échelle plus large ?

La posture durant le voyage

L'objet du voyage était bien de questionner notre modèle de développement occidental et nos pratiques, de nous laisser interpellé, de découvrir ce que nous pouvions en apprendre, et non pas de réaliser une étude sur le Bhoutan.

Nous avons donc choisi de décaler nos modes de pensée et d'analyse, de ne pas adop-

ter une posture critique sur la réalité que nous allions découvrir. Cela ne signifie pas que tout fonctionne bien au Bhoutan, mais que nous avons choisi de privilégier notre propre questionnement.

Nous sommes tous en recherche et en réflexion. L'objectif était celui de l'échange, du croisement des regards, avec les Bhoutanais, et entre les membres de la délégation, pour partager nos expériences, nos réflexions et les problématiques que l'on rencontre, dans un rapport de réciprocité, qui apporte à la réflexion de chacun et de chaque territoire.

Ce « regard croisé » suppose bienveillance et simplicité, questionnement sur soi-même et sur ce que nous renvoie ce que l'on observe, en termes d'analyse de notre propre réalité.

C'est la posture que nous avons tenté de tenir. Tout en étant conscients de ne pas surestimer notre position : un voyage de 12 jours seulement, un programme de visites où nous sommes malgré tout des « invités » ou des « touristes », mais des « touristes bienveillants » prêts à apprendre et se remettre en cause.



3. Présentation (très) rapide du Bhoutan.

Le pays du Dragon Tonnerre

Le Bhoutan est un petit pays de la chaîne himalayenne, niché entre deux géants : l'Inde et la Chine (Tibet). Longtemps isolé car très montagneux, il n'a jamais été colonisé et a su conserver son identité, ses traditions et sa culture.

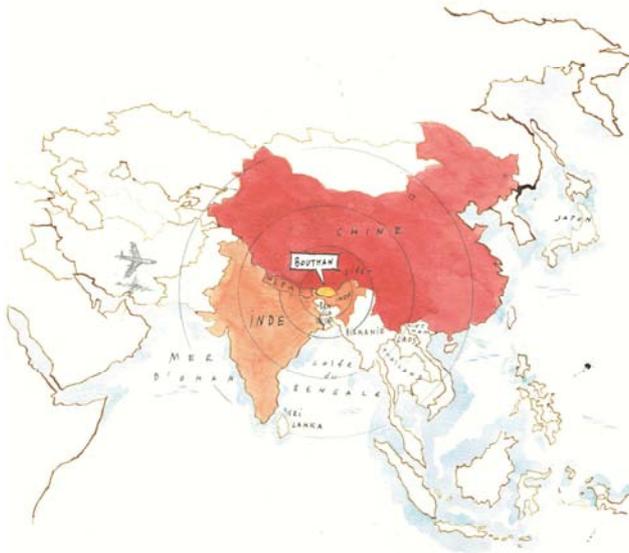
Plus petit que la Suisse, il est peu peuplé, avec 708 000 habitants en 2011, 14 habitants/km² (104 en France). Le pays est divisé en 20 dzongkhag (districts séparés entre ceux de l'ouest, du centre, du sud, de l'est). Sa capitale est Thimphu.

La langue officielle est le Dzongkha (Bhoutan se dit Druk Yul c'est-à-dire « le Pays du Dragon »), la monnaie le Ngultrum.

L'espérance de vie est de 67 ans, avec une répartition de la population qui comprend 30 % de personnes de moins de 14 ans, 65 % de 15-64 ans et seulement 5 % de plus de 65 ans. La moitié de la population a moins de 24 ans.

La population vit encore à 60 % de l'agriculture et de l'élevage ce qui fait du

Bhoutan un pays très rural (31% population urbaine, 69% rurale), avec une surface forestière très importante (72% du territoire aujourd'hui, sachant que la constitution oblige



à ne pas descendre sous les 60 %). Mais la part de l'agriculture dans le PNB a chuté de 22 à 14 % seulement, entre 2005 et 2011. On trouve très peu d'industries et d'entreprises

privées, excepté les centrales hydro-électriques qui font la richesse du pays. ¼ du territoire est en zones protégées.

Les relations politiques et économiques avec l'Inde sont très importantes, et correspondent à des choix géopolitiques historiques.

Totalement autarcique jusque dans les années 1960, **le Bhoutan s'ouvre lentement**. Il lance également, à partir de cette période une série de réformes économiques et sociales pour la modernisation du pays : infrastructures, écoles, système monétaire, ...

La télévision n'arrive qu'en 1999 (autorisée par le roi) puis internet en 2000. En l'espace d'une quinzaine d'années, la jeune génération s'empara de ces moyens de communication (téléphones portables, internet, Facebook, Twitter, chaînes du câble).

Le Bhoutan pratique une politique de contrôle du tourisme afin de le limiter quantitativement (en 1990, 2000 touristes environ ; en 2008, 22 000 ; en 2013, 90 000 dont les touristes d'Asie du Sud, surtout indiens). Le pays entend ainsi préserver l'environnement naturel et le mode de vie des habitants sans créer de déséquilibres socio-économiques. En somme, il ne souhaite pas

un tourisme de masse comme ses proches voisins. A moins d'être invité (par une organisation ou personne implantée au Bhoutan), il n'est pas possible de s'y rendre sans passer par une agence. Le prix à la journée élevé (250 \$/j environ, comprenant l'ensemble des prestations touristiques) lui permet d'utiliser l'excédent pour promouvoir d'autres secteurs de développement (1/4 est utilisé pour l'éducation et la santé gratuite pour tous).

Le niveau de vie matériel du Bhoutan est parfois rudimentaire, 12% de la population est en-dessous du seuil de pauvreté. La moitié des foyers ne sont pas raccordés à l'électricité. En 2011, 96% de la population rurale avait accès à l'eau potable et 81% à des latrines. Le revenu annuel/habitant est de 2370 USD (données Banque Mondiale - 2014).

De nouveaux problèmes apparaissent avec l'évolution du pays et l'irruption de la « modernité » occidentale. Le chômage des jeunes, qui délaissent de plus en plus l'agriculture pour travailler dans les bureaux de la capitale, devient un enjeu central. De fait, la population afflue de plus en plus vers Thimphu alors qu'il y a une inadéquation entre l'offre et la demande, avec très peu d'emplois qualifiés. Les problématiques de délinquance, drogues et consommation d'alcool font leur apparition.

Le Bhoutan dépend encore largement de

l'aide internationale, qui représente la moitié du budget du gouvernement (contre 90 % en 1998). Depuis 20 ans, de nombreux investissements ont été engagés dans les secteurs de **la santé et de l'éducation afin de proposer un système gratuit et accessible à tous** (90% de couverture médicale en 2011). Le taux de mortalité infantile a chuté et près de 90 % des enfants sont scolarisés. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 63%.

Une monarchie parlementaire

Le processus de réformes institutionnelles, qui aboutit à la monarchie parlementaire actuelle, est amorcé sous le règne du III^{ème} roi, dans les années 1950 : mise en place des premiers conseils de village, création d'une assemblée nationale (mais dont le rôle reste pendant longtemps uniquement consultatif), refonte de l'administration territoriale, école de police...

A la mort du III^{ème} Roi, malgré ces réformes, la monarchie est toujours omnipotente. Le pays a démarré son ouverture, mais presque exclusivement avec

C'est le IV^{ème} Roi qui va véritablement lancer le pays dans la voie de la démocratisation et de l'ouverture.

Il poursuit le processus de décentralisation, renforce le pouvoir judiciaire, et lance un processus de rédaction d'une nouvelle constitution. Une commission est nommée, pour faire des propositions. Elle s'appuie entre autres sur l'étude des constitutions occidentales. Une première version est proposée au roi, et un vaste processus de consultation et de débat avec la population est lancé, dans lequel le roi s'implique fortement. Une nouvelle version est alors écrite, prenant en compte les remarques issues de ces consultations.

La Constitution introduit un système de monarchie parlementaire (une "monarchie constitutionnelle démocratique") avec un parlement bicaméral, c'est-à-dire qui comprend une chambre haute (le conseil national avec 25 membres) et une chambre basse (avec l'Assemblée Nationale et ses 75 membres). Le chef de l'État est toujours le roi mais il peut être destitué par un vote réunissant les voix des 2/3 des membres du Parlement. Il doit par ailleurs abdicquer à 60 ans en faveur du prince héritier.



La place du Bouddhisme

La séparation entre pouvoir religieux et pouvoir politique est consacrée dans la Constitution. Le roi est le garant de cette séparation, et le protecteur de toutes les religions.

Cependant, la religion bouddhiste a toujours un poids et une place importante. La Constitution présente le bouddhisme comme "l'héritage spirituel du Bhoutan", et consacre des devoirs fondamentaux directement inspirés des valeurs du Bouddhisme, comme le respect de l'environnement et de la culture, et les valeurs de paix, non-violence, compassion et tolérance. Et le roi conserve un ascendant symbolique important sur la sphère religieuse.

Sous certains aspects, le bouddhisme apparaît même quelques fois non seulement comme l'héritage ou le « ciment » de la communauté bhoutanaise mais aussi comme une religion d'État... Ainsi par exemple, le cérémonial bouddhiste accompagne la ritualisation de la vie politique et sociale au Bhoutan : c'est ainsi que la conférence mondiale sur le BNB a été ponctuée par différents moments animés par des moines bouddhistes. Et même si la constitution de 2008 reconnaît la liberté religieuse, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel restent étroitement imbriqués, jusque dans leur proximité au sein des *Dzongs*.

La question des minorités.

La politique bhoutanaise envers les minorités (en particulier népalaises) est une question toujours présente lorsque l'on parle du Bhoutan, souvent étroitement liée à la question religieuse.

Dans quelle mesure ce « ciment » bouddhiste peut, dans certaines circonstances, devenir l'instrument d'une construction identitaire, au travers d'une lecture religieuse (bouddhisme vs. hindouisme) mais aussi d'anciennes distinctions fondées sur des critères ethniques... le groupe des *Ngalops* (origine *bhutia* ou *bhotiya* : bouddhistes, tibétains) exerçant alors une « domination » politique et culturelle, plus ou moins explicite, sur les autres minorités vivant au Bhoutan ?

Comment ces minorités sont impactées par le code de conduite défini par la loi bhoutanaise, et qui suppose, par exemple, de parler *dzongkha* et de porter le costume traditionnel bhoutanais dans l'espace public (le *gho* pour les hommes, la *kira* pour les femmes) ? Comment la politique d'affirmation de la culture bhoutanaise s'est aussi traduite par le resserrement des conditions d'accès à la nationalité bhoutanaise (1985) ?

Il s'agit bien sûr de la relation aux communautés d'origine népalaise (où il faut diffé-

⁴ En 2007, l'ONG Open Doors a dénoncé les formes de discrimination dont la communauté chrétienne (2%) fait l'objet au Bhoutan

rencier les *Lhotsampa*, 20% à 30% de la population, installés au Bhoutan depuis le XIXe siècle, et la communauté plus récente, qui s'est installée dans le sud du Bhoutan après la guérilla au Népal), mais aussi la minorité hindouiste indienne au Bhoutan (il n'est pas certain que les travailleurs indiens réalisant les chantiers soient toujours bien traités) ou la communauté chrétienne ⁴.

Nous ne prétendons pas, sur un voyage de 15 jours, avoir pu réunir et croiser suffisamment d'informations pour donner une opinion éclairée... Pour ce qui concerne plus particulièrement la question des *Lhostampas*, nous préférons renvoyer ici au livre de Thierry Matou, qui développe de façon approfondie l'histoire du Bhoutan, et qui nous a amenés à une lecture plus fine pour, au moins, resituer causes, positions et conséquences dans le contexte global du pays.

« Bien qu'il ait fait beaucoup pour faciliter l'intégration des Lhostampas, leur présence en grand nombre sur le territoire bhoutanais constituait un défi pour sa stratégie identitaire qui n'était pas dirigée contre eux mais dont ils eurent à subir les dommages collatéraux. Le défi était d'autant plus grand que la question des Lhostampas n'était qu'une des composantes de la remise en cause de la stabilité intérieure du royaume qui se découvrit des ennemis au sein des mouvements politiques et des groupes armés ethniques qui gravitaient à ses frontières [...] utilisant le Bhoutan comme base arrière ».

Le Bonheur au centre

Le BNB est né de la volonté d'ouverture portée par le roi, mais d'une ouverture compatible avec la préservation de l'identité et des valeurs de la culture bhoutanaise.

Déjà en 1729, il était inscrit dans le code légal du Bhoutan que « si le gouvernement ne parvient pas à créer le bonheur de son peuple, il n'y a aucune raison pour que le gouvernement existe. ».

Cette idée est reprise dans la Constitution, qui institue le Bonheur national Brut comme objectif de gouvernement : « *L'État doit s'efforcer de promouvoir les conditions pour la poursuite du bonheur national brut. Il doit [...] assurer une bonne qualité de vie pour le peuple du Bhoutan dans un pays progressiste et prospère attaché à la paix et l'amitié dans le monde.* »



4. La conférence internationale

La sixième Conférence Internationale sur le BNB s'est tenue du 3 au 6 novembre 2015, et a rassemblé 600 à 700 participants de 48 pays différents : principalement des chercheurs du monde universitaire et du secteur privé, des acteurs de la société civile et des représentants politiques. La conférence était organisée par le Center for Bhutan Studies (CBS), centre de recherche bhoutanais.

La thématique de fond était la mise en évidence des limites du modèle de développement occidental, les indicateurs et les modèles de développement. Les interventions étaient très variées et de nombreux sujets ont été abordés : l'éducation, l'agriculture, la place des femmes, la culture, la gouvernance et le participatif... Avec, en introduction de la conférence, des interventions générales de différents pays (sur le Buen Vivir en Bolivie, sur la loi SAS en France...) et, en fin de conférence, les résultats du dernier sondage BNB réalisé au Bhoutan (il s'agit là du troisième sondage de ce type, les premiers datant de 2007 et 2010).



La participation de notre délégation à la conférence a été organisée en amont lors des sessions préparatoires au voyage. Une mission préparatoire au Vietnam a été réalisée au mois de septembre 2015 sur une durée de dix jours par une bénévole de l'association membre du réseau Richesses et impliquée dans le projet. Cette mission a permis de préparer avec le partenaire SPERI des interventions et ateliers en commun. Cette mission a contribué à notre implication dans la Conférence, SPERI étant impliqué directement dans l'organisation de la Conférence Internationale aux côtés du Center for Bhutan Studies.

Quatre membres de notre délégation sont ainsi intervenus, lors de séances plénières ou d'ateliers : Eva Sas, Celina Whitaker, Sébastien Keiff et Angel Gamboa.

Le programme complet de la conférence peut être trouvé sur le site du CBS <http://www.bhutanstudies.org.bt/conferences/2015-gnh-conference/preliminary-programme/> ainsi que l'ensemble des contributions <http://www.bhutanstudies.org.bt/conferences/2015-gnh-conference/papers-presented-at-the-conference/>

Les interventions des membres de la délégation sont en annexe à cette synthèse.

De nombreux liens ont été créés pendant la conférence, de nouvelles idées ont pu être développées et échangées : pour le CCFD-Terre Solidaire et le réseau de réflexion sur les indicateurs de richesse, la participation d'une délégation française à la sixième Conférence Internationale BNB a été une belle occasion pour faire avancer les réflexions ici et là-bas, et nourrit aujourd'hui le travail mené par l'association et son réseau.



5. Le BNB, modèle de développement ?

5.1. PRÉSENTATION DU BNB

Un projet de société

En Dzonghka, la langue du Bhoutan, BNB signifie « Bonheur tous ensemble ».

Avant d'être un indicateur, le BNB est avant tout un projet de société partagé par le gouvernement et les acteurs de la société bhoutanaise. Il est profondément ancré dans les traditions et la culture du pays et repose ainsi sur des valeurs partagées et reconnues par tous : c'est ce qui fait la force du BNB.

En d'autres termes le BNB est une systématisation de la manière de vivre des Bhoutanais, il vient donner une lisibilité à une philosophie de vie partagée. Les acteurs associatifs et les citoyens que nous avons rencontrés étaient tous en accord avec la philosophie portée par le BNB : nous n'avons rencontré personne qui remette en cause ses fondements, pas même l'opposition au gouvernement actuel.

Selon les dires de personnes rencontrées sur place, l'indicateur en tant que tel a été créé dans un second temps, dans l'idée de faciliter le dialogue avec l'Occident.

Origine

Le BNB trouve son origine dans cette volonté de porter un projet de société tourné vers le bien-être de tous.

Après son couronnement à dix-sept ans, le quatrième roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck a démarré un large processus de consultation à travers tout le pays, à la rencontre de la population, pour connaître ses aspirations. La réponse était toujours « le bonheur ». Le roi a alors consulté, observé, et a été interpellé par le PIB, et en particulier par les pays en voie de développement qui, à ses yeux, sacrifiaient leur culture, leur système de valeurs, leur souveraineté et leur environnement, au nom de la croissance économique⁵.

Le roi a alors proposé le BNB comme objectif de gouvernement et de conduite de la Nation.

L'indicateur BNB : un outil pour porter cette vision ?

L'indicateur a été construit bien plus tard, en 2008, comme outil pour une mise en œuvre politique de cette vision. En 2008, le BNB a été inscrit dans la Constitution du Bhoutan. Il est aujourd'hui au

cœur des politiques gouvernementales.

L'indicateur complète la vision globale du BNB avec des outils plus techniques et pratiques. La démarche du gouvernement a été de se poser cette question concrète : si on veut guider les politiques dans le respect des principes du BNB, de quelle information a-t-on besoin ? De quel outil se doter, pour porter les valeurs que l'on souhaite (et donc pour ne pas se laisser enfermer par le PIB) y compris dans nos interrelations avec le reste du monde ?

Une approche holistique, autour de 9 grands domaines



⁵ Rappelons-nous du discours de JF Kennedy, en 1968, qui conclut sur la phrase : « En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue ».

Le BNB est constitué de neuf domaines. Tous les domaines ont le même poids (1/9). Pour chaque domaine, un certain nombre de variables permettent de le caractériser. Le poids de toutes les variables n'est pas toujours le même, certaines d'entre elles considérées comme plus importantes.

Bien-être psychologique <i>(Satisfaction à l'égard de la vie)</i> <i>(Emotions positives)</i> <i>(Emotions négatives)</i> <i>(Spiritualité)</i>	Diversité écologique et résilience <i>(Dégâts causés par les animaux sauvages)</i> <i>(Problèmes urbains)</i> <i>(Conscience écologique, responsabilité envers l'environnement)</i> <i>(Problèmes environnementaux)</i>
Santé <i>(Auto-évaluation de sa santé)</i> <i>(Nombre de jours en bonne santé)</i> <i>(Invalidité, handicap)</i> <i>(Santé mentale)</i>	(Diversité culturelle et résilience) <i>(Compétences manuelles)</i> <i>(Participation culturelle)</i> <i>(Parler la langue maternelle)</i> <i>(Code de conduite traditionnel)</i>
Utilisation du temps <i>(Travail)</i> <i>(Sommeil)</i>	Bonne gouvernance <i>(Participation politique)</i> <i>(Services)</i> <i>(Performance gouvernementale)</i> <i>(Droits fondamentaux)</i>
Education <i>(Alphabétisation)</i> <i>(Scolarité)</i> <i>(Savoirs)</i> <i>(Valeurs)</i>	Vitalité de la communauté <i>(Don - argent et temps)</i> <i>(Sécurité)</i> <i>(Relations dans la communauté, liens sociaux)</i> <i>(Famille)</i>
Niveau de vie <i>(Revenu du ménage par habitant)</i> <i>(Biens matériels)</i> <i>(Logement)</i>	

Les 9 domaines du BNB et leurs variables

« Cheminer vers le bonheur »

Les neuf domaines représentent chacune des composantes du bien-être du peuple bhoutanais. Le terme « bien-être » se réfère aux conditions de « bonne vie » pour chaque Bhoutanais. En effet, dans la tradition

bouddhiste le bonheur est pensé non pas comme le cumul de bonheurs « éphémères », mais comme « un état de plénitude durable », une recherche « intérieure » personnelle.

La problématique posée à la société, et au gouvernement, devient alors celle des conditions nécessaires pour que chacun puisse « cheminer vers le bonheur ».

La notion de suffisance « How much is enough to be happy? »

Le BNB s'apprécie en termes de seuils de suffisance.

« Combien est suffisant pour être heureux? »,

c'est à dire quelles sont les « conditions d'une vie digne », les bases indispensables pour envisager l'épanouissement de chacun et de tous (à l'inverse de la course effrénée au « toujours plus » prônée par nos sociétés occidentales).

L'indicateur se construit sur la base d'enquêtes et détermine le seuil de suffisance de chaque domaine. On peut « être heureux » si l'on atteint le seuil de suffisance dans au moins 6 domaines sur les 9.

En France, le seuil de pauvreté (60 % du ## revenu médian) peut être compris comme un seuil de dignité. Mais parler de seuil de suffisance (et donc de pauvreté relative) permet de sortir du cercle vicieux de la croissance et du « toujours plus ».

Qu'est-ce que cela donnerait, de définir un seuil de suffisance dans notre société ? Le minimum en termes de bien-être matériel pour poursuivre son bonheur ? La sobriété heureuse ? Cela nous amène sur le débat autour des richesses matérielles et de l'accumulation...

Un angle mort : les inégalités par le haut

De par son mode de construction, le BNB ne permet pas de visualiser les inégalités par le haut : si les personnes déjà très « heureuses » (ou très riches?) le deviennent encore plus, les inégalités se creusent mais cela n'apparaît pas dans le résultat de l'indice.

5.2. PLACE DU BOUDDHISME

Une grande question s'est posée à nous : est-ce que le BNB est une déclinaison de la philosophie bouddhiste, ou une approche plus large et « universalisable » ?

Oui, la place du bouddhisme est centrale.

Comme nous l'avons vu plus haut, le BNB n'est pas seulement un indicateur, mais une vision, un modèle, que tout Bhoutanais – même dans les villages reculés – connaît et reconnaît. Le BNB incarne ainsi une vision de société portée par le bouddhisme. Et le BNB reflète cette vision.

Tout d'abord dans l'attention portée au bien-être psychologique, (qui constitue un domaine en tant que tel) et à l'équilibre entre bien-être physiologique, matériel, et spirituel . Ainsi, l'enquête se penche sur des

questions telles que l'estime de soi, la perception de son état (serein/inquiet, satisfaction/frustration), la pratique de la méditation, le temps disponible pour soi, les émotions ressenties : négatives (telles que l'égoïsme ou la peur) et positives - (telles que le calme, l'empathie ou la compassion).

On y retrouve également les interdépendances, et interrelations : l'homme fait partie d'un tout, d'une « communauté », la vie se tisse dans les liens (liens à l'autre, liens à l'environnement, ...). L'enquête s'intéresse



ronnement constitue également un domaine en tant que tel.

Enfin, cette vision de société est présente dans le mode de calcul du BNB : la notion de « suffisance », qui renvoie à la sobriété prônée par le bouddhisme, l'approche holistique d'une vie en harmonie.

Non, le BNB n'est pas un « indicateur bouddhiste »

Dasho Karma Ura, directeur du Center for Bhutan Studies insiste sur le fait qu'une seule question de l'enquête BNB porte sur la spiritualité, et la réponse à cette question ne nécessite pas d'avoir une spiritualité liée à une religion, ni à une religion spécifique. La personne pourra estimer sa spiritualité quelle que soit sa religion ou sa non-religion.

« Quelle que soit votre foi vous pouvez évaluer votre niveau de spiritualité. Nous sommes intéressés par la nature de la relation entre une plus grande spiritualité et un plus grand bien-être psychologique, sans nécessairement partir du postulat ou pré-concevoir qu'il y a une relation positive ou négative. Mais il pourrait y avoir une connexion positive entre spiritualité et bien-être si la compassion (...), qui est commune à la plupart des traditions spirituelles (...) est élevée. »⁶

Autrement dit, la spiritualité est envisagée



par exemple non seulement à la participation de chacun aux activités de la communauté, au temps disponible pour les siens et la communauté, mais aussi à l'attention portée aux autres et au sentiment d'appartenance ou de rejet. La relation à l'environnement constitue également un domaine en tant que tel.

non pas comme une pratique religieuse, *stricto sensu*, mais plus largement, comme un état d'harmonie entre l'individu (ses sentiments, désirs et aspirations...) et son environnement social ou naturel.

En conclusion : pour un « retour » à ce qui compte...

Cette immersion dans le Bouddhisme nous amène à redécouvrir qu'il y a aussi d'autres manières de penser en Europe, d'autres conceptions de l'individu et de son rapport au monde, proches des fondements de ce qu'on a observé au Bhoutan et que l'on devrait raviver : interdépendances, relations avec l'environnement social et naturel, importance de l'état psychologique, spiritualité... Cette question a été présente pendant tout le voyage.

5.3. CONVERGENCES AVEC CE QUI EXISTE CHEZ NOUS

Nous sommes partis avec une question : existe-t-il des principes universels derrière

6 "You can be of any faith to give a self-report of the level of your spirituality. We are interested to investigate the nature of relationship between higher spirituality and higher psychological wellbeing, without necessarily postulating or preconceiving that there is positive or negative relationship. But there could be a positive connection between spirituality and well being if compassion (...), which is common to most spiritual traditions (...) is elevated". Dasho Karma Ura, directeur du Center for Bhutan Studies

le BNB, le Développement Durable et d'autres démarches existantes en Occident (comme les démarches des Territoires en transition, les travaux pour d'autres indicateurs de richesse tels que l'Indicateur de Santé Sociale, les démarches participatives sur le bien-être comme la démarche Spiral initiée par le Conseil de l'Europe...)?

Éléments pour une comparaison BNB / autres indicateurs

Sur le Développement durable

Le rapport Bruntland définit le développement durable comme un développement « qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Le concept de durabilité est organisé autour de trois dimensions ou trois piliers : l'environnement, le social, l'économique.

Cependant, il est apparu que cette représentation en trois piliers ne porte pas en soi de finalités à poursuivre. En France, ces finalités ont été déclinées dans le cadre de référence pour les projets de développement durable et agendas 21 locaux (MEDDE 2012). Elles sont au nombre de 5, et précisent les grandes thématiques des trois piliers, mais y intègrent également la question de la gouvernance, comme élément transversal :

1. La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;

2. La lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère
3. La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations
4. L'épanouissement de tous les êtres humains ;
5. Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.
6. La gouvernance (stratégie d'amélioration continue / participation / organisation du pilotage / transversalité des approches / évaluation partagée).

Au-delà de cette définition, on remarque qu'en France et en Occident, le terme « développement durable » peut être utilisé « à toutes les sauces », voire galvaudé, chacun y mettant ce qu'il veut. Le concept peut parfois servir de "green washing" à des activités peu éthiques menées par des entreprises privées. Aujourd'hui, « on ne sait plus vraiment de quoi on parle » quand on parle de développement durable...

Le risque semble être le même autour de la notion de bonheur qui pourrait à son tour rapidement être « récupéré », galvaudé, devenir une mode, cédant même à une injonction paradoxale d'impératif sociétal. Au Sommet de la Terre de Rio, en 1992, il a clairement été posé en premier principe : « Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable ».

Travailler aux croisements entre développement durable et BNB est une voie de consolidation des approches et de réaffirmation claire des valeurs qui les ont vu naître.

Sur l'indicateur de santé sociale

Plusieurs indicateurs alternatifs au PIB voient le jour en France et dans les pays occidentaux⁷. Si l'on prend par exemple l'un des indicateurs les plus aboutis, l'Indicateur de Santé Sociale (ISS) des régions de France, on y retrouve des problématiques sociales similaires à celles incluses dans le BNB (qualité de vie, santé, éducation, vie sociale).

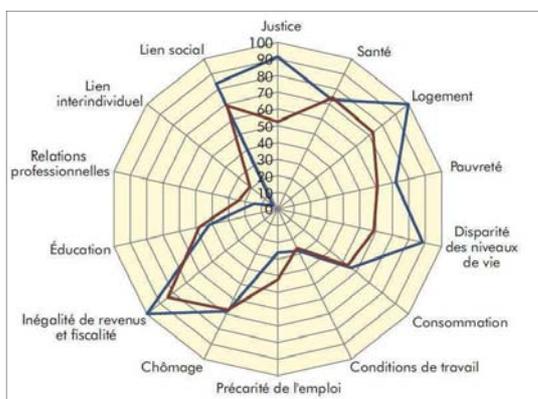
L'ISS s'attache à donner une vision de la « santé sociale » du territoire concerné.

Mais les catégories ne sont pas tout à fait les mêmes que celles du BNB : l'ISS privilégie de mettre en avant de grands domaines à considérer, et de pointer plus particulièrement sur la question des inégalités et de la précarité (par le choix des variables qui caractérisent chaque domaine). Par ailleurs, le mode de calcul n'est pas le même. Il utilise les données de la statistique, moyennes ou

⁷ Lire par exemple à ce sujet : Les nouveaux indicateurs de richesse, 2012, Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice

écarts entre extrêmes. Il permet de mettre en lumière les grands domaines sur lesquels il faut agir, mais ne prétend pas à la même finesse d'analyse que le BNB.

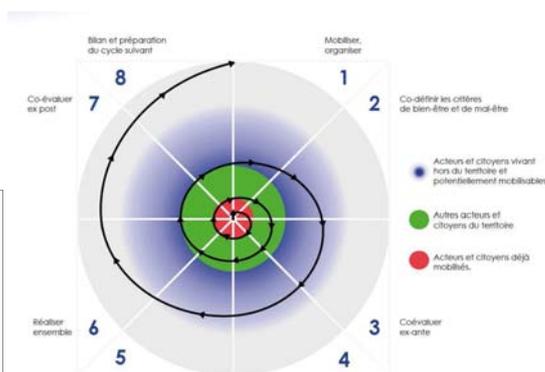
Par ailleurs, explicitement, l'ISS ne prend pas en considération la question environnementale (et prône pour une utilisation couplée ISS et indicateurs spécifiques aux enjeux environnementaux).



Sur Spiral

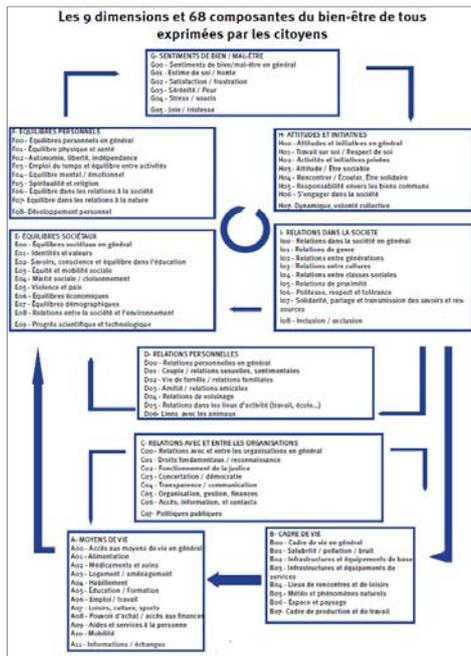
La démarche Spiral (lancée par le Conseil de l'Europe et portée par le réseau Together) propose une démarche participative pour définir ce qui constitue le bien-être (et le mal-être) sur un territoire ou au sein d'une

organisation, et, à partir de là, initier une démarche d'action en coresponsabilité, à tous les niveaux d'action (de l'individuel au collectif, du public au privé), pour répondre aux enjeux de territoire mis en évidence.



Cette démarche propose un cadre pour la définition du bien-être, articulé autour de 9 domaines :

- A- Accès aux moyens de vie
- B- Cadre de vie
- C- Relations avec et entre les organisations
- D- Relations personnelles
- E- Équilibres sociétaux
- F- Équilibres personnels
- G- Sentiment de bien-être / mal-être
- H- Attitudes et initiatives
- I- Relations dans la société.



Les Domaines Spiral

<https://wikispiral.org/tiki-index.php?page=C1%3C%A9+de+d%C3%A9termination>

Une comparaison avec le BNB demanderait d'aller voir de plus près les variables constituant ces différentes catégories (domaines). En effet, un premier survol montre surtout

que les catégorisations ne sont pas les mêmes. Hormis pour les catégories A et B, les autres domaines SPIRAL se déclinent sous une forme différente de celle du BNB : on n'entre pas par un regard sur les conditions de vie sur telle ou telle composante, on est plutôt dans une approche qui pointe sur les grands équilibres et modes de relations. Par exemple, dans Spiral, l'éducation n'est pas un domaine en tant que tel, mais est présente sous l'angle du « partage et de la transmission des savoirs et des ressources ».

Il est important de mentionner que les domaines de SPIRAL ont été conçus par regroupement des 200 000 premières expressions de bien-être et mal-être, telles qu'énoncées par les citoyens eux-mêmes. Ici encore, travailler aux croisements entre les composantes du BNB et les composantes de SPIRAL pourrait permettre de consolider les outils et d'affirmer les systèmes de valeurs.

Plus globalement

La tendance globale, dans nos sociétés, est de travailler à des indicateurs alternatifs « complémentaires » au PIB, c'est-à-dire prenant en compte « ce que le PIB ne compte pas ».

Mais sans changement en termes de vision de société (« sortir du mythe de la croissance économique ») et de paradigme de développement, la séparation entre indicateurs de performance économique et indicateurs de bien-être ou environnementaux ne suffit pas. Au

final, la hiérarchisation entre indicateurs continuera à donner la priorité à l'approche économique.

Par ailleurs, la réflexion sur le bonheur et le bien-être est souvent objet de débat dans nos sociétés occidentales : le bien-être est-il une affaire personnelle ou un objectif politique ? Au-delà des mots, il y a tout de même une question de fond et un choix politique entre :

– le bien-être de tous comme objectif de société », c'est à dire une orientation claire de l'action publique et collective pour cheminer vers cet objectif ;

– et une vision du bien-être / bonheur renvoyant à la responsabilité individuelle de chacun et qui finalement peut servir à maintenir le status quo, le « continuer à faire comme toujours », sans questionner l'organisation sociale et ce qu'elle permet, ou ne permet pas.

Au-delà des travaux sur les indicateurs, d'autres initiatives et d'autres dynamiques, portés par de nombreux acteurs aujourd'hui en France et en Occident, sont engagées dans cette perspective de transition / transformation vers un nouveau modèle de développement : **les liens sont à consolider, pour que les travaux sur les indicateurs contribuent à ce même chantier.**

Les réflexions autour du BNB ont ouvert une porte de réflexion et d'action : approfondir cette mise en regard entre indica-

teurs, car elle nous pousse à nous interroger sur notre socle de valeurs et la culture qui les sous-tend.

C'est une piste et un support pour nous aider à revenir aux fondamentaux, à avancer sur « ce qui fait sens » pour nous, à construire ce qui pourrait rendre visible « notre » nouveau paradigme de développement, notre « cœur de fleur » (qui de fait existe déjà dans nombre d'initiatives de base pour l'action individuelle et collective).

Cette comparaison est en soi une réflexion qui peut être « transformatrice des consciences », et, en ce sens, un outil pour l'action de transformation. Elle peut aussi être un levier pour poser la question internationale (celle des interdépendances / responsabilités, sur une même terre) par le regard croisé sur les indicateurs et ce qu'ils sous-tendent, ce qui compte et ce qui devrait être compté.

5.4. EN CONCLUSION.

Le BNB est d'abord une vision, qui s'est dotée d'objectifs, puis d'un indicateur pour guider l'action. La vision et le projet de société sont centraux ; le BNB est « seulement » un outil pour le traduire en actes.

Cela nous renvoie à la nécessité d'ancrer les travaux sur les nouveaux indicateurs dans ce changement nécessaire de paradigme de

développement. L'approche des nouveaux indicateurs ne prend sens pour nous que dans ces conditions : pour porter la mise en œuvre d'un nouveau paradigme, pour aider au changement de modèle, pour décliner ce changement dans l'action.

Deux citations pour nourrir la réflexion sur ce changement de paradigme :

Dominique Méda : « Quelque chose ne va pas dans notre mode de développement [...] Toutes [les informations et prévisions] ont pour point commun de bouleverser les certitudes, ou au moins les principes qui fondent notre modernité occidentale : croyance au progrès infini, assimilation de celui-ci avec la croissance du PIB, valeur cardinale accordée à la liberté de consommation, interprétation de la production comme un acte spécifiquement humain... [...] C'est donc une véritable rupture avec notre modèle de développement, avec l'idéologie qui cautionne sa poursuite, qu'il nous faut. [...] Nous devons dénouer les liens historiques et idéologiques qui se sont organisés entre croissance, progrès et démocratie [...] analyser la façon dont ces liens se sont noués, étudier la genèse de notre croyance dans la croissance. »⁸

⁸ Dominique Méda, La mystique de la croissance, Éditions Flammarion Champs actuels, 2014

Hélène Combe : « La question n'est pas de savoir si la culture doit devenir le quatrième pilier du paradigme du développement durable, mais bien de faire en sorte qu'elle soit prise en compte comme un fil conducteur de chacune des dimensions à intégrer, pour envisager le chemin vers la durabilité. Car, ce sont bien nos cultures qui influencent nos valeurs et notre vision de la richesse, notre approche de la question sociale ou de l'économie, du rapport à la nature et de la gouvernance. Ce sont encore elles qui sous-tendent les différentes formes que peut prendre notre créativité, notre capacité ou non à lâcher prise pour inventer un avenir collectif pacifié et un nouveau projet de société. »⁹

⁹ Hélène Combe, Les questions humaines et culturelles au cœur du Développement Durable, in Culture et Innovation(s), l'Europe vue du Sud, ouvrage collectif programme européen SOSTENUTO, 2011



6. Le BNB Concrètement

6.1. LE BNB, UN OUTIL POUR L'ACTION

Un indicateur pour l'action

Ainsi que le souligne le directeur du Center for Bhutan Studies, Dasho Karma Ura, l'objectif du BNB comme cible à atteindre - et comme batterie d'indicateurs - est de forger une unité sur les décisions à prendre. Il agit comme un outil au service de la mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques et autres programmes gouvernementaux avec les valeurs définies dans le BNB. En d'autres termes, il indique la direction que peut prendre le gouvernement dans chacun des domaines d'action. L'économie n'est, dès lors, qu'un moyen parmi d'autres pour atteindre cet objectif¹⁰.

Ainsi, le BNB articule une vision (un projet de société) macro, des objectifs clairs et des outils concrets pour l'action.

Une action ciblée prioritairement sur les manques et les insuffisances

Pour mettre en œuvre cette visée d'action concrète, la démarche proposée par le BNB

¹⁰ "GNH indicators as targets display a common sense of purpose, offering us direction to the programs and policies which are coherent with the values of GNH." Dasho Karma Ura

allie différents niveaux d'analyse et de fait aussi, différents niveaux d'indicateurs. Toutefois, son élément central reste l'indicateur BNB global, construit au moyen d'une enquête menée auprès de la population. Cette enquête vise à déterminer les manques et insuffisances, qui seront les cibles-clé sur lesquelles porter l'attention pour toute politique mise en œuvre.

Cette enquête concerne les neuf domaines du BNB.

Le mode de calcul met en évidence les manques et insuffisances à résoudre.

-- D'une part, par la détermination des seuils de suffisance, qui s'apprécient pour chacun des domaines. Ils permettent de pointer précisément les domaines dans lesquels il y a des manques. L'analyse fine des résultats de l'enquête permet par ailleurs de zoomer selon la catégorie sociale, le sexe, la région géographique. Ce mode de calcul donne une toute autre information qu'un raisonnement par les moyennes.

-- D'autre part, le mode de calcul final du BNB est construit de façon à focaliser l'attention, et donc l'action, sur les personnes n'ayant pas

atteint le seuil de suffisance dans au moins 6 domaines sur les 9.

Pour construire le BNB, on regarde d'abord la proportion de la population qui est « not yet happy » (pas encore heureuse), celle qui n'a pas atteint le seuil de suffisance sur au moins 6 domaines sur 9. Notons le X (X = pourcentage de la population « not yet happy »)

Puis, dans un deuxième temps, on regarde, parmi les « not yet happy », quelle est l'ampleur des insuffisances, c'est à dire la proportion moyenne de dimensions dans lesquelles les personnes n'ont pas atteint le seuil de suffisance. Notons le Y (Y = pourcentage de domaines en insuffisance dans la population « not yet happy »).

Ensuite, on estime le « non-bonheur » (« unhappiness ») en multipliant la proportion de personnes « not yet hap-



py » par la proportion moyenne de dimensions dans lesquelles les « not yet happy » n'atteignent pas le seuil de suffisance. On obtient alors un indicateur de « unhappiness » (X x Y)

La valeur du BNB est alors égale à = 100 % - (X x Y)

... Autrement dit, pour augmenter l'indice, il est indispensable de réduire les insuffisances en ciblant l'action en priorité sur les « not yet happy ».

6.2. UN MODE DE PLANIFICATION AVEC DES OUTILS D'ÉVALUATION INTER-RELIÉS.

L'enquête BNB

Cette enquête est l'outil central pour la définition des axes d'action (les domaines pour lesquels les « not yet happy » sont sous le seuil de suffisance). Les données peuvent en être déclinées par région, par type de population, etc.

Ce questionnaire est assez unique en son genre, en cela qu'il permet de collecter un type d'information qui est très rarement investigué ailleurs

dans le monde. Il s'agit d'un questionnaire multidimensionnel, qui porte sur la vie quotidienne des gens et qui donne - dit Dasho Karma Ura - un panorama du Bhoutan qui est en train de changer. Ce questionnaire est long mais très compréhensible. Karma Ura explicite ainsi l'ambition visée : "nous voulons savoir comment les gens expérimentent le bonheur et comment ils sont impactés par le développement, nous sommes intéressés

de savoir qui sont les gens qui se sentent heureux, ceux qui ne le sont pas et surtout de savoir pourquoi, car le « bonheur » est très complexe : plus on le comprend et plus on sera attentifs au sein du gouvernement pour améliorer le sort des individus."

Les outils de projection "screening tools" du BNB

Le BNB est par la suite complété - en vue de la définition de politiques publiques, et de leur évaluation - par les «GNH screening Tools», autrement dit par des outils de projection, de sélection et suivi des politiques à mettre en œuvre.

Ces outils spécifiques sont nécessaires pour passer au niveau de l'action¹¹ et visent à garantir que les projets menés sont bien en lien avec les prin-



¹¹ "However, we need other tools to maneuver towards GNH targets in order to know whether or not we are actually advancing in the right direction. For instance, we may have very good indicators but unless the projects and policies are checked and ensured that they are pro GNH: it would be difficult to translate the principles of GNH to practice. Therefore, it is very important to have externally measurable pro-GNH screening tools." Dasho Karma Ura

cipes du BNB. Ils sont pensés à la fois comme des garde-fous et comme des relais pour permettre la traduction du BNB dans la pratique.

Les screening tools couvrent là-encore les neuf domaines du BNB. Chaque politique est soumise au crible de toutes les dimensions (et non seulement de la dimension qui la concerne plus spécifiquement), ce qui permet une approche holistique des projets. On regardera par exemple forcément l'impact environnemental et culturel pour toute action, qu'elle soit éducative ou de développement économique).

Les questions sur la base desquelles sont construits ces outils de mesure sont de type qualitatif : « **telle action permet-elle l'accomplissement de tel objectif?** ». Chaque critère est noté sur une échelle de 1 à 4, puis - par pondération entre les questions - on aboutit à une note globale sur l'efficacité de l'action vis-à-vis des valeurs du BNB.

Modalités de délibération et instances de décision.

Le Center for Bhutan Studies (CBS)

Ce centre a pour principal objectif de mettre le concept « en chiffres », en réponse à l'injonction internationale de disposer d'indicateurs chiffrés pour évaluer les politiques de développement des pays.

La Gross National Happiness Commission (GNHC) - «commission BNB»

Cette commission assure deux fonctions centrales pour le gouvernement bhoutanais - à savoir la planification et l'évaluation des politiques à l'aune de l'ensemble des domaines du BNB. Les politiques et leurs impacts sont passés au crible des neuf domaines, via un processus d'aller-retour entre la Commission et le gouvernement.

Au sein de la commission, les «screening groups»

Il s'agit là de groupes hétérogènes comprenant des experts qualifiés mais aussi des professionnels de différents domaines. Le choix des membres constituant le groupe doit répondre aux critères suivants :

1. avoir une bonne connaissance du domaine concerné par l'action en question ;
2. la reconnaissance de la fiabilité de la personne en termes de compétences, de connaissances techniques sur le domaine et de capacité de jugement et décision... Cette reconnaissance doit être donnée par ses pairs et par le public ;
3. la personne doit être membre d'un organisme de réglementation ou être utilisateur du service.

Le processus de « projection » est un outil de prise de décision mais aussi d'évaluation n le cas échéant de réorientation des orientations prises. Par ailleurs, ces groupes de

projection étant de composition hétérogène, c'est aussi un lieu de croisement entre différents horizons professionnels et un espace de construction de consensus entre parties prenantes sur les impacts du projet.

En parallèle, côté société civile : le GNH Center - Centre BNB

Sur les trente dernières années - en lien avec l'urbanisation du pays, le développement du système éducatif, la place accrue des réseaux sociaux, etc - le besoin d'une nouvelle forme de société civile bhoutanaise s'est fait de plus en plus fort. C'est ainsi qu'en 2012 fut créé le «GNH Center». Ce centre dédié au BNB se veut d'abord un lieu d'éducation populaire, où les gens peuvent s'approprier les idées du BNB pour les mettre en œuvre dans leur quotidien. Il s'agit d'une organisation issue de la société civile dont l'un des objectifs est de développer des programmes pour et avec les populations locales. La focale est surtout orientée sur les jeunes.

6.3. DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ACTION ARTICULÉS.

En somme, tous ces organes permettent d'articuler plusieurs niveaux d'action, qui tendent - chacun à leur façon - vers un objectif commun.

Au niveau du gouvernement

«We have to think, build and act» : ainsi se terminait le discours du Premier ministre Tsering Tobgay lors de la conférence internationale BNB de novembre 2015. Cette injonction faisait alors écho aux propos tenus lors de son intervention à l'ONU le 28 septembre 2015, quand il proclamait la nécessité de «réévaluer ce qui importe» face au constat que «le PIB en est venu à être considéré comme substitut pour le bien être social, chose qu'il n'a jamais été conçu pour être». Tsering Yobgay affirmait alors : «*si le but du développement et la recherche du profit était fait pour le bien être des gens, alors le niveau du bonheur sur la planète aurait augmenté*».

Au niveau de la société civile

Le Bhoutan dispose d'une société civile émergente, qui se développe et qui prend une part active au projet national d'améliorer le Bonheur National Brut. C'est en tout cas ce qu'affirmait avec force l'activiste et conférencière Norton Zangmo : «*il existe au Bhoutan 48 ONG enregistrées, ce qui est beaucoup (...). C'est une très bonne chose pour le gouvernement car il ne peut pas être partout ! Les structures qui impliquent les citoyens sont très actives, elles sont proches des problèmes de terrain, elles les comprennent et savent ce dont ils ont besoin. Elles sont importantes pour notre développement. Les citoyens ont aussi un pouvoir d'empowerment.*»

De la complémentarité de l'action gouvernementale et de la société civile

Fait important, les ONG positionnent leur action en complémentarité avec celle du gouvernement. Elles travaillent sur des thèmes divers, mais toujours dans un objectif d'empowerment. L'idée est donc de faire en sorte que les personnes - et les communautés - se projettent dans cette vision du BNB pour se prendre en main.

Par ailleurs, il est important de préciser que ces ONG ont été, pour beaucoup d'entre elles, fondées par le roi ou la reine. Il s'agit là d'un élément qui nous questionne. En effet, peut-on parler d'une réelle indépendance des ONG, si elles ont été fondées par le Roi et qu'elles continuent l'action de l'Etat ? Il est bien sûr difficile de porter un jugement après un premier contact seulement mais cette réalité est de toute façon à remettre dans le cadre de l'histoire et de l'évolution du pays, et de la transition - voulue par le roi - vers une plus grande participation de la société dans la conduite de la Nation (qui s'est également traduite par l'avènement d'une monarchie parlementaire). En somme, le concept d'«empowerment», tout comme l'émergence d'une société civile organisée, on également été impulsés par le IVème Roi. On retrouve cette volonté forte d'aller vers une forme d'action partagée, dès son discours d'investiture, en 1974 :



« ... As far as you, my people, are concerned, you should not adopt the attitude that whatever is required to be done for your welfare will be done entirely by the government. On the contrary, a little effort on your part will be much more effective than a great deal of effort on the part of the government. If the government and people can join hands and work with determination, our people will achieve prosperity and you nation will become strong and stable... » (Coronation Address, June 2, 1974)

Cette approche de la complémentarité de l'action est peut être illustrée par l'action de la fondation Tarayana (voir chapitre 6.6. Rencontres avec les acteurs). Cette ONG met en avant la communauté, l'empowerment et la complémentarité entre société civile et gouvernement.

Concrètement, dans leur action sur les territoires, l'instauration de chantiers collectifs permet de dessiner une première réponse aux besoins tout en renforçant la communauté. Ensuite, en fonction des projets, la communauté fait appel à des experts et techniciens du gouvernement pour des interventions.

6.4. LA PERCEPTION DU BNB PAR LA POPULATION

Le BNB n'est pas seulement un indicateur (même si c'est l'aspect sur lequel on communique le plus au niveau international), mais aussi une vision, un modèle, que tout Bhoutanais – même dans les villages reculés – connaît et reconnaît. L'indicateur a été construit (nous l'avons vu) bien plus tard, en 2008, comme un outil permettant une mise en œuvre politique de cet objectif.

Pour Karma (membre de la Loden Foundation, qui finance des projets "dans le respect des principes du BNB), la philosophie du BNB se retrouve fortement dans les villages où les personnes sont connectées à la nature et impliquées dans la spiritualité.

Par ailleurs il faut noter une très forte adhésion de la population au Roi et à sa vision ainsi qu'à la volonté de porter haut la culture bhoutanaise traduite dans le BNB.

En revanche, le BNB en tant qu'indicateur n'est pas toujours connu de la population. C'est en fait très variable. Nous avons rencontré des situations très différentes.

Ce que nous avons surtout vu (et sans impression de langue de bois), c'est plutôt une "ligne clai-



re" - un consensus sur le modèle de développement porté nationalement - qui permet alors à chacun de se positionner dans un cadre global... et de faire la part des choses, entre intérêt individuel et importance de tel ou tel projet pour le pays. Même si le dénuement reste important pour certains villages et certaines familles, il y a là - semble-t-il - quelque chose de librement compris et accepté.

6.5. LE BNB COMME OUTIL POUR DES TRANSITIONS

Le BNB est un objectif, et non un état de fait. Poser le bonheur comme objectif est à la fois intéressant et ambitieux : on regarde loin, pour essayer d'avancer. Dans ce cheminement, le Bhoutan n'est pas exempt de nombreux défis qu'il lui faut relever.

L'irruption de la « modernité »

Ce qui nous frappe, c'est la réalité d'un pays qui commence tout juste à s'ouvrir à la modernité - l'électricité a été installée il y a moins de cinq ans dans certains villages - et qui vit à vitesse grand V le processus d'accès à la modernité technologique et à la consommation de masse que nous avons vécu chez nous sur plusieurs générations... Avec son cortège d'effets négatifs : pollution, enjeu crucial de gestion des déchets, exode rural et éloignement de la nature, baisse du nombre d'agriculteurs, affaiblissement de la vie communautaire, processus d'industrialisation des habitudes alimentaires... Au Bhoutan aussi, tout change, et très vite.

Sonam Tashi, professeur au College of Natural Resources à Lobesa, se dit inquiet des bouleversements actuels que le Bhoutan traverse : irruption de la télévision, et surtout



aujourd'hui d'internet, entraînant une évolution des modes de vie... source selon lui de beaucoup d'incertitudes et d'une pression accrue sur les plus jeunes.

A titre d'illustration, le petit village de Gangtey se situe dans la vallée de Pobjhika qui culmine à plus de 3000 mètres d'altitude. Ici, la première route est apparue en 1985, la télévision en 2000, changeant la vie des habitants. C'est le cas de Goeche Om, née ici il y a plus de soixante ans. Pourtant, pour elle, l'évolution paraît nettement positive : « Après 2000, le Bhoutan a connu un énorme changement avec Internet, la télévision et la radio. La vie des gens est devenue plus facile. Maintenant je mets seulement quelques heures en voiture pour aller au village voisin au lieu d'une semaine à pied : et ça, ça me rend heureuse. »

Que l'appréciation de ces évolutions soit positive ou négative, l'essentiel est de com-



prendre que le Bhoutan ne prône pas un repli sur soi. Le Dr. Tho Ah Vinh (du GNH Center) rappelle qu'il est important pour les Bhoutanais d'avoir des convictions suffisamment solides pour ne pas se laisser envahir.

Ceci étant, reste la question de la perception de la force potentielle et dévastatrice de cette ouverture... Selon Moo - partenaire thaïlandais du CCFD-Terre Solidaire très investi dans l'ONG SEM, Spirit in Education Movement - les leaders spirituels au Bhoutan n'ont pas pleinement conscience des processus à l'œuvre dans le reste du monde, et de la force avec laquelle la société de consommation peut faire irruption.

Nous avons également senti chez certains jeunes cette tension, entre l'attrait de la société occidentale et la conscience de leur rôle dans la préservation de leur culture et de leur mode de vie propre, pour trouver les clés qui allieront modernité et tradition. Moo souligne le fait que la société civile a sans aucun doute un rôle central à y jouer.

La question internationale

Tout ceci se joue dans un contexte géopolitique particulier, celui d'un tout petit pays, indépendant et n'ayant jamais été colonisé, entouré des deux géants que sont l'Inde et la Chine. Dans ce contexte, le Bhoutan se positionne en-

vers ces deux puissances afin de tenter de trouver l'équilibre le moins désavantageux pour lui.

De fait ses relations avec la Chine voisine sont plutôt difficiles, pour diverses raisons : la présence de barrières naturelles (des sommets à plus de 7000 m d'altitude et des cols enneigés à passer) et une méfiance sur les intentions d'invasion (en miroir à l'invasion du Tibet par la Chine), dont découlent des tensions sur les territoires frontaliers.

Par ailleurs, les relations sont historiquement fortes et nombreuses avec l'Inde. De là, l'impression d'une certaine dépendance du Bhoutan : les investissements - dont la construction des infrastructures - sont ainsi assurés par l'Inde dans le cadre de partenariats bilatéraux. Concrètement, des sociétés indiennes construisent les routes et les barrages hydro-électriques, en important leur propre main d'œuvre. L'Inde fournit la quasi-totalité de l'alimentation importée, mais aussi les matériaux et machines, ainsi que des prêts bancaires.

Le BNB, un garde-fou face aux enjeux soulevés par cette « modernité » ?

L'externalisation du BNB - autrement dit le discours porté sur cette philosophie sur la scène internationale - permet aussi au Bhoutan de rester cohérent et surtout de tenir sa position face aux multiples pressions. Grâce à cette forte présence sur la

scène internationale, le modèle dispose de relais sur différents continents, et essaime... Dès lors, même si cette implication est parfois critiquée dans le pays (ce fut la position du premier ministre actuel lors de sa prise de fonction : "occupons-nous des problèmes des habitants, plutôt que de parler à l'international"), elle est probablement une condition pour aider à une ouverture maîtrisée.

Ceci étant, il paraît important toutefois de ne pas non plus idéaliser le « modèle » bhoutanais. Les difficultés d'action existent ici comme partout... Ce point fut souligné à l'occasion de la conférence par l'activiste Norton Zangmo, en termes assez clairs : « il faut arrêter de réfléchir, et agir ». Connue pour ses prises de position critiques, l'ex-responsable de la commission anti-corruption au gouvernement est aujourd'hui directrice d'une ONG qui œuvre pour le recyclage des déchets. Son constat tire la sonnette d'alarme : « Nous sommes hypocrites ! On sait que mettre en place le BNB est la bonne chose à faire mais pourquoi est-ce si difficile ? Je pense que parler du BNB est une chose, mais le mettre en action en est une autre, bien différente ».

Par ailleurs, le risque d'instrumentation existe. Lors de la conférence, nous avons vu dans certains cas comment le BNB peut devenir un discours pour « vendre » vert »(comme par exemple l'intervention d'un entrepreneur travaillant dans les sodas et présentant son produit comme « BNB compatible »).

6.6. RENCONTRES AVEC DES ACTEURS, ÉCLAIRAGES THÉMATIQUES.

La rencontre avec différents acteurs nous a permis d'appréhender concrètement - même si partiellement - certaines des problématiques rencontrées par la société bhoutanaise et les réponses qui y sont actuellement apportées.

Cette partie de notre synthèse vise à livrer des témoignages d'acteurs rencontrés, et ne prétend aucunement fournir une analyse de la société civile et des enjeux sociétaux.

RENEW et la problématique des femmes

RENEW est une ONG bhoutanaise qui s'intéresse en premier lieu à la situation des femmes dans le pays. Avant de détailler l'objet et le fonctionnement de la structure, il est intéressant de noter quelques éléments de contexte. Tout d'abord, contrairement aux autres



pays de la région, dans les familles bhoutanaises, c'est la fille qui hérite des terres. Par ailleurs, dans l'ensemble, il est vrai que nous avons observé une relation entre femmes et hommes particulière, avec plus d'égalité dans le quotidien. Cela pouvait se voir de façon très claire à la conférence : le service du thé était fait autant par des femmes que par des hommes et il y avait une grande parité dans les volontaires présents. (En revanche les intervenants internationaux de la conférence internationale étaient en très grande majorité des hommes !)



Cependant, les inégalités homme/femme existent dans la société bhoutanaise : en termes de socialisation par exemple, certains jeux ne leur sont pas « ouverts », comme les fléchettes ou le tir à l'arc. Lors des moments de fête, on a observé, dans certains villages, des hommes aux jeux et des femmes aux récoltes. Des messages contradictoires ressortent donc de ces observations.

De façon générale, parmi les principaux problèmes rencontrés par les femmes bhoutanaises aujourd'hui, on trouve en premier lieu la dépendance envers leur mari. Ainsi, dans des cas de violence domestique doublés de problèmes d'alcool, les femmes malgré tout ne souhaitent pas le divorce, et beaucoup ne font pas la démarche d'aller auprès de l'association RENEW. Toutefois, le taux de divorce est en augmentation au Bhoutan. Mais il y a de moins de moins de vie « communautaire » pour prendre le relais des parents et prendre soin des enfants.

Au sein de cette structure, il existe notamment une unité dite « d'entraînement des compétences » (« skills training project »), fondée pour les femmes victimes de violence depuis 2008. Ce programme vise à renforcer leur capacité à être économiquement indépendantes, ladite indépendance étant pensée comme une mesure à la fois préventive et « curative ». Dans ce cadre, on leur enseigne la couture, la broderie et le tissage. Il existe par ailleurs un atelier d'artisanat appelé « Creative Minds Busy Fingers » qui

fait partie du département « Empowerment » et qui propose une activité de réinsertion par le tissage. Les femmes peuvent ensuite également demander un prêt pour lancer de petites coopératives de tissage. C'est pourquoi l'un des leviers d'action de RENEW est de former des femmes pour qu'elles « forment » à leur tour d'autres femmes de la communauté, agissant ainsi comme des « modèles » (role models). Enfin, une autre action-phare consiste en une campagne de sensibilisation d'ampleur nationale contre l'alcool (vu comme le principal facteur déclenchant de ces violences). **En somme, cette approche de RENEW renvoie à une certaine vision de la dépendance économique comme une forme de violence. L'idée étant qu'en la « résolvant », on peut alors dépasser d'autres types de violence.**

Le College of Natural Resources (CNR) et les problématiques liées à l'agriculture et à la ruralité

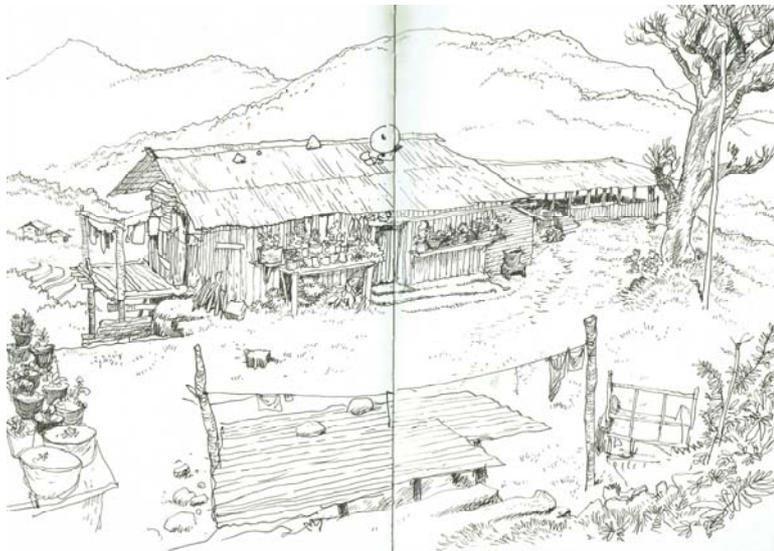
La problématique agricole est aujourd'hui un grand enjeu pour le pays. Le Bhoutan est en effet un pays très largement rural, mais l'exode des jeunes vers les villes est massif (c'est la conséquence de l'éducation gratuite pour tous, ouvrant de nouvelles perspectives aux jeunes). L'éducation apparaît dès lors comme une épée à double tranchant... Par ailleurs, afin de situer un peu le type d'agriculture qui a cours dans ce pays, préci-



sons que la majorité du pays fonctionne sur des cultures en petites terrasses, terrain d'un type qui rend la mécanisation de fait très difficile.

Nous mesurons que cette évolution - que nous avons également connue en France - est en train de se dérouler actuellement au Bhoutan. Que restera-t-il des terrasses cultivées en riz dans les prochaines années ? Si l'on se risque à une comparaison avec ce qui s'est passé chez nous, dans les zones de montagnes difficiles (telles que les terrasses en Ardèche par exemple), on peut imaginer de nombreuses fermetures de paysages et le recul de terres agricoles dans ce pays au relief particulièrement marqué par des pentes très fortes, qui ne peuvent être cultivées qu'en terrasse.

Plus largement, au sein de la population, le constat est à une certaine désaffection vis-à-vis de l'activité agricole et de la vie en milieu rural : les difficultés du métier - liées à l'absence de mécanisation, à des revenus faibles, (et subissant de surcroît la possible prédation des récoltes liées à la présence d'animaux sauvages - c'est une des questions de l'enquête BNB), mais aussi à l'éloignement des centres urbains - expliquent ces réticences.



De fait, lorsque, visitant l'Université des "Ressources Naturelles" de Lobesa, nous demandons aux jeunes : « comment voyez-vous votre avenir professionnel ? », la grande majorité répond que leur avenir sera en ville, et non dans le rural et encore moins dans l'activité agricole.

C'est aussi cet aspect que Norton Zangmo a souligné à la conférence : « C'est pour ça que je dis que notre système éducatif est essentiel... mais cette déconnexion est compréhensible, moi non plus je ne voudrais pas être fermière ! Quand vous allez dans les villages maintenant, ce que vous trouvez est une po-

pulation rurale vidée... et cela a un impact sur notre production agricole. Les jeunes doivent avoir en tête une autre idée de l'agriculture, ils doivent être instruits mais se dire que c'est possible de penser l'agriculture autrement : envisager les terres autrement, planter autrement, utiliser ses connaissances pour diversifier la production agricole, et on peut utiliser les nouvelles technologies! En réalité ils peuvent utiliser toutes leurs connaissances, et tout apprendre sur place : la botanique, la géographie ET même leur culture ! On a besoin de rester concentré sur cette question et d'avoir un œil sur nos professeurs, et nos élèves. »

Et effectivement, il existe aujourd'hui un réel effort du gouvernement pour inverser l'exode rural, en développant les infrastructures pour décrocher les campagnes et favoriser la mobilité ; et en multipliant les formations valorisant l'agriculture. Ainsi l'université de Lobesa propose une formation en "encadrement de l'agriculture" (développement agricole, inspection alimentaire et qualité des produits), et sur le développement et l'aménagement rural (agents de développement).

Enfin le gouvernement cherche à appuyer les agriculteurs, par une administration déconcentrée en soutien aux populations, passant par de jeunes techniciens en appui, une aide en cas de coup dur ou d'attaque d'animaux sauvages, et divers équipements. Des solutions collectives sont aujourd'hui expérimentées (par exemple la mutualisation des machines pour le débogage du riz).

Visite du projet de barrage de Mangdechhu et la problématique des barrages hydroélectriques.

Mangdechhu est l'un des dix projets hydroélectriques prévus dans le cadre de l'initiative du Gouvernement royal du Bhoutan pour générer 10 000 mégawatts hydroélectriques d'ici 2020 avec le soutien du gouvernement de l'Inde. Il semble que le Bhoutan soit déjà autonome pour faire face à ses besoins énergétiques et que les nouveaux projets soient à destination de l'export pour l'Inde.

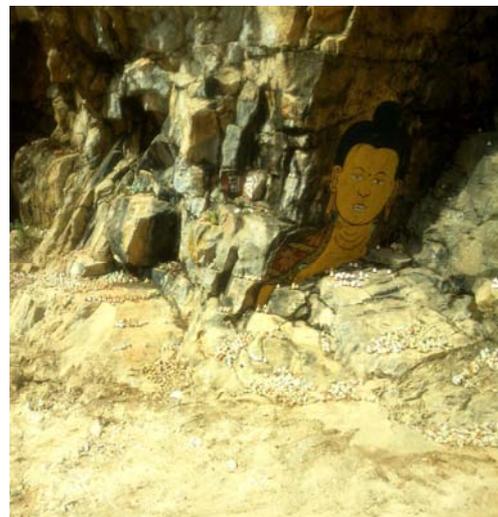
Nous avons pu échanger avec Mr Chencho Tshering un des managers bhoutanais du barrage, et visiter le "headquarter" du projet et le village construit pour loger les travailleurs le temps du chantier. Nous avons aussi échangé avec des habitants des villages alentours...

La construction du barrage de Mangdechhu dans la région de Trongsa a commencé en 2012. Le projet est financé à 70% par un prêt

de l'Inde (taux d'intérêt de 10%), et à 30% par des subventions. Les quinze premières années de fonctionnement du barrage serviront à rembourser le prêt. On nous explique alors que dans quinze ans, après remboursement, l'installation sera propriété bhoutanaise.

Aujourd'hui 5000 personnes travaillent sur le projet dont plus de 91% de bhoutanais. Ce chiffre paraît bien haut par rapport à ce qu'on peut en voir. On nous dit que les autres travailleurs sont indiens car toutes les compétences nécessaires ne sont pas présentes localement. L'expertise du projet est indienne, et sur les quatre dirigeants trois sont indiens. Le nombre d'employés va augmenter jusqu'à 7000 employés pour une livraison du barrage prévue en 2018. Les conditions de travail sont difficiles, mais notre interlocuteur ne cache pas les vingt-et-un morts en trois ans de chantier : pour Mr Chencho Tshering, c'est un nombre "raisonnable" pour ce type de projet. Nous posons ici, comme à plusieurs personnes de la vallée, la question de l'impact sur l'environnement et la compatibilité de ces projets pharaoniques avec le BNB et notamment la question de la préservation des forêts.

Le barrage affecte fortement la zone, avec du bon et du moins bon... Pour le manager du projet, celui-ci est bon pour les communautés, car il fera entrer de l'argent au Bhoutan. Dans les villages, le



projet est vu comme une opportunité économique : les gens du village louent des chambres aux travailleurs, la consommation dans les petits magasins et les possibilités de ventes pour les fermiers augmentent...

Dans le même temps, de nombreux "désagréments" sont évoqués : poussière créée par les travaux et détruisant les cultures, expropriation des terres avec dédommagement du gouvernement, nuisances sonores, arrachage d'arbres (bien qu'il y ait un projet de replantation), qualité des eaux pour les poissons, la route qui ne passe pas par le village, l'augmentation des prix des loyers...

Pour Ugyen, qui a grandi dans le village de Lamhsey, très proche du cœur du barrage en construction, c'est un projet financé par l'Inde...pour l'Inde! Il est vrai que l'électricité sera essentiellement vendue à l'Inde (les 15 premières années dans l'objectif de rembourser le prêt), et que de ce fait les projets de barrages hydroélectriques renforcent la dépendance - déjà très importante - du Bhoutan envers l'Inde. Ugyen n'aime pas les carrières creusées pour faire du gravier pour le chantier, car elles détruisent le paysage. Le transport de l'électricité implique des pylônes et des fils électriques, ce qui coupe les arbres, abîme le paysage.

Visite de la région de Gangtey, région à fort potentiel touristique

Le Bhoutan a mis en place une politique de contrôle du tourisme. Il impose un prix de journée élevé, de l'ordre de 250 USD / jour (même si ce prix comprend toutes les prestations : hôtel, déplacements, repas, guide).



Mais le contraste entre les deux mondes est saisissant : des étrangers fortunés, pour la plupart probablement habitués à un mode de vie peu contraint matériellement, immergés dans notre société du gaspillage, ayant des demandes importan-



tes, et, de l'autre, une vie rurale dans des conditions de sobriété. Cela pose la question des impacts de ces choix : non seulement on met l'accent, pour le développement de ces zones rurales, sur une activité fortement dépendante de l'extérieur (et non pas sur l'agriculture et le lien à la nature comme cœur de la vie à la campagne), mais de plus, d'un extérieur qui « charrie » des valeurs tout à fait contraires au mode de vie bhoutanais.

Un autre tourisme serait à inventer « en urgence » ? Les informations qui nous parviennent, après notre retour, sont celles d'une prochaine libéralisation du tourisme, ce qui entraînera probablement un afflux important et déstabilisateur... C'est tout l'enjeu du choc entre modernité extérieure et spécificités de la culture bhoutanaise qui se pose ici.

Séjour à Gangtey, le point de vue de Cécile, bienveillante pour le Réseau Richesses :

« C'est une vallée assez touristique, on a croisé différents touristes, plutôt à la tête grisonnante étant donné le coût de base important pour séjourner dans le pays. Le gouvernement ne souhaite pas d'un tourisme de masse. Il croit qu'en limitant par l'argent, il attirera un tourisme de qualité. Pour notre guide Pema,

les touristes les plus fortunés ne sont pas forcément aimables et peuvent avoir beaucoup d'exigences. Le fait que les touristes payent cher pour entrer dans le pays n'implique pas nécessairement un tourisme de qualité. En contraste, la famille nous a remerciés, en disant qu'on avait toujours le sourire, qu'on ne se plaignait jamais (ce qui n'a donc pas l'air d'être toujours le cas...). Le tourisme est devenu l'unique source de revenus de la famille. Avant, la grand-mère avait des terres, reçues du 4ème Roi. N'en ayant plus l'usage, elle les a données à d'autres.

La Grand-mère investit une grande partie de l'argent gagné par le tourisme dans la religion. Son projet en cours : la construction d'un moulin à prières devant la maison. Concernant l'aménagement de la maison, Passam souhaite garder sa maison telle quelle sans l'aménager spécifiquement pour les touristes : dans les chambres se trouvent leurs affaires, des photos de familles, des décorations et les jouets des enfants. Il n'y a pas de douche, ni l'eau courante. Pourra-t-elle garder le système à l'identique dans les années à venir ? »

La Loden Foundation et l'appui à l'entrepreneuriat

Le projet de la Loden est celui d'un entrepreneuriat social et bouddhiste, ancré dans les racines de la culture bhoutanaise et dans la réalité du terrain. Il n'est pas inspiré directement du "BNB" - qui est une "conception" venue bien après.



La Loden soutient l'entrepreneuriat via des bourses et/ou des prêts sans intérêts ainsi que des formations. Le remboursement des prêts doit se faire en 3 à 5 ans.

Des rencontres sont organisées pour motiver les jeunes à entreprendre et leur donner les compétences de base nécessaires à la création d'une activité. Un concours est organisé chaque année avec, à la clé, des fi-

nancements pour des projets. Jusqu'à présent, 77 projets ont été soutenus. Cette année, 210 projets ont concouru mais seulement 23 ont été retenus. Chaque année, c'est environ 10% des projets qui est retenu. **On retrouve dans les critères de sélection des projets les quatre piliers du BNB** : financièrement viable / porteur d'un bénéfice social / respectueux de l'environnement / respectueux de la culture.

Les bénéfices sociaux valorisés sont la création d'emplois, l'apport de bénéfices à la communauté et le soutien à la substitution de produits locaux aux importations.

Cependant, nous avons eu l'opportunité de visiter différents projets financés par la Loden, qui pour certains n'étaient pas tellement en phase avec les valeurs du BNB. Par exemple, nous avons visité une boulangerie qui utilisait de la farine importée et qui ne confectionnait pas les pâtisseries traditionnelles...

La régulation de l'activité économique par l'Etat.

Des lois imposent aux banques des plafonds par secteurs d'investissements, dans le but d'éviter de créer des bulles : maximum 30% dans l'hôtellerie, maximum 30% dans la construction de logements...

Les investissements directs étrangers (IDE) "entrants" dans le pays sont permis si leur

montant est au moins de deux millions de dollars, mais ils sont alors soumis aux « screening tools », c'est à dire aux différentes dimensions du BNB. Le principe du montant minimum - qui ceci dit n'est pas très élevé - a pour but de ne pas mettre de pression concurrentielle sur les petites affaires bhoutanaises. Les profits des IDE sont taxés à 30%.

Selon Loden Foundation, les taux d'intérêt pour les prêts sont très élevés dans les banques bhoutanaises (autour de 10%) et souvent des hypothèques sont demandées, ce qui pose question pour le développement du petit entrepreneuriat.

L'argent des banques vient des dépôts des Bhoutanais. Selon Kinga Tsering, l'exode des capitaux (par exemple de la part des plus riches) n'est pas facile car la société est toute petite et tout se sait. Il n'y a que quatre banques au Bhoutan (dont une seule à majorité publique ?).

Tarayana : Appui aux communautés les plus pauvres

L'Association Tarayana a été fondée en 2003 par l'actuel roi du Bhoutan, à l'époque où il était encore Prince héritier. Suite à un voyage du roi et du prince dans les communautés reculées du Bhoutan, il leur est apparu que des interventions ciblées étaient nécessaires pour répondre aux enjeux de réduction de la pauvreté. De fait, la fondation Ta-

rayana intervient auprès des communautés et populations les plus pauvres et marginalisées (the poorest of the poor).

Son mode d'intervention est l'accompagnement des communautés, à partir des demandes des communautés elles-mêmes, en s'appuyant sur les savoirs et sur les ressources positives qui existent dans la communauté (« trying to be more positive about poverty »). L'action principale de cette ONG consiste en l'aide à l'organisation, à l'auto-organisation, à l'autonomie (self-empowerment) avec pour objectif l'amélioration de la qualité de vie. Les actions se mettent en place à partir des demandes des communautés, et en s'appuyant sur les savoirs et ressources positives qui existent dans la communauté. Après la discussion sur les besoins, des chantiers collectifs démarrent, sur des projets individuels ou collectifs (par exemple la construction collective de maisons individuelles ou de lieux collectifs comme d'ateliers pour le tissage...)

Ces premiers chantiers collectifs permettent de répondre à une partie des besoins tout en renforçant la communauté. Cela permet alors, sur des projets plus importants, que la communauté soit en capacité d'interagir avec les experts et techniciens du gouvernement.

Les domaines d'action sont très larges : construction de maisons, organisation de crèches, questions nutritionnelles touchant

aux enfants, technologies vertes pour la maison et pour l'agriculture (énergie solaire, séchoir solaire, vermicompost, systèmes de filtrage des déchets, ...) mais aussi aide économique (formations, micro-crédit, ...), etc.

L'action se fait toujours dans la perspective « BNB ». Tarayana n'accepte pas d'accompagner la communauté si la demande va contre ses orientations. L'association peut donc refuser, mais dans ce cas, elle prend le temps de discuter et d'expliquer sa décision. La discussion ne se fait pas en un jour, mais en interaction, et avec le temps, elle peut faire évoluer la demande de la communauté.

Éducation

Pour aborder la question complexe de l'originalité du système éducatif bhoutanais, nous nous proposons ici de rapporter ce que nous avons vu, concrètement, dans différentes écoles visitées.

Dans toutes les écoles, il se trouve des panneaux de bois peints qui présentent les principes d'*Educating for GNH* (éduquer en vue du BNB), principes qui sont à la pointe des « compétences psychosociales » (*life skills*) promues par l'OMS.

Ces compétences sont au nombre de dix et présentées par deux :

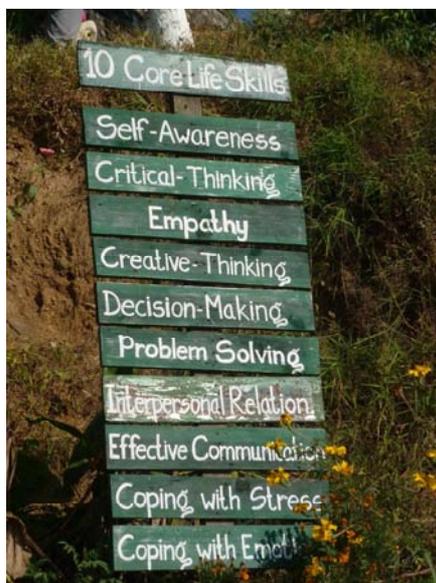
- savoir résoudre les problèmes,
- savoir prendre des décisions ;

- avoir une pensée créative,
- avoir une pensée critique ;
- savoir communiquer efficacement,
- être habile dans ses relations interpersonnelles
- avoir conscience de soi,
- avoir de l'empathie pour les autres ;
- savoir gérer son stress,
- savoir gérer ses émotions.

Les écoles visitées mettent en œuvre le programme « *green school for green Bhutan* », un programme national qui promeut diverses dimensions :

- L'éco-académique (academic greenery) : découvrir la grâce d'idées riches
- L'éco-spirituel : regarder en dedans de soi pour un haut niveau de conscience
- L'éco-naturel : créer une ambiance qui enrichit l'expérience de vie et d'apprentissage
- L'éco-intellectuel : cultiver les dons de l'esprit
- L'éco-moral : promouvoir la bonté plus que l'intelligence et le fair play plus que la victoire à tout prix
- L'éco-esthétique : apprécier le beau, le gracieux et le goûteux
- L'éco-social : apprendre à vivre et à apprendre ensemble.

Par ailleurs, autre élément important, ces écoles mettent très largement l'accent sur la dimension internationale, présentée comme indispensable pour « se replacer dans le monde » (ce qui renvoie peut-être aussi à



l'idée de se préparer à l'ouverture). On observe ainsi dans toutes les écoles des panneaux « le Bhoutan dans le monde », qui présentent les principaux partenaires du pays, les grandes dates d'entrée dans les institutions internationales, etc.

Il existe des écoles pilotes expérimentant une nouvelle démarche visant à intégrer le BNB dans les apprentissages. Sur ce point, la démarche semble sincère. Un bon signe de l'intégration du BNB est que les panneaux d'affichage de ces écoles ne présentent non

pas les principes du BNB comme dans les autres écoles visitées, mais le contenu des cours, qui se révèlent être en rapport avec le BNB.

Certains témoignages nous ont laissé entendre que les enseignants ont eu du mal au début à s'approprier cette nouvelle démarche, mais ils se disent satisfaits aujourd'hui, en cela que la classe est plus facile à mener car les enfants travaillent seuls, les résultats sont également meilleurs. Cette école arrive au 1^{er} rang des résultats nationaux.

Témoignage de Laurence Druon, bénévole au CCFD: « J'ai été frappée par le caractère novateur des pratiques éducatives en train de se mettre en place au Bhoutan : assemblées d'élèves, séances de méditation, café philo sur des questions d'éthique et de géopolitique, jardinage, nutrition. Je me serais crue dans une école Montessori en France, sauf qu'au Bhoutan, ce sont toutes les écoles publiques qui sont impliquées dans cette démarche ! »

6.7. EN CONCLUSION : UNE SOCIÉTÉ EN CHEMIN, L'ÉDUCATION EN SON CŒUR

L'idée d'un nécessaire ancrage dans une culture forte afin d'accompagner l'ouverture du pays est présente partout, chez tous les partenaires que nous avons rencontrés durant ce voyage.

Pour eux, le Bonheur est un but, un objectif

à atteindre. Il est posé en tant que tel dans le BNB et dans les programmes du système éducatif comme des structures de la société civile. En comparaison en France on parle généralement de transitions... mais sans en mentionner la finalité ultime.

Dès lors, peu importe le point d'ancrage de l'action (en particulier l'ancrage institutionnel), le but est posé, et posé clairement. Ce qui en ressort est fort : nous avons rencontré un pays d'êtres humains en chemin, chacun à leur façon, vers un objectif commun. Le Bhoutan n'a pas de réponse à tous ses défis, mais il se situe sur un chemin. Il affiche une conscience aiguisée des problèmes, sans chercher à les cacher. Chez tous les partenaires rencontrés nous avons retrouvé cette commune idée de recherche, d'acceptation du débat, de lucidité sur les difficultés et les défis, et la nécessité de trouver des réponses (qui soient ancrées dans le pays, mais qui appellent également à aller regarder ailleurs ce qui se fait).

De fait, l'implication internationale via la diffusion du BNB et de ce qu'il représente - auprès des grandes institutions internationales et sur la scène médiatique mondiale - est aussi un moyen de mettre en place concrètement les conditions d'un développement différent.

L'éducation, une clé de voûte pour ces transitions

Nous l'avons vu, le Bhoutan porte politiquement cette vision du BNB et l'introduit de façon très volontariste dans les écoles, afin de « libérer les esprits des affres du matérialisme et de se préoccuper en profondeur des autres et de l'environnement naturel » (parole du Ministre de l'éducation affichée dans une école)¹².

L'éducation est une clé de voûte pour les transitions en ce qu'elle traite avec la génération qui se construit. Face à cette modernité qui émerge, elle sert de liant entre différentes visions du monde. Les jeunes qui vont à l'école s'ouvrent vers l'extérieur, et le risque de déconnexion de "perte" de ces jeunes citoyens, qui ont un grand capital social et qui détermineront l'avenir de ce pays, est réel. D'où la nécessité de penser



12 On peut bien entendu se poser la question du degré de liberté de ces élèves éduqués dans « le moule BNB » dès leur plus jeune âge. Cette question n'est pour nous légitime que si elle est accompagnée d'un même regard critique sur le cadre et le « moule » produit par notre propre système de valeurs et d'enseignement.

le système éducatif avec une exigence de cohérence accrue. Les Bhoutanais se posent toutes ces questions : Est-on sûr de notre système de valeurs ? Est-il bon ?

En effet, il est relativement facile de développer les compétences techniques et le savoir, mais en ce qui concerne le système de valeurs, les émotions, il y a un réel défi à relever, et les professeurs doivent être préparés pour ce genre d'enseignement. Zangmo soulignait ce point à la Conférence Internationale : on a un programme d'apprentissage, on va essayer d'aller plus loin car on veut des citoyens responsables...

Tout ceci est résumé avec une grande ambition dans le programme « Educating for GNH » sous la plume du ministre de l'éducation : « Le rêve sublime du Bhoutan est de nourrir sa jeunesse et ses citoyens avec le BNB. Que les valeurs et principes du BNB soient implantés en profondeur dans leur conscience Libérer les esprits des affres du matérialisme et prendre soin en profondeur des autres et du monde naturel. Préparer une citoyenneté BNB, créer des étudiants et des professeurs qui pensent BNB. Il convient d'infuser le BNB dans l'éducation : non pas ajouter de nouvelles matières, mais revoir les processus éducatifs. Vers un curriculum plus joyeux, plus plaisant, plus pertinent et moins ennuyeux. »

7. Prise en compte de la pluralité et de la diversité

Nous avons, en partant, deux interrogations : d'une part, celle de la prise en compte de la pluralité et de la diversité dans la construction et le calcul du GNH : est-ce que la collecte des données se fait au niveau de toutes les populations, y compris les minoritaires ? Ou à l'inverse a-t-on une uniformisation (et donc invisibilisation des minorités) ? D'autre part, celle de la possibilité d'expression de toutes les cultures, dans un pays majoritairement bouddhiste.

7.1. SURVEY BNB : LES DIFFÉRENTS PROFILS ÉTUDIÉS PERMETTENT UN REGARD SUR LA DIVERSITÉ.

Le choix d'une enquête (survey) approfondie est celui d'approcher au plus près de la réalité des conditions de vie de la population, dans leur diversité. Ce choix est porté explicitement « to study wellbeing, [...] we have to cover men and women, old and young, and diferent cultural and occupational groups ».

Pour cela, (et sans en-



trer dans le détail des modes d'échantillonnage), le pays a été quadrillé en secteurs d'enquête, couvrant l'ensemble des dzongkhags (unités territoriales) du Bhoutan, avec, pour chacun de ces secteurs, le ciblage de zones rurales et urbaines et la sélection de ménages diversifiés.



Plus de 8.800 personnes, âgées de 15 ans et plus, ont été concernées (66 jeunes ont été recrutés pour sillonner le pays à la rencontre de la population).

De fait, on peut penser que l'ampleur de l'enquête, en termes de zones géographiques concernées et de population enquêtée embrasse la diversité de la population.

Par ailleurs, les réponses de l'enquête peuvent être déclinées par

région, et par catégories : de genre (homme/femme/autre), d'âge, en fonction de l'activité principale, du niveau d'éducation, de la religion ou de la langue parlée (Le document en annexe décline les catégories de classification démographique des personnes enquêtées).

Cette masse importante et précise d'informations, permettant un regard assez fin sur la population couplée au mode de calcul du BNB, visant à déterminer les manques et insuffisances, permet alors de cibler des politiques en fonction des régions ou des catégories de population.

Ce que nous avons retiré du voyage est une attention aux plus fragiles (répondre aux insuffisances pour une vie heureuse), entre autres dans la complémentarité des actions des ONG et de celles du gouvernement. Autre exemple, celui de la politique spécifique de l'Etat vis à vis des populations nomades, avec en particulier des écoles spécifiques adaptées à leur style de vie et permettant la scolarisation des enfants (ce qui n'empêche, pas semble-t-il, que les nomades soient plutôt mal perçus dans le reste de la société bhoutanaise).

Répondre plus précisément à notre question, nécessiterait bien entendu un regard plus fouillé.

7.2. DOUBLE FACE DE LA MÉDAILLE : COMMENT ALLIER PRÉSERVATION DE LA CULTURE ET OUVERTURE ?

Le pays nous apparaît tout entier empreint de sa propre culture : l'architecture où la modernité occidentale n'a pas eu prise, les fêtes et commémorations, les chants et les danses, les tenues vestimentaires encore majoritairement traditionnelles.

De fait, la promotion et préservation de la culture bhoutanaise est l'un des piliers de l'action du gouvernement. C'est une volonté affirmée et explicite. Ainsi, par exemple, des normes de construction, ou de l'obligation de porter le costume traditionnel dans les lieux de travail. Le BNB apparaît alors comme un indicateur permettant d'articuler les objectifs du pays à cette culture....

L'impression qui se dégage est que le Bhoutan a pu conserver son indépendance, y compris face à ses deux géants voisins que sont la Chine et l'Inde, et penser son développement ancré sur ses valeurs, c'est au prix d'une démarche de préservation de la culture bhoutanaise et bouddhiste parfois exclusive.

Les jeunes s'essayent alors au croisement des cultures. Le Gho ou la Kira (tenues traditionnelles bhoutanaises) ne sont pas toujours portés, ou agrémentés d'une casquette et de baskets. Mais on a également pu vérifier qu'il était possible de danser du hip-hop en gho !

Et qu'en est-t-il des cultures minoritaires ? Sans pouvoir répondre à cette question, nous avons, d'une certaine manière, senti cette préoccupation au sein de l'Association Tarayana : « la beauté de la nation est dans sa diversité ». Cette Fondation démarre un programme de préservation « des cultures » au travers de la préservation des dialectes (il y a dix-neuf dialectes au Bhoutan) et l'idée de faire en sorte que les jeunes s'y intéressent.

Par ailleurs, l'une des facettes de cet ancrage dans la culture traditionnelle est une certaine « survalorisation » des campagnes par rapport aux villes, qui seraient, elles, « source de tous les malheurs ». Ces deux modes de vie sont le plus souvent présentés comme opposés. L'effort est fait pour rendre la campagne plus attrayante (par la réfection des routes, les installations de téléphonie, la mécanisation raisonnée et diversification de l'activité agricole,...) et ainsi inverser l'exode rural en cours. L'attrait des villes aux yeux des jeunes est une problématique importante. Nous n'avons pas croisé au Bhoutan de réflexion pensant ville et campagne de façon plus intégrée.

Ce point nous interroge et reste en suspens... À nous de continuer la réflexion. Jusqu'à quel point est-il possible de rester un pays majoritairement rural ? Comment penser la ville autrement, et dans ses liens et interrelations avec la campagne ? Comment penser le BNB en ville ? C'est un enjeu essentiel dans nos pays.

7.3. « LA DÉMOCRATIE » ET LA CONFLICTUALITÉ.

Durant notre séjour, le roi est partout. Nous sommes en pleines festivités du soixantième anniversaire du quatrième roi, père du roi actuel. Mais cette présence va bien au-delà de ce contexte particulier, le roi reste une référence centrale. Une discussion avec Kinga Tsering, parlementaire « de l'opposition » nous ouvre à la question démocratique au Bhoutan...et nous renvoie à nos propres questions sur la démocratie, en France et en Europe...

Éléments pour un débat :

-- Le Bhoutan est une Monarchie parlementaire depuis 2008 (décrite, dans sa constitution, comme une « monarchie constitutionnelle démocratique »). L'instauration de ce système s'est fait sous l'impulsion du quatrième Roi. L'élaboration de la constitution fut confiée à un comité constitutionnel, dont la composition très large comprend, entre autres, un délégué élu par district. Ce comité s'appuie sur les sources du droit bhoutanais et la consultation des constitutions étrangères pour faire une première proposition. Le texte ainsi préparé est alors présenté sur un site internet dédié, et a fait l'objet de nombreux débats publics dans tout le pays, dans lesquels le roi s'est fortement impliqué.

-- Face aux interrogations sur ce que produit

le système qui a été mis en place, et après seulement deux élections, la réponse est rude et nous renvoie à nous-mêmes... « il est possible que nous ayons fait de mauvais choix, sur certains aspects.... Mais ce sera difficile de changer » (le système partidair est vu comme source de divisions et potentiellement clientéliste).

-- le roi conserve un certain nombre de pouvoirs importants et une certaine centralité dans l'organisation du pouvoir (formellement, le parlement est constitué par la réunion de trois instances : le Roi, le Conseil National et l'Assemblée Nationale), même si son rôle est fortement encadré, y compris avec la possibilité de motion de censure du roi par le Parlement. Il a par ailleurs la prérogative d'accorder un certain nombre de bénéfices à ses sujets, et en particulier l'attribution de terres, prérogative qu'il utilise en faveur des plus démunis. Enfin, si le roi est le protecteur de toutes les religions, le bouddhisme est bien l'héritage spirituel du Bhoutan, et le roi a une autorité spirituelle et morale incontestée. Et nous avons bien pu observer cette prégnance de la figure du roi... en toutes circonstances, « au final, il y a le roi »...

-- Le roi doit abdicuer à 60 ans, pour laisser la place aux jeunes (selon ce qui nous a été rapporté, cette disposition avait été critiquée par la population, mais le roi en a fait un principe) Pour la même raison, tout mandat politique est limité à 65 ans.

Ce qui ne veut pas dire se passer de la sagesse des anciens, qui peuvent continuer à donner leur avis, à participer, y compris dans certaines commissions, mais non pas être élus...

-- Les candidats à l'Assemblée Nationale doivent être titulaires d'un diplôme universitaire. Cette disposition nous a interrogé. L'explication qui nous a été fournie est celle d'éviter des abus constatés ailleurs, et en particulier le pouvoir de l'argent pour faire élire et maintenir des personnes, même incompétentes, au pouvoir.

Mais est-ce-que le choix du niveau d'éducation est vraiment une garantie suffisante, et une garantie pertinente, pour éviter ces abus ? Au-delà, quels sont les mécanismes dans nos propres sociétés pour ne pas permettre l'accaparement du pouvoir par quelques uns, toujours les mêmes ?

-- Au Bhoutan, tous les partis (il y en a cinq, dont trois très petits) sont pour le GNH, qui est inscrit dans la Constitution (« L'État doit s'efforcer de promouvoir les conditions permettant la poursuite du bon-

heur national brut »). Les différences entre partis ne portent donc pas sur les finalités, mais sur les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Et c'est dans ces moyens proposés que surgissent des différences de fond. Différences qui pourraient y compris changer le cap des finalités, être contraires au BNB ? L'exemple - un peu caricatural - qui nous a été donné, l'illustre : pour parvenir à l'autonomie alimentaire, les orientations des deux principaux partis divergent : réflexion en profondeur sur le système agricole, ou simple mécanisation par distribution de tracteurs.

La dimension holistique du BNB, qui amène à regarder les conséquences d'une telle politique sur tous les domaines (et donc ici par exemple, les répercussions sur l'environne-



ment d'une mécanisation irréfléchie) est-elle suffisante pour éviter des dérives ?

– mais la critique principale de nos interlocuteurs porte sur le système de partis majoritaires. En effet, l'élection à l'Assemblée Nationale se fait en deux tours : lors de « l'élection primaire » (premier tour), les Bhoutanais votent pour le parti politique de leur choix, puis les deux partis politiques qui ont obtenu le plus de voix, présentent des candidats à l'« élection générale » (deuxième tour) : pour nos interlocuteurs, l'introduction de ce système de partis a engendré trop de conflits, querelles de villages, désaccords, oppositions y compris au sein des familles. Par ailleurs, il entraîne une concurrence focalisée uniquement sur la recherche d'une « majorité » et ouvrant la porte à toutes sortes de « promesses électorales ».....

(De fait, cette problématique concerne seulement l'Assemblée Nationale - qui est la chambre ayant le plus de poids politique. En effet, les membres du Conseil National – Chambre haute du Parlement, constitué de 20 membres élus et représentant les districts – et de 5 nommés par le roi -, ne peuvent appartenir à aucun parti. Cette disposition est établie dans la Constitution)

– Mais l'idée d'un monarque, même éclairé, ne nous satisfait évidemment pas... Et n'est pas compatible avec celle du pouvoir d'agir et de la participation citoyenne. Il en ressort que la seule idée de démocratie

ne résout pas tout, et que la question première est celle des formes d'exercice du pouvoir

Comment penser alors cette question du pouvoir ? Quelles formes d'organisation et quelle participation pour garantir un « pouvoir au service des biens communs », et se constituer en garde-fou d'une tentation de « pouvoir-domination » ? Quel est le rôle du politique, « leader inspirant (et émancipateur) » ou « animateur de processus collectifs » ? Le débat reste entier (y compris au sein de la délégation!)



8. Concertation / co-construction et échelle de territoire

L'une des questions que nous voulions approfondir, en écho aux démarches de nouveaux indicateurs de richesse, était celle de la concertation / co-construction dans la définition de l'indicateur : Qui est concerté (dans le choix des indicateurs, des seuils, de la collecte de données...) ? Comment passe-t-on de l'expression de ce qui fait sens (et satisfaction) individuellement à une vision collective ?

Par ailleurs, cette question doit être croisée avec celle des échelles de territoire. En effet, la participation est plus appréhendable à un niveau local, celui des territoires de vie. Comment alors décliner cette concertation à des échelles plus larges ? Comment faire le passage entre local et national, construire les passerelles entre différents niveaux de territoire / indicateurs ?

Nous n'avons pas trouvé au Bhoutan de réponse miracle (mais nous n'en attendions pas). Par contre, ce que nous avons vu a alimenté notre réflexion. Nous partageons ici

quelques pistes que nous avons ouvertes, et qui restent à approfondir...

Si l'on observe une forte cohésion de la société autour du BNB, l'indicateur en lui-même n'a pas fait l'objet de concertation formelle. Cette cohésion repose tout d'abord la vision que porte le BNB, ancré dans la



culture du pays et sur des valeurs (encore) partagées par tous.

Par ailleurs, la petite taille du pays (en termes géographiques et démographiques) rend possible une grande proximité avec les habitants. Sans doute la personnalité du Roi, qui cultive cette proximité dans l'exercice de son rôle, y est aussi pour beaucoup.

Cette proximité rend alors possible de concrétiser la vision, par le croisement avec les conditions de vie des habitants, pour les décliner de façon pertinente en questions d'enquête et en indicateurs.

Reste à savoir comment ces enquêtes / indicateurs évolueront en fonction de l'évolution des conditions de vie et du contexte. Il est à noter que des changements ont déjà été apportés entre l'enquête de 2010 et celle de 2015.

On ressent également une cohérence d'ensemble, au niveau des actions menées. Ce que nous avons vu, ce

n'est pas un unique plan d'action global décliné de façon systématique, mais une somme d'initiatives à différents niveaux, menées par différents acteurs, mais qui convergent. On pourrait dire que c'est une somme d'initiatives individuelles / partielles mais insérées dans un tout.

*L'impression est totalement différente de celle ressentie dans nos sociétés, où, malgré un nombre important d'initiatives individuelles ou locales, le sentiment général est au contraire plutôt celui de l'éparpillement. Le BNB donne peut être la possibilité à chacun de s'insérer dans un projet politique global.*

Cela nous rappelle un des moments forts du cheminement du Réseau Richesses, la rencontre avec des partenaires Latino-Américains, en Mars 2015, sur le thème des indicateurs (BNB, Buen Vivir, Nouveaux Indicateurs de Richesse). En fin de rencontre, « il est ressorti pour les membres du Réseau Richesse que les partenaires nous ont surtout fait prendre conscience de la nécessité de définir un peu mieux les contours de notre propre vision de ce que serait cet « autre modèle de développement » que l'on appelle de nos vœux, pour introduire davantage de cohérence entre toutes ces initiatives ».

*Finallement, ce que nous dit le Bhoutan, c'est que le/les indicateur/s ne suffisent pas. Le GNH est un concept mêlant vision, philosophie de vie et outil politique. « Il n'y a pas d'indicateur sans vision »¹³. Au cœur des démarches de définition de nouveaux indicateurs de richesse, ce qui est en jeu est la redéfinition collective d'un nouveau pacte de société, qui donne de grandes orientations et une visée sociétale.*

¹³ Hélène Combe, in «La Richesse autrement », Hors-série Alternatives Economiques, numéro 48, mars 2011

Et c'est peut-être dans cette vision globale que l'on peut trouver des pistes de réponse à la question du croisement des différentes échelles de territoire...En ce qu'elle permet la cohérence que nous avons observé au Bhoutan :

- toutes les actions, quelle que soit l'échelle de territoire, sont tendues vers un même objectif clairement identifié par tous.
- c'est aussi une question de co-responsabilité entre tous, chacun à son niveau. (le changement d'indicateurs ou les politiques nationales ne sont pas suffisants).
- cela passe par l'empowerment, le pouvoir d'agir de chaque communauté.
- cela permet de penser des démarches complémentaires, entre acteurs différents, et entre échelles de territoire.
- finalement, cela oblige à penser l'action politique comme une continuité entre les différents niveaux d'actions.

Comment ces réflexions interrogent alors nos propres pratiques et réalités ? Les échanges et débats ont été nourris, autour de la question du « comment faire ? ». Sans prétendre à une réponse, laissons trace ici des idées qui ont traversé nos débats :

- la question ne serait pas tellement d'avoir des mêmes indicateurs pour tous les niveaux de territoire, ou des indicateurs qui se déclinent de façon très systématique mais de montrer comment les indicateurs choisis à chaque niveau de territoire sont des outils pour évaluer les actions en référence à un

même cadre de valeurs.

- Les démarches de concertation ne sont pas de même nature si l'on est au niveau local ou national. Une participation « engagée » des citoyens (c'est-à-dire au-delà de formes de type consultations par Internet ou conférences de consensus qui ne réunissent que peu de personnes) n'est possible que dans les territoires de vie.

Pour penser au niveau national, faut-il nécessairement que les formes de concertation aient lieu au niveau national ? Avec le risque de formes toujours insuffisantes et insatisfaisantes ? Comment imaginer des processus d'agrégation de concertations locales multiples qui remontent à l'échelon national, et où ce mouvement ascendant fasse émerger un socle commun ?

- Penser l'entre deux : entre local et national, entre politiques publiques et actions locales, entre national et international (ONU, etc.). Des actions existent à ces différents niveaux. Elles forment aujourd'hui un tableau impressionniste, fait de pointillés. L'un des enjeux est dans cet entre-deux, dans les interrelations : quels liens construire entre les niveaux, quelles résonances entre actions très diverses faire vibrer ? quels entre-deux imaginer pour que l'image prenne forme, le potentiel se transforme, et qu'il y ait basculement ?

9. Retour sur la question du Bonheur

Que produit une immersion de 12 jours d'une délégation de personnes très diverses, mais toutes s'intéressant à la question de ce qui fait richesse et bien-être dans nos sociétés, dans un tout petit pays qui consacre dans sa constitution le bonheur comme objectif de société, et dont les valeurs sont fortement ancrées dans le bouddhisme et sa vision du monde ? ... Beaucoup de discussions et de questions !

Nous avons voulu revenir, dans cette dernière partie, sur l'idée du « bonheur », qui a alimenté bon nombre de nos questionnements et débats. Non pas pour apporter des réponses à ces questionnements, mais pour poser quelques pistes de réflexion(s) future(s).

9.1. VISIONS DU MONDE

Le Bouddhisme « sur ses pieds »

Partout, nous sommes interpellés par une très forte présence de la religion et de la spiritualité...

... Dans les temples qui structurent l'espace bhoutanais : les dzong, qui regroupent lieux de prière et administrations publiques, les autres temples et monastères disséminés sur le territoire, le nombre infini des chörtens.

... Dans les tsechu, fêtes religieuses qui ponctuent la vie du pays, dans les cours des

temples et près des moulins à prière, lieux de rencontre et de socialisation ...

... Dans les drapeaux funéraires, et les drapeaux de prière accrochés sur les ponts, dans les forêts, partout où le vent et l'eau peuvent emporter leurs messages...



... Dans chaque maison, qui possède en effet une pièce (ou une partie d'une pièce) dédiée à un autel devant lequel chacun peut se recueillir, seul ou avec les autres...

Mais ce que nous remarquons, c'est un bouddhisme non pas en surplomb, mais très proche de la vie des



gens, intégré au quotidien. Ce que nous avons appelé « le bouddhisme sur ses pieds ».

Cécile, bénévole du CCFD-Terre Solidaire, témoigne de son séjour dans une famille à Gangtey : « Nous logeons dans une famille où nous sommes accueillis par Passang Zangmo, mère de Jigme (11 ans) et de Ugyen (2 ans et demi), et par sa maman, qui a une soixantaine d'années. Cette dernière, qui a perdu son père il y a 6 ans, vit en général dans une petite maison un peu plus haut dans la montagne, et prie la plupart du temps. Mais quand sa fille accueille des touristes, elle vient en renfort. Passam a 30 ans environ et élève seule ses deux enfants. Elle vit du tourisme : sa maison, bien que très simple, est très grande et compte plusieurs chambres au rez-de-chaussée et à l'étage. Nous avons eu la chance de partager la maison avec 6 ou 7 moines qui logeaient, mangeaient et priaient là. Ils avaient été invités par la grand-mère, qui

voulait profiter du double événement que représentaient le 60ème anniversaire du 4ème Roi et le festival des grues (des oiseaux protégés, qui viennent hiverner dans la vallée) pour célébrer le 6ème anniversaire de la mort de son père. C'est ainsi que nous avons pu prendre part à des moments uniques : entre les enfants qui jouent, les odeurs de cuisine alléchantes, les émissions de télévision célébrant l'anniversaire du Roi, les trompettes claironnantes, les fumées d'encens et les prières incessantes des moines et de la grand-mère. Un bouddhisme qui vit, jour et nuit, qui intègre le quotidien dans ce qu'il y a de plus petit, de plus banal, de plus vivant ! Un bouddhisme bien loin de l'idée d'une pratique ascétique, que l'on peut avoir de lui en Occident. Les prières avaient lieu dans le temple de la maison (signe d'un certain confort matériel par rapport à d'autres villageois). Nous y avons assisté dès potron-minet... Mantras, tambours, des timbales et trompettes (en forme de phallus pour certaines !), la cérémonie était envoûtante, avec ses statuets, ses offrandes, et corsée d'une soupe de riz au gingembre et au fromage (de Yak, peut-être ?).

Cette spiritualité est également présente dans les festivités d'ouverture de la Conférence internationale, et dans la manière de raconter le BNB. L'influence du bouddhisme sur le concept de Bonheur National Brut est souvent rappelée. Les valeurs du bouddhisme qui vise à



libérer chacun de la souffrance et à l'amener au bonheur, qui met en évidence l'interdépendance entre tous les êtres et leur environnement et qui promeut la voie du milieu se retrouvent dans le concept de BNB : bonheur durable pour tous, harmonie entre les êtres et avec la nature, développement économique équilibré. » (Laurence, bénévole CCDF)

Ces pratiques et réflexions sont la manifestation d'une spiritualité vivante et « ordinaire » dans la mesure où elle peut être vécue d'une façon très spontanée (sans y penser). Cela nous conduit à la question de la relation entre bouddhisme et BNB. Le BNB est-il possible sans le bouddhisme ?

Mais, au fond, est ce vraiment propre au bouddhisme, ou simplement un pays et une culture qui donne toute sa place à la spiritualité (ce qui fait écho à ce qu'on observe, dans nos sociétés occidentales, en termes de recherche de spiritualités diverses face à une société où le sens se perd...) ? Est-ce le bouddhisme ou simplement une

société qui porte haut et fort les valeurs morales et de solidarité, versus un capitalisme débridé ?

Redécouvrir d'autres manières de penser....

Cette immersion dans le Bhoutan et le bouddhisme nous amène à redécouvrir qu'il y a aussi d'autres manières de penser en occident, proche des fondements de ce qu'on a observé au Bhoutan, qui posent l'importance de la relation et des interdépendances, la question de notre relation à la nature, du bien-être psychologique (y compris, très récemment, dans les avancées en neurosciences qui montrent, par exemple, l'importance du bien-être psychologique dans les conditions de l'apprentissage¹⁴).

Des courants de pensée à revisiter, raviver, réinventer... En écho aux initiatives, dans nos propres sociétés, qui interrogent notre modèle capitaliste, centré sur l'individu et la richesse matérielle, et expérimentent concrètement d'autres manières de faire et d'être...

Vaste chantier, explorations à poursuivre... Qui nous renvoient ici encore à la définition de notre « cœur de fleur », de ce qui fait sens et de « ce qui compte »...

¹⁴ par exemple Antonio R. Damasio, L'Erreur de Descartes : la raison des émotions, Paris, Odile Jacob, 1995

Quelques pistes ...- comme un inventaire à la Prévert...- Qui témoignent aussi de la diversité de notre délégation...

Michel Foucault
André Gorz,
Ivan Illitch, ...
John Stuart Mill
Edgar Morin
Paulo Freire
Baden Powell
Pape François
Emmanuel Mounier
Naomi Klein
Pierre Rabbi
André Comte-Sponville
John Holloway
Emile Durkheim
Ubuntu
Buen vivir
....

Dans cette réflexion, trois éléments nous ont paru être des « nœuds » à explorer :

Les ressources de l'imaginaire et la redécouverte d'un "soi"

D'un point de vue scientifique, l'invisible dont il est question dans les traditions religieuses renvoie à l'imaginaire, l'espace « en nous » dans lequel résonne le monde (extérieur)... Comment ce monde vit en nous et comment s'y mêlent nos affects (terreurs, souvenirs, etc.). La modernité réduit souvent l'imaginaire à l'inconscient,

quelque chose d'inaccessible ou qui ne se manifeste que de façon pathologique. Il faudrait peut-être renouer avec cette « expérience intérieure »¹⁵. Il s'agit de questionner non seulement cette façon dont le monde « hors de » nous vit aussi « en nous », mais aussi la **culture** au travers de laquelle il prend forme et signification.

La relation à la nature

A l'inverse d'une vision centrée sur l'Homme, où la nature n'est que notre « environnement naturel », à notre service, et où, selon Descartes, la science doit nous permettre de « Nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature »¹⁶ ... on trouve dans le bouddhisme, comme dans le Buen vivir, une vision du monde où l'Homme n'occupe pas la place centrale mais est partie intégrante de la nature, de la « terre mère ».

Cette relation forte à la nature est alors source d'une forme d'« humilité », où l'Homme ne se considère pas en « supériorité » ou en toute puissance, mais prend conscience de sa condition et de sa

place au milieu des autres.

Il est intéressant de noter que l'étymologie des termes « humilité », et « homme » nous ramènent à cette relation à la nature : du latin « humus », terre (né de la terre, et d'elle dépendant...).



L'interdépendance

Cette « humilité » amène alors à la reconnaissance de l'interdépendance et de l'interconnexion entre tous les êtres. Le bouddhisme repose sur ce système de relation fondamental qui constitue l'individu dans la trame commune (sociale et naturelle). Elle replace l'attention sur le lien, sur l'attention à l'autre, sur la notion collective d'interdépendances réciproques, l'idée de vie en harmonie avec les autres.

¹⁵ Georges. Bataille

¹⁶ pour certains jusqu'à une sorte de domination machiste et totale, comme pour Francis Bacon pour qui « La nature est une femme publique, il nous faut la mater, en pénétrer les secrets et la plier à nos désirs »...

9.2. SUR LE BONHEUR COMME OBJECTIF DE SOCIÉTÉ

Le Bhoutan, consacre, dans sa constitution, le bonheur comme objectif de gouvernement : « assurer la paix, la sécurité, le bien-être et le bonheur des personnes ».

Dans nos sociétés occidentales, cette idée est le plus souvent objet de critiques immédiates et véhémentes : ce n'est pas à la société ni à l'Etat d'amener le bonheur aux gens, et encore moins de décider ce qu'est le bonheur.

Pour mieux comprendre ce qui se joue derrière cette idée de bonheur comme objectif de société, il est important de revenir à la conception de bonheur dans la tradition bouddhiste : le bonheur est pensé non pas comme le cumul de bonheurs « éphémères », mais comme « un état de plénitude durable » une recherche « intérieure » personnelle.

La problématique posée à la société devient alors celle des conditions nécessaires pour que chacun puisse « cheminer vers le bonheur ». Dans ce sens, il est important de noter que si l'indicateur s'appelle le « Bonheur national brut », les bhoutanais parlent toujours de « Happiness and well-being » (y compris dans la constitution, dont le préambule est : *Solemnly pledging ourselves [...] to enhance the unity, happiness and well-being of the people for all time*)¹⁷.

En Europe, la tendance est alors d'utiliser les termes de « bien-être » (personnel), ou « développement durable » (sociétal)...

Mais ce faisant, on laisse de côté la projection donnée par le mot bonheur, la vision du bonheur (de chacun et de tous) comme but, objectif à atteindre.

Et « cette recherche est aussi ancienne que celle de la sagesse, si nous nous souvenons d'Aristote expliquant dans *La Métaphysique* que tous les hommes recherchent à être heureux et que le bon gouvernement est précisément celui qui permettra de donner aux citoyens cette possibilité »¹⁸.

On en revient ici à la question de la relation entre individuel et collectif dans notre vision de société. Peut-on séparer satisfaction et bien-être individuel des modes et conditions de vie que nous nous donnons collectivement ?

Si l'on renvies à la question des indicateurs de richesse, cette problématique croise celle de la participation dans la définition des indicateurs.

Le risque est grand de ne pas véritablement interroger le socle de valeurs communes (la culture commune) « autour desquelles nous

choisissons de faire société », de cantonner le regard citoyen aux seuls indicateurs de satisfaction ou de sentiment de bien-être, et, en parallèle à cela, de continuer « comme avant », c'est à dire de continuer à porter un regard principalement économique sur les grandes problématiques sociétales d'aujourd'hui, et à construire des indicateurs « experts » et très techniques, mais qui ne remettent pas en cause le cap. La conséquence serait de ne rester que sur des améliorations marginales ou de distraction, sans prendre la mesure de l'importance des changements à mettre en œuvre pour un nouveau paradigme de développement porteur d'une vision globale (holistique) et d'interdépendances réciproques.

¹⁷ Nous nous engageons solennellement à renforcer l'unité, le bonheur et le bien-être de la population à jamais.)

¹⁸ Dominique Méda, dans la préface de *Redéfinir la prospérité*, sous la direction de Isabelle Cassiers, Ed de l'Aube, 2013

Conclusion

De l'élaboration du projet à la rédaction de ce document de synthèse, ce voyage d'étude au Bhoutan aura été une belle aventure humaine et intellectuelle. Je crois pouvoir dire, au nom de toutes les personnes de la délégation, que nous étions loin de réaliser, avant de nous engager dans cette aventure, la portée qu'aurait celle-ci...

Guidés avec pédagogie, persévérance et souplesse par Celina Whitaker, nous avons tenté dans cette synthèse de vous partager collectivement le fil de nos réflexions, fruit d'un cheminement collectif et fertile... Chacun de nous continue maintenant ce cheminement dans ses fonctions, son quotidien : le voyage n'est pas terminé...

Pour le CCFD-Terre Solidaire, cette expérience est venue renforcer l'envie et la conviction de la nécessité de partager nos réflexions et expériences sur les questions de développement avec nos partenaires internationaux. Notre mission continue, et les bénévoles montés à bord de l'aventure de ce voyage d'étude continuent à le faire vivre aujourd'hui, particulièrement par 3 démarches fortes :

Le partage de nos réflexions auprès du

plus grand nombre, bénévoles de l'association mais aussi grand public : atelier au sein de la mobilisation COP21, conférence à la Maison de l'International de Grenoble, soirées en partenariat avec des équipes locales, journée régionale familiale...les occasions ne manquent pas, et l'intérêt du public toujours au rendez-vous. Les membres de la délégation se sont montrés présents pour contribuer à la construction d'outils pédagogiques constituant de très bons supports à ces restitutions (l'excellent film Yuden réalisé par Sébastien Keiff très pertinent pour un public adolescent : <https://www.youtube.com/watch?v=R6JAoi4iVI8> ; l'exposition en 10 panneaux réalisés collectivement « Buen Vivir, Happiness, Bien-être » ; la bande-dessinée très percutante de Benjamin Flao dans la Revue Dessinée (n°12, été 2016), etc.)

L'animation d'une démarche de réflexion autour du « bien-vivre » sur les territoires de la région Rhône-Alpes : Form'Action « Quel bien-vivre pour quel développement sur nos territoires » ? avec l'animation de formations, au niveau local, sur la question de « la prise en compte de ce qui compte », et la mise en réflexion et en action d'équipes bénévoles CCFD-Terre Solidaire auprès des acteurs locaux de leur territoire...cela toujours dans une perspective d'échange international avec

nos partenaires en Asie et en Amérique latines menant des démarches similaires.

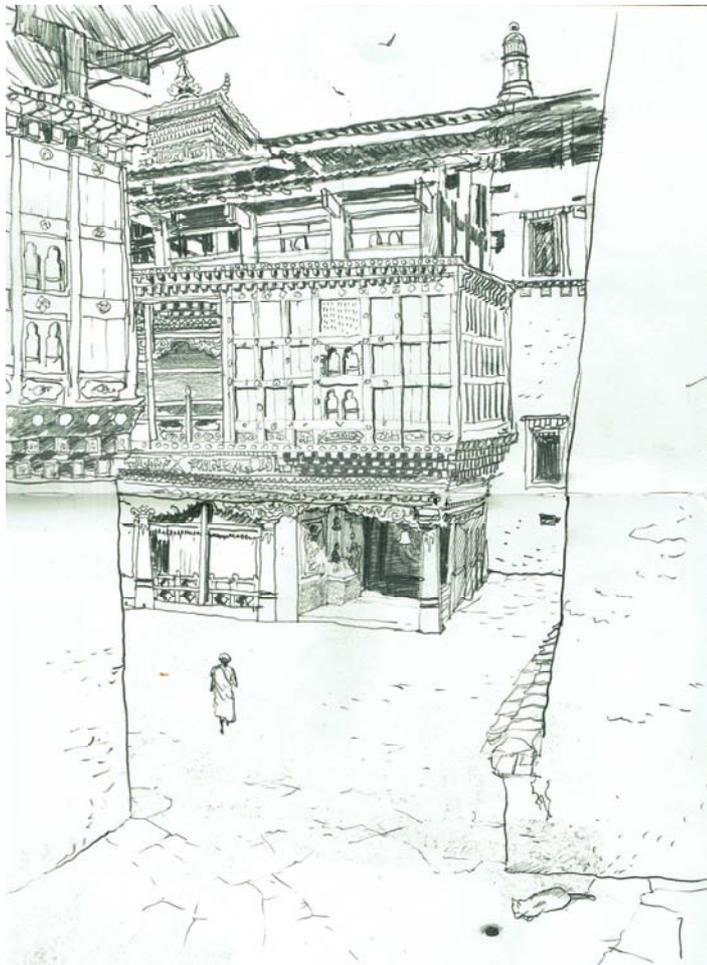
Dans la lignée de conférence internationale BNB, le projet d'organiser **une conférence internationale à Grenoble** au printemps 2018, en partenariat avec des collectivités locales et le monde universitaire, première conférence internationale en France et en Europe¹⁹.

En plus des belles idées et des belles valeurs portés dans ce projet, ce qui en a fait sa force c'est la richesse de la délégation : chaque personne a joué le jeu, apporté sa pierre à l'édifice, contribué à la hauteur de ce qu'il pouvait apporter de meilleur. Je ne voudrais donc pas conclure sans remercier très chaleureusement chacun de membres de la délégation qui ont été assez fous pour se lancer dans l'aventure. Je voudrais remercier aussi le CCFD-Terre Solidaire, ses partenaires internationaux et tout particulièrement les membres du Réseau Richesses, qui depuis de nombreuses années travaillent tou-t-e-s très activement à sensibiliser sur ces sujets, et qui ont cru dans ce projet et l'ont rendu possible. Enfin, je termine avec un MERCI particulier à Oliana Quidoz qui a su lors d'une mission en volontariat s'approprier ce projet pour lui donner corps et m'accompagner dans le montage périlleux de ce projet ambitieux...

Céline Bernigaud



¹⁹ Six conférences internationales ont déjà eu lieu en Asie, Am. Latine et Etats-Unis)



ANNEXES

- Voyage d'études au Bhoutan – Programme « Fil Rouge » 53 54
- Conférence internationale BNB
Keynote Address by the Honourable Prime Minister of Bhutan, Lyonchoen Tshering Tobgay 56
- Interventions des participants de la délégation du CCFD Terre Solidaire 63
 - Eva Sas, députée de l'Essone (91)
 - Celina Whitaker, Co-présidente de FAIR, Animatrice du Collectif Richesses.
 - Angel Gamboa, Colombie, membre de l'ONG CIASE et du réseau LATINDADD, responsable du suivi du programme « Economies pour la vie ».
 - Sebastien Keiff, chargé de l'Agenda 21 au Conseil Départemental de la Gironde, Secrétaire général de Together France
- Références bibliographiques et outils pédagogiques. 73

Voyage d'étude au Bhoutan 1er au 13 nov. 2015 Programme

Dimanche 1^{er} novembre

Arrivée à Paro.

Lundi 2 novembre

Journée à Thimphu.

- Visite de Thimphu et éléments de compréhension globaux sur le Bhoutan, son modèle et les problématiques rencontrées par le pays. Avec Françoise Pommaret, ethnologue et tibétologue française vivant au Bhoutan.
- Rencontre avec des organisations de la société civile (en petits groupes) : Loden Foundation / Association « RENEW » / Youth Development Fund (YDF) / Fondation Tarayana.
- Rencontre avec le Dr Tho Ha Vinh du GNH Center

Mardi 3 novembre

- Visite du monastère bouddhiste de Taktshang
- Ouverture de la Conférence Internationale BNB, Paro
- Temps collectif de reprise sur les 3 premiers jours

Mercredi 4 novembre

- Conférence Internationale, Paro
- Rencontre de Karma Penjore, projet de culture de champignons soutenu par la Loden Foundation. (en soirée)

Jeudi 5 novembre

- Conférence Internationale (voir programme sur : <http://www.bhutanstudies.org.bt/>)

Vendredi 6 novembre

- Conférence Internationale (voir programme sur : <http://www.bhutanstudies.org.bt/>)
- Temps collectif de reprise sur les 3 jours de Conférence Internationale

Samedi 7 novembre

- Départ pour Punakha
- Temps collectif de reprise et de capitalisation des réflexions.

Du dimanche 8 au mercredi 11 novembre

Séparation en 3 groupes, dans trois régions différentes : Lobesa/Punakha, Trongsa, Vallée de Phobjikha, accueil dans des familles ou chambres d'hôte.

1. Punakha :

- Echanges informels avec les familles et communautés
- Rencontre Sonam Tashi et échange avec des élèves du « College of Natural Resources » : <http://www.cnr.edu.bt/>
- Visite du marché paysan.
- Visite du barrage de « Punasang Chu » en construction : échange avec les communautés villageoises sur la mise en œuvre du projet.
- Visite d'une école

2. Trongsa :

- Echanges informels avec les familles et

communautés

- Rencontre du chef de village (Gup)
- Echange avec les communautés sur le « Trongsa Mangdechu project », projet de barrage en cours de la « Bhutan Power Corporation » (BPC).
- Rencontre avec une conseillère agricole.
- Visite de l'école du village et échange avec des professeurs

3. Vallée de Phobjikha :

- Echanges informels avec les familles et communautés
- Visite de l'école et échange avec des professeurs sur l'éducation et les valeurs du BNB.
- Visite du centre touristique autour des migrations des grues
- Rencontre avec des femmes dans les communautés
- Rencontre avec des agriculteurs.
- Festival des grues

Mercredi 11 novembre

- Visite du Dzong de Punakha.
- Temps collectif de reprise sur les 3 jours dans les familles.

Jeudi 12 novembre

- Visite d'une école de Thimphu
- Rencontre et échange sur la société bhoutanaise avec Yeshey Dorji, photographe et blogueur influent sur les réseaux sociaux.
- Rencontre avec Kinga Tsering, parlementaire de l'opposition.

Vendredi 13 novembre

Retour, départ de Paro

Voyage d'études au Bhoutan – « Fil Rouge »

Ce document reprend les éléments de synthèse de la rencontre de préparation au Voyage au Bhoutan, à Karmaling, en avril 2015 :

... Des questions à approfondir, des questions sur lesquelles être attentifs
... des questions et des réalités à confronter,
... des questions sur le BNB et le Bhoutan, et, en écho, des questions sur nos propres réalités et actions.

1) BNB, MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT, OUTIL POUR LES TRANSITIONS...

LeS transitions : vers un nouveau modèle de développement en Occident versus « de la tradition vers le positif de la modernité » au Bhoutan ?

- Le BNB fait écho au modèle Rio 92, à SPIRAL. (les 4 piliers et 9 domaines). A-t-on un même modèle, universel, derrière le BNB et derrière le DD ?
 - Qui sont les gens qui sont derrière le BNB ? Qui l'ont imaginé, qui le portent, qui le font vivre en tant que concept ?
 - Est il " vivant " dans la population ? Dans ses différentes dimensions ? Est ce que les gens " vivent le BNB " ? Jusqu'où sont-ils imprégnés des différentes dimensions du BNB ?
- En écho :
 - Est ce que le Buen vivir, (sa conception, sa vision du monde, ses différentes facet-

tes) se sent " représenté " dans le BNB, dans les 4 piliers du BNB ? Aller voir aussi d'autres cultures, d'autres visions (Afrique) : est ce qu'on retrouve là aussi ces 4 piliers / 9 dimensions ? Est ce que ces 4 piliers/9 dimensions sont un outil intéressant pour décrire le modèle sous-tendu dans ces autres cultures / visions ?

- Le BNB point de **convergence entre transitions** ?
 - Comment concilier ouverture à la modernité et préservation de la culture ? (et est-ce que le BNB aide à cela ? Permet cela ?) Comment appréhender la transition vers la modernité sans renier leur culture ? Quelles tensions ont émergé / été apportées par l'ouverture progressive du Bhoutan ? Exemples : liés à croissance verte.
- Chez nous..
 - Comment des choix liés au PIB empêchent tout changement de modèle ? Comment des choix de changement de modèle sont " contraints " par le PIB ? Certains mouvements en Europe œuvrent pour une transition et " font fi " de certaines dimensions de la modernité (mouvements slow, sobriété, lien à la terre, etc.) ? Le BNB (et les modes de vie / actions mises en œuvre dans le pays, s'y référant) peut-il générer des idées pour aller

2) LE BNB CONCRÈTEMENT (DE L'INDICATEUR À L'ACTION, QU'EST CE QUI CHANGE AVEC LE BNB ?)

- Quels sont les mécanismes pour passer d'une orientation définie par le BNB à la mise en place de priorités d'action et à l'action concrète ? Comment le BNB est réellement utilisé comme guide pour l'action (Comment font ils, quels sont les mécanismes de prise de décision politique s'appuyant sur l'utilisation du BNB ?) (par exemple : la commission du BNB (si c'est elle qui est chargée d'être le " garant " du BNB) : comment est-elle constituée ? Comment elle interagit avec les lieux de décision pour donner son avis ? Comment celui-ci est pris en compte?)
- En écho : Chez nous, les indicateurs alternatifs sont très peu, ou pas utilisés.
- Face à des problèmes concrets à résoudre, comment s'y prennent ? Comment l'utilisation du BNB a un impact sur la résolution de la question ? A partir d'exemples tels que
 - gestion du territoire et propriété (exemple du remembrement)
 - la situation des femmes (place des femmes, (travail / place dans la famille / respect))
 - barrages (cf point 1 aussi)
- En écho: comment ces mêmes questions sont traitées en France / Europe. (et qu'est ce qui changerait dans la décision

prise si on avait utilisé le BNB comme guide ?) Exemple des remembrements en France Barrage de Sivens et autres

- La vision holistique, concrètement, exemple autour de l'objectif 100 % bio
 - Comment le bio est élargi au respect à la nature ? Comment cette forme de respect est retraduite ou conservée dans le bio ?
 - Comment le respect de la nature, présent dans leur culture et spiritualité, est retraduit dans l'objectif concret du 100 % bio ?
 - Comment c'est chaîné ? Ou simplement discours ?
 - Comment le BNB est encore relié à ses formes inspirantes du départ ?

3) QUELLE PLACE / PRISE EN COMPTE DE LA PLURALITÉ / DIVERSITÉ ?

La notion de liberté individuelle / collectif.

- Comment se définit, se construit socialement l'idée de liberté individuelle, dans la culture Bhoutanaise ? Qu'est ce qui reste de liberté individuelle dans les modes de vie ? Au fond, qu'est ce que l'individuel, et le collectif, chez eux ? Où est le seuil de passage de l'un à l'autre ? Pas le même chez eux / chez nous : attention à ne pas recopier notre modèle de lien social... (nous = manger ensemble / Suède = faire du sport ensemble / Bhoutan = ? = stoupa ?)

- En écho, nous, en occident, avons une philosophie qui repose sur la protection des libertés individuelles. Mais compte tenu des enjeux sociaux et écologiques, nous devons revoir notre vision de liberté : non pas " réduire " notre liberté au bénéfice des biens communs mais repenser notre espace de liberté dans un ensemble de contraintes communément admises

Dans la construction du BNB et dans la prise en compte des minorités / diversité dans le BNB

- Est ce que la collecte des données se fait au niveau de toutes les populations, y compris les minoritaires ?
 - Est ce que ces minorités se sentent représentées ? " incluses " dans le BNB ? Ou a-t-on une uniformisation et invisibilisation des minorités ?
 - Cette question de la prise en compte des minorités ouvre aussi à la question de l'évolution de l'indicateur pour qu'il accompagne l'évolution de la société. (prise en compte des minorités à un instant t, mais aussi dans le temps, de nouvelles minorités qui apparaissent selon cette évolution)
- Du coup, la question serait comment le BNB est construit (ou est utilisé, porté, travaillé pour prendre en considération les minorités, toujours ?

4) CONCERTATION / CO-CONSTRUCTION VERSUS ÉCHELLE DE TERRITOIRE ... QUELLE ÉCHELLE DE TERRITOIRE EST PERTINENTE ?

- Qui est concerté ? Dans le choix des seuils, dans la collecte des données (cf point précédent) ? Comment le BNB " vit ", est porté dans la population ?
- Comment on passe d'une expression de satisfaction individuelle au collectif ? (cf points précédents)
- La taille du pays est petite (700 mille habitants), la proximité avec le Gouvernement peut être réelle. Mais la question est alors comment les gens sont écoutés ? Mais si il y avait 40 millions de personnes, est ce qu'il serait toujours pertinent ?
- En écho : Comment faire le passage entre le local et une échelle plus large ? Comment co-construire à tous les niveaux de territoire ? Comment construire les passerelles entre différents niveaux de territoire / indicateurs ? (cf problématiques rencontrées en France sur ce point)

Keynote Address by the Honourable Prime Minister of Bhutan, Lyonchoen Tshering Tobgay

Excellencies, Ladies and gentlemen,

Good evening

It is a great pleasure to be present with you here at the International conference on Gross National Happiness.

This year, we are celebrating the 60th Birth Anniversary of our beloved Fourth King, His Majesty Jigme Singye Wangchuck who gave us the legacy of Gross National Happiness. This conference is a fitting tribute to the great leader who devoted 34 years of his life in the service of his people and the country.

On behalf of the government and people of Bhutan, I would like to warmly welcome you all to this conference, which gathers participants from a record number of forty-eight countries.

1. Background

Let me begin by looking back.

Throughout modern history, societal progress has been measured in terms of GDP. The higher the GDP, the more developed a country, so goes the general belief. There is, thus a mad rush for increasing GDP.

Hence, over time, GDP came to be seen as a surrogate for societal wellbeing – something it was never designed to be.

We are, as a country and as a planet, facing a number of urgent challenges. The threats of climate change, environmental pollution, social disruption, cultural disintegration, corruption, and political instability are no longer problems of the future.

2. GNH Concept

We need to draw on our values to develop a vision to define the hallmarks of success, and the benchmarks, a society have to reach.

We need to understand that the notion of progress goes well beyond lack of income or consumption to include non-monetary aspects such as weak social connections, the psychological costs of alienation and isolation, the exposure to risks and the experience of vulnerability.

We need a clear, coherent and compelling complement to the dominance of GDP. We need a new and transformational approach to defining and measuring wellbeing.

Recently the international development community felt towards this need in articulating the Sustainable Development Goals in New York, which resonate deeply with ‘development with values’. Yet even this ambitious list of goals lacks a coherent and compelling account of wellbeing, and it leaves out our culture, relationships, and even details like balanced work life.

The solution clearly lies in changing the very purpose and goal of development. If the basic purpose of development were changed from the pursuit of profit to the pursuit of higher wellbeing in all its dimensions, the true level of happiness on the planet would certainly go up. The Stiglitz Sen Fitoussi Commission stated this. The Beyond GDP initiative in Europe recognizes it. The array of new wellbeing initiatives in measurement and action testify to it.

This conference aims to provide an opportunity to learn about alternative developmental approaches wherein the ultimate goal is happiness and wellbeing of people.

It will provide a unique opportunity for political representatives, policy makers, practitioners, faith leaders and academicians to exchange experiences on strategies of translating wellbeing frameworks into practice.

It will help bring about a re-appraisal of what matters. And in time, quietly but surely, it will shift social progress and wellbeing considerations from government departments and academia into mainstream consciousness.

For Bhutan, the drive to glimpse the true nature of development began early under the wise leadership of our kings. We aspired to be a country where progress was holistic, inclusive, equitable and sustainable. Where political and spiritual matters were in balance.

This aspiration was crystallized in the visionary statement, “Gross National Happiness is more important than Gross Domestic Product”; first enunciated by His Majesty the Fourth King of Bhutan in the 1970s.

His Majesty believed that the ultimate goal was the contentment of the people, and that development should enable human beings to unfold their potential of becoming better human beings socially, economically and morally.

Our fifth King has continued this august commitment. On his first state visit to India, His Majesty the 5th King said “I have been inspired in the way I look at things by Bhutan’s development philosophy of GNH and its pioneer, my father His Majesty Jigme Singye Wangchuk. GNH has come to mean so many things to so many people. But to

me, it signifies simply, ‘Development with values’.

GNH – what we call Gross National Happiness – therefore, is what defines us as a nation and still guides us as we move forward as a society.

3. GNH policies

Excellencies, Ladies and Gentleman

Over forty years since its introduction, Bhutan has ensured that GNH has been the unifying force behind all policy formulation, and has shaped the country’s five-year planning cycle.

Some of the greatest milestones Bhutan achieved so far are in culture and in environment.

From a GNH perspective, it is understood that a decline in traditional heritage and cultural wisdom will lead to a general weakening of society. If you look around, many countries have lost much of their culture with the dynamic changing times. Bhutan, despite her lack of military might or economic power, maintains a distinct authority and a special identity of her own.

Likewise, unlike many countries in which the environment has been a low priority for public investment and policy formation, Bhutan maintains a strong commitment to

wards environmental conservation. Bhutan has 72.5% forest coverage; with more than half of its total land area designated as protected areas.

And so, a very positive state of the natural environment has directed Bhutan to pursue a green economy.

For instance, in 2014, we introduced electric cars.

The fundamental motivation for embarking on this journey was to achieve zero emission in the transport sector. This imperative is driven by our need to depend on renewable clean and cheaper sources of electricity while reducing our reliance on imported oil, with its ever rising prices.

It is also driven by our need to address the global climate change crisis with its disastrous economic, environmental, human health and social impacts. And to adopt innovative technologies to grow new green sectors in the economy as a foundation for the creation of new and decent jobs in the economy.

With the increase in urbanization and a growing middle class in Bhutan, I hope that the demand for modern transportation to support its urban lifestyles can be met by the carbon neutral electric car option.

The green economy also requires us to sus-

tain good practices for example in agriculture. Bhutan's food production has always been primarily organic. Yet unless we consciously recognize and affirm its value to our environment and economy, it may decline. We already see some potatoes being grown with fertilizer. Within the next five years, Bhutan will move to consolidate our sustainable and organic agricultural practices as even more reinforced policy.

And how can our young democracy more deeply internalize, and more creatively promote GNH policies? For what is most pressing varies. Our 9th five year plan began to decentralize planning, and our 10th began fiscal decentralization. I would like to announce that the next five year plan process will involve the local levels of government – that we call gewogs – even more deeply. They can develop plans and programmes to advance all GNH domains in their context. I believe this will bring a double benefit: our locally elected leaders will become more conscious of GNH and more confident in building model gewogs where sustainability practices are renewed.

4. GNH Business

Until this point, almost all of the efforts of both implementing policies for GNH and providing better GNH measures in Bhutan have been confined to the governmental and academic circles, while the business sector has been overlooked.

The current business model, with its over emphasis on profit maximization, on increasing shareholder value at almost any cost to environment and to the community, is unsustainable.

From a GNH standpoint, businesses – whether domestic or foreign – too are a central and vital pillar of our society that share equal responsibilities for improving people's lives and contributing to their wellbeing and happiness.

Businesses must explore fostering happiness and wellbeing as an alternative business purpose. Such a focus requires a paradigm shift in how leaders think about the purpose of business. Only then will business regain its rightful place as one of the important pillars on which we can build personal and societal success.

A recent example of our own efforts to shift the business paradigm is our Economic Stimulus Plan. The Economic Stimulus Plan began with the twin purposes of empowering people and ensuring balanced equitable socio-economic development. It established a Business Opportunity and Information Centre aimed at fostering the growth of cottage and small manufacturing industries in a sustainable manner.

Bhutan will look inwards towards developing and empowering our small businesses, creating a climate that supports small busi-

ness growth and encouraging citizens and young graduates to create businesses rather than seek employment.

By investing in the growth and development of small businesses across the country, the massive result to be realized from this effort can facilitate economic self-reliance for Bhutan and build GNH business culture from the ground up.

5. Subjective Happiness

Excellencies, Ladies and Gentleman,

Roughly a decade ago, Bhutan started talking about developing GNH Index to report on our progress. We made a firm commitment then, that whatever we came up with, it would have to be rooted in Bhutanese experience and grounded in the values of GNH.

The idea was based on the very astute observation that indicators are powerful. What we count matters. What we count ultimately influences the policy agendas and decisions of governments.

But before I share with you results about Gross National Happiness, let me start with findings on subjective happiness and explain why the GNH indicator is not a subjective happiness indicator.

On subjective happiness, people were asked,

'taking all things together, how happy would you say that you are' and also shared their satisfaction levels across domains of life.

Overall, in Bhutan, there was a significant increase in the subjective happiness in 2015 as compared to 2010.

Why, you may ask, do we not simply use subjective happiness?

The reason is that happiness indicators measure only a part of GNH. For example, if we look at the people whose subjective happiness was 7 or higher, we might be surprised to find that only half of these people are happy in terms of the GNH Index! Was it a mistake? Looking closer at those who are deeply happy by each indicator, we find that less than one-quarter of them are the same people.

Additionally, the district ranking was also different for overall subjective happiness ratings compared to GNH. For example, Daga is the happiest district of all according to subjective happiness, but ranked low on GNH, so the two indices clearly measure different things.

Subjective happiness has fascinated many researchers because it adds new quantitative data. But it does not capture altruism or responsibility. It does not reflect care for the environment either – the happiest countries

worldwide include those that are polluting our planet most. So it is not appropriate as a standalone goal for society.

Could people's satisfaction in each of the domains be used instead of the GNH indicators? Well, if we look at people's satisfaction with their health, it decreased – but their objective health improved. Turning to immediate family relationships, satisfaction with these improved but the GNH indicators worsened by a small amount but it is statistically significant. And subjective satisfaction with living conditions went down, while objective levels of income, housing and work each improved.

So there is much still to understand, but what is clear is that subjective data do not proxy objective states, which our policies seek to improve.

GNH values positive subjective states and Buddhist psychology has studied these for centuries. So the GNH index measures psychological wellbeing, using four indicators: evaluative life satisfaction, positive and negative emotions, and spirituality. And it includes psychological wellbeing among the domains of GNH. Subjective happiness is important, but other things are profoundly important as well.

6. GNH Measures

The GNH Index is guided by a domain-

based conceptual framework that shifts the focus solely from the economy alone, or from subjective happiness alone, to include other critical domains of people's lives that lead to enhanced wellbeing.

The nine domains of GNH are (1) psychological wellbeing, (2) health, (3) education, (4) time use, (5) cultural diversity and resilience, (6) good governance, (7) community vitality, (8) ecological diversity and resilience, and lastly (9) living standards.

When we look one by one at how citizens in Bhutan are faring on these nine domains, we catch a glimpse of their wellbeing. Looking at individual portraits for thousands of Bhutanese provides a snapshot of how our quality of life is, and how it is changing, for better or worse. Its simplicity makes it a highly effective communication and evaluation tool.

We had our first national level GNH Index in 2010. This year we have our second.

Allow me to share with you some findings:

Overall, 91.2% of Bhutanese enjoy sufficiency in at least half of the domains. Furthermore, 43.4% are moderately or deeply happy because they have sufficient achievements in two-thirds of the domains.

Among groups; men are happier than women and urban residents are happier than

rural ones. All domains contributed in a balanced way to GNH overall.

Looking back at 2010 for comparisons, we find that there has been a significant increase in GNH between 2010 and 2015 from .743 to .756. Is this fast or slow? We do not yet know. It is our first time to update so we have nothing to compare it to. We are still learning what is a 'good' growth rate of GNH Index!

Also, if we focus on the people who are unhappy or only narrowly happy according to GNH, we find that their achievements also increased by a small amount but it is statistically significant, so they are closer to reaching GNH too.

I am very pleased that our GNH growth pattern is commendable because it has been equalizing. It favoured the less happy groups. Women's GNH Index increased faster than men's from 2010 to 2015, reducing gender inequality. Happiness among those lacking formal schooling increased faster, reducing inequality. GNH increased more for older persons, 2010-2015, so an equalizing trend.

So, how did GNH rise? We saw some modest gains in areas such as living standards, health and time use. But in other areas such as community vitality and psychological wellbeing indicators, we actually seem to lose ground.

To be more specific, significant increases in some indicators drove the change:

A massive 20% of Bhutanese saw increases in their access to services: electricity, clean water, hygienic waste disposal, and health care.

Bhutanese have reported that they enjoy a higher number of healthy days in a month, and stay home ill less than before.

Looking into how we spend our time, which is a good way to take the pulse of our values, we see that people spent more time on cultural activities, and 7% more Bhutanese slept enough in 2015 than in 2010 – so we do not have a rise in workaholics!

Other drivers of change were improved housing conditions, which improved for 12% of Bhutanese – plus increases in income per capita and in assets and improvements in environmental issues.

Another positive change for Bhutan regards the serious problem of wildlife like deer, boar, and elephant damaging our crops. Wildlife destruction is less of a complaint now than five years ago.

It is heartening to see the positive changes across so many of the dimensions of our lives. Yet the GNH Index is an honest 360 degree control room, not a fair weather tool. It also holds up a mirror and shows us where

we are becoming weaker, which may give a little cause for soul-searching.

In Bhutan, addressing the spiritual dimension of a person's life has been a traditional way of bringing the person's wellbeing to the forefront. Yet in the past 5 years, people's spirituality level has decreased slightly. People are reporting higher prevalence of negative emotions such as anger, frustration and jealousy. I am committed to implementing strategies to protect and promote the emotional, psychological and spiritual skills that underpin happiness. We have the wisdom in our Monastic Body to work with the Ministry of Education to renew our values education, so children learn spiritual skills and emotional intelligence early on. We need to establish spiritual centres and request our highly accomplished lamas and practitioners to help us develop inner peace and wisdom, both in traditional ways and using modern media and English. If others do likewise in our corporations, and businesses, our spirituality will be sustained!

Bhutanese also perceived changes in our culture – 17% more Bhutanese in 2015 felt that our traditional etiquette that we call Driglam Namzha had declined or was not strong enough. To address this I will revisit dzongkhag and history curriculum for schools and colleges, and require graduates and trainees to take an intensive module on the national language, philosophy, and culture (as done by lawyers at RIM), so that

our future leaders of institutions and businesses revisit these topics as they reach adulthood. These and other policies can remind us of our heritage, yet in the end our values have to be renewed with authenticity and from within, in our homes and communities.

In the domain of community, volunteerism and donations isn't growing and most significantly, we find weaker levels of social relationship with family, friends and neighbours. A sense of belongingness to the community declined by 19%. This is a plaintive cry for attention to fight social isolation both among our elders being left behind in rural areas and new urban migrants facing loneliness, and I am committed to raising this point strongly with our local leaders.

The single indicator that had the biggest decline observed in the subjective perception of government performance in employment, equality, education, health, anti-corruption, environment and culture.

It is suspected that this came about because of the divisive electoral politics had on people. The people were largely divided into two opposing electoral camps and the voters of opposing party naturally rated the performance of ruling party low. Additionally, a sharp increase was witnessed with government's actual delivery of services and so it can be said that government performance indicator has been rated

independent of service delivery.

This result gives me the chance to open an important discussion. Bhutan has learnt a great deal from older democracies. Yet we may also have learnt some of their less positive habits. We have an opportunity to quickly drop these obstructive behaviours before they become embedded and impossible to change. I will open a discussion of what it would mean to carry out our debates and democratic exchanges, and even our electoral campaigns, with compassion, and wisdom.

From the GNH Indicators I can see clearly that Bhutanese care about how government performs, that they are troubled, and they are keeping track. I hope that in the next GNH index our government improves in their eyes.

The final troubling trend is that the improvement in GNH was strongest in our urban areas and small towns, but not in our fields and valleys and hamlets high up in the mist. We will use our agricultural policies and fast-expanding connectivity to energize GNH in rural areas, so young people build their careers and families in our beautiful villages as mature modern men and women, and don't only yearn for the city lights.

So that is a bit, a taste of our current journey to improve GNH, and a window onto our progress and our challenges in 2015.

As you can imagine, the GNH Index will open the door to a substantive national dialogue where broad based progress and wellbeing considerations will be just as significant and tangible as financial considerations in decision-making. It will confront us with challenges and decisions we have to make to optimize wellbeing.

We hope this dialogue will also unleash the imagination, the creativity and the wisdom of Bhutanese women, men and youth in all sectors of society. So the growth in GNH will be the work of many hands and hearts and minds.

7. GNH International

Excellencies, Ladies and Gentleman, I turn now to this conference, recognizing that for some participants, your focus is outside of Bhutan.

GNH has gained momentum in other countries too. At present, there is a groundswell of work addressing this needed change in how we measure progress, from the 'Beyond GDP' initiative in Europe, to OECD's ongoing work on how to 'Measure what we treasure', to a plethora of national and subnational initiatives.

Major programs are underway in the United States, United Kingdom, India, Australia, Canada, and Brazil among others. It has varying prominence and political space in tho-

se countries. But the combined global effort of official and grassroots actions creates a platform from which citizens can pressure decision makers to create policies that honor these values and better meet the needs of the communities they serve.

In 2012, the United Nations declared March 20th the 'International Day of Happiness'. Gross National Happiness has also been embraced within the United Nations.

The draft Sustainable Development Goal Indicators agreed last week in Bangkok do not require every country to produce a GNH Index. Which is right – happiness cannot be imposed. But they leave the door open for national governments to experiment and advance along this path, and we have among us some who are doing just that.

The movement for change, the move into the mainstream, the shift of paradigm is underway. But it needs to be carefully nurtured.

8. Conclusion

This conference is one of the many ways of cultivating GNH activities. And the fact that so many of you are here today also reflects a mutual recognition that this is the moment to create change.

In the 1970s, our fourth King's observation

that GNH is more important than GDP crystallized his insight about the balance of priorities that we as a nation should seek to advance. The GNH index now monitors and invites us to reflect deeply upon, to stake our claim on, valuable aspects of life that are under threat. It invites us to nurture them, even as we continue to grow and evolve in other ways. There are plenty of challenges for us here in Bhutan, just as there are for you in your own societies, yet we must each face into the challenges with determination.

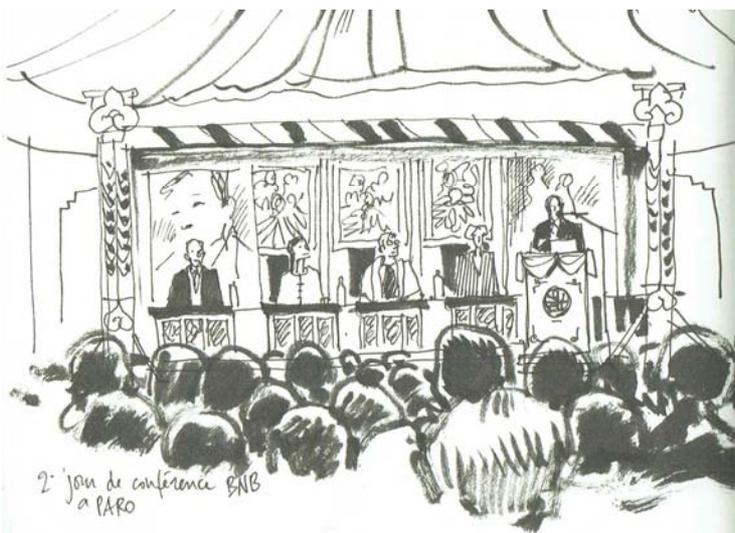
Together, we must work to build societies that are sustainable in every way and offer a

better quality of life for everyone. We must lead by example. And we must cheer one another when we are tired or discouraged.

I am confident that this conference will enable people to find new ways of engaging with each other, having meaningful conversations, asking the right questions and seeking and finding ways to inspire change.

Let me wish you a successful conference that bears much fruit in your lives and the lives of all.

Thank you and Tashi Delek!



Conférence internationale sur le BNB, Paro, Bhoutan, 3-6 Novembre 2015. Interventions des participants de la délégation du CCFD Terre Solidaire

Eva Sas

députée de l'Essonne (91)



La législation française en faveur des nouveaux indicateurs de bien-être.

Abstract :

La France s'est dotée d'une nouvelle loi mandant le gouvernement pour écrire, annuellement, un rapport présentant l'évolution sur les années précédentes de nouveaux indicateurs de bien-être, tel que des indicateurs d'inégalités, de qualité de vie et de développement durable, ainsi qu'une évaluation qualitative et quantitative de l'impact des principales réformes engagées dans l'année précédente, l'année en cours et l'année à venir dans le cadre des lois de finances.

- Quel a été la procédure de définition de ces nouveaux indicateurs ?
- Quels sont-ils ?
- Quelles conditions doivent être réunies afin

que les indicateurs soient vraiment mobilisés pour la prévision et l'évaluation des politiques de transition écologiques ?

En France, comme dans beaucoup de pays au monde, le débat politique, économique, se concentre sur le PIB et sa progression. Une majorité de responsables politiques cherchent d'abord les politiques permettant de relancer la croissance parce que celle-ci serait synonyme de d'emploi, de bonne répartition des richesses et serait donc la clé du bien-être de la population.

Même si cela a pu être, partiellement, le cas pendant les années de très forte croissance, après la 2e guerre mondiale jusque dans les années 70, parce qu'elle apportait un confort matériel et de l'emploi. D'abord cela n'a pas apporté du bonheur à la population, et, aujourd'hui, cela n'apporte même plus d'amélioration de la qualité de vie car elle n'est plus suffisante pour créer de l'emploi pour 2 raisons :

- d'une part, la croissance de long terme baisse inexorablement de *décennie* en *décennie*, passant de 6% en moyenne dans les années 50 à 1,1% en moyenne entre 2001 et 2014, nécessitant de réfléchir à comment créer de l'emploi sans croissance ou avec une croissance faible à moyen terme

- d'autre part, aujourd'hui, il faut constater que la croissance n'est *plus* directement liée à la création nette d'emplois, ou, du moins, que son intensité en emploi baisse.

Surtout, on constate, aujourd'hui, les dégâts de ce développement sans contrôle. Des dégâts que le PIB ignore totalement.

En effet, la croissance ne prend pas en compte les stocks : le patrimoine matériel, immatériel ou environnemental n'est pas pris en compte, elle peut donc entraîner des destructions de ces patrimoines construits par l'homme et entraîne assurément, une destruction de l'environnement. Ce qui implique une dégradation de la qualité de vie des français, aujourd'hui, et, plus encore, dans le futur.

Notre modèle de développement n'est donc pas soutenable en matière environnementale. Ce qui est dommageable pour les français, mais pire encore, nous dégradons la qualité de l'environnement global de la planète donc des pays et des populations qui n'y sont pour rien !

Il en va de même en matière de cohésion sociale, puisque la croissance ne prend pas en compte l'éducation, la répartition des richesses, les inégalités...

Donc, globalement, la croissance ne témoigne pas de l'évolution du bien-être des citoyens. Toutes ces raisons, nous montre que la France, comme pour beaucoup de pays, doit changer de modèle de développement.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons souhaité déposer une proposition de loi pour que d'autres indicateurs qui correspondent mieux aux aspirations de la société soient publiés et analysés au moment de la présentation du projet de loi de finances qui est le moment où se détermine la politique de la nation pour l'année qui vient. De sortes que ce ne soit plus la croissance du PIB qui soit l'objectif, mais que l'on revienne à nos véritables objectifs : l'amélioration de l'emploi, de la qualité de vie, et la soutenabilité de notre modèle de développement.

Pour aller vers ce résultat, comment avous-nous construit la loi ?

La loi demande au gouvernement de produire, chaque année, un rapport qui présente l'évolution des indicateurs de qualité de vie et de développement durable au moment de l'étude du projet de loi de finances, pour mettre ces indicateurs au centre du débat économique, du débat public. Ce rapport doit également contenir une évaluation de l'impact des principales réformes au regard de ces indicateurs.

A travers l'évaluation de l'impact des princi-

pales réformes d'un gouvernement, le but est de faire de ces indicateurs des outils de pilotage des politiques publiques, changeant notre façon de penser les réformes :

D'une part, en prenant en compte la qualité de vie réelle de nos concitoyens : la création d'emploi, l'accès au logement, aux soins, les inégalités de revenus, la pauvreté, etc.

Et, d'autre part, en remettant du long terme dans nos politiques publiques qui sont devenues totalement court termiste sur le mode « après moi le déluge ».

Il s'agit, par exemple, de remettre du long terme sur le plan environnemental : nous devons nous poser la question de l'état de la planète que nous laisserons à nos enfants. Mais aussi du long terme sur le plan économique : au moment où nous nous demandons quelle sera la dette que nous laisserons aux générations suivantes, nous devons penser aussi quel sera le patrimoine économique, public et privé, que nous leur laisserons.

Dans la loi, nous n'avons pas, volontairement, défini quels étaient les indicateurs à suivre. En effet, nous estimions qu'il fallait laisser au débat citoyen le soin de définir ces indicateurs. C'est à la société elle-même de définir son progrès social et celui-ci peut évoluer au fil du temps. Nous verrons que c'est ce qui s'est passé. De plus, pour nous, le choix des indicateurs doit s'inscrire dans

un cadre international, notamment en lien avec l'OCDE, Eurostat et le programme qu'ils ont engagés « beyond GDP », car ces indicateurs auront d'autant plus d'impact qu'ils permettront des comparaisons internationales.

Ainsi, le rapport va être publié en parallèle de la loi de finances, donc chaque année, et c'est l'un des points importants, car grâce à ça, on parlera de ce sujet chaque année, et, ainsi, il s'installera progressivement dans le débat public. Un 2e point important est l'institution responsable de ce rapport puisqu'il est pris en main par le Premier ministre et ses services et non seulement par le ministère de l'économie et des finances. Ainsi, ce rapport sera vraiment transversal, il embrassera l'ensemble des politiques publiques et pas seulement d'un point de vue strictement financier et, d'autre part, cela permet de lui donner plus d'importance dans le débat public.

Comment ont été choisis les indicateurs ?

Suite au vote de la loi, un groupe de travail a été la mise en place regroupant les acteurs économiques, associatifs, syndicats représentant la société civile pour réfléchir aux indicateurs les plus pertinents. Ce travail a été suivi d'une consultation citoyenne qui a aboutie à la constitution d'un tableau de bord de 10 indicateurs. Si, à notre sens, la consultation n'a pas été assez large et que le nombre d'indicateurs composant le ta-

bleau est trop élevé, c'est aussi le résultat de ce que nous souhaitions, laissé à la société civile le soin de définir les indicateurs de progrès social. Qui plus est, quand on fait le bilan, les 3 thèmes qui nous semblaient incontournables se trouvent dans ce tableau, à savoir, une mesure des inégalités, une mesure du patrimoine faisant face à la dette et une mesure des conséquences de nos modes de vie sur l'environnement.

Comme prévu, le gouvernement a publié en octobre dernier, la première édition du rapport sur les indicateurs de qualité de vie. Une première étape où nous découvrons la France sous un nouvel angle :

- taux d'emploi
- effort de recherche
- endettement,
- espérance de vie en bonne santé,
- satisfaction dans la vie
- inégalité de revenus,
- pauvreté en condition de vie
- sortis précoces du système scolaire,
- empreinte carbone,
- artificialisation des sols

Dix indicateurs de qualité de vie et de développement durable qui permettront aux élus, gouvernements, économistes, associatifs, journalistes et, surtout, à l'ensemble des citoyens d'avoir une vision plus complète et plus juste de la situation de notre société. Ils permettront de mesurer les progrès réalisés et ceux à accomplir. Pour une société plus juste, plus douce, plus respectueuse de l'en-

vironnement.

Ces indicateurs seront autant d'outils de pilotage des politiques publiques pour répondre aux enjeux auxquels notre société fait face : crises économique, sociale et environnementale.

En plus, de chiffres sur l'état de mon pays, ce rapport analysera les réformes importantes au regard de ces indicateurs. Désormais, les principales réformes d'un gouvernement seront évaluées en fonction de ces indicateurs pour évaluer, et présenter à tous, quels sont les objectifs de ces réformes et ce qu'elles apportent en matière de qualité de vie et de développement durable à notre société. En quoi, elles contribuent à améliorer la vie des citoyens.

Bien sûr, la première édition de ce rapport n'est pas parfaite, mais c'est le début nécessaire d'un long chemin. Pour que l'objectif de ce rapport, rendre soutenable notre développement, se réalise :

- il faudra que le gouvernement continue de s'impliquer dans l'élaboration de ce rapport, mais je crois qu'il a pris conscience de l'intérêt de la prise en compte de ces indicateurs dans la définition des politiques publiques,
- il faudra aussi que les journalistes, les associatifs, les citoyens et l'ensemble de la société se saisissent de ces chiffres pour en faire le cœur des préoccupations et donc

des débats. Pour que cela soit possible, il est nécessaire de stabiliser cette liste d'indicateurs pour qu'elle traverse les mandatures et pour que, chaque année, ce rapport soit enrichi, précisé et amélioré.

Tout cela ne se fera pas en un jour, mais la répétition des rapports, chaque année, le permettra. J'ai bon espoir, car les choses avancent, la question du bien-être des citoyens, voir du bonheur, est de plus en plus souvent dans l'actualité : votre Bonheur national brut y a contribué et l'attribution d'un prix Nobel à un économiste, Angus Deaton, ayant travaillé sur le lien entre argent et bonheur, est, je trouve, plutôt bon signe.

Celina Whitaker

Co-présidente de FAIR, Animatrice du Collectif Richesses.



Changer de regard, changer de modèle : indicateurs de richesse, enjeux démocratiques et visions du monde.

Mesdames et Messieurs les participants, je voudrais tout d'abord, remercier le Center for Bhutan Studies et le GNH Research pour l'organisation de cette conférence et et pour nous avoir invités à participer. Nous sommes très honorés de prendre la parole lors de cette session plénière.

Je voudrais également vous présenter mes excuses pour mon anglais, mais je promets que je ferai de mon mieux.

Je suis Brésilienne, et je vis en France depuis de nombreuses années. C'est donc de ce point de vue là que je parle. Je suis ici au sein d'une délégation de CCFD Terre Solidaire, qui est une organisation de solidarité internationale. La délégation comprend membres de collectivités locales, des cher-

cheurs et des membres de la société civile impliqués dans l'éducation au développement. C'est donc aussi de cette place là que je parle.

Mon intervention va surtout d'attacher à partager avec vous nos propres interrogations...

Tout d'abord, nous devons poser le constat que nous connaissons tous. Nos sociétés occidentales sont en crises. Un grand nombre d'études récentes mettent en évidence une forte augmentation des inégalités et la dégradation des conditions de vie. La situation a empiré dans tous les domaines : santé, logement, inégalités, justice, chômage, éducation,... Il est d'autre part impossible de soutenir l'idée que la croissance économique n'a aucun impact négatif en termes écologiques.

Il est donc urgent de tirer les conséquences de cette insoutenabilité de notre modèle, et de sortir du mythe de la croissance.

En d'autres termes, et pour reprendre les termes de Jean Fabre¹, nous sommes à la croisée des chemins, et nous devons prendre la mesure de cela : *La question des valeurs est devenue aujourd'hui inéluctable car, pour la première fois dans l'histoire, l'humanité toute entière va devoir repenser par nécessité, et*

¹ Ancien Directeur adjoint du PNUD – dans l'article "dis-moi ce que tu mesures, je te dirai ce que tu es", Revue psychologie de la motivation, n°32, décembre 2001

Le problème est que les indicateurs utilisés majoritairement dans nos sociétés occidentales ne regardent que la croissance économique, sans regard sur les questions écologiques et humaines.. C'est pourquoi il nous faut changer d'indicateurs.

Le champ des indicateurs, est un champ d'action stratégique, qui se situe dans notre relation au politique et à ses outils de décision. L'enjeu du débat est celui de reposer ce qu'il est important de compter, et comment le compter (quantitatif, qualitatif)

Mais il y a deux enjeux clé sont à pointer, pour bien baliser l'action, et ce seront les deuxième et troisième points de mon intervention.

II. Le deuxième point est l'enjeu démocratique

La question qui nous est posée n'est rien de moins que de définir les valeurs autour desquelles nous voulons faire société, pour aujourd'hui et pour demain. Cette question nous interroge tous et appelle une réponse collective et concertée : il ne peut y avoir définition des dits indicateurs sans processus collaboratif.

De nombreuses expérimentations, en France, portées par des collectivités territoriales ou la société civile, mettent en œuvre des processus de définition participative de ce qui fait « bien-être » sur un territoire et des

indicateurs pertinents pour le mesurer . Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail de ces actions. Les membres de la délégation se feront un plaisir de partager leurs expériences avec vous, durant la conférence.

Mais que nous apprennent-elles d'essentiel ?

- nous sommes tous légitimes pour définir « ce qui compte le plus »
- le savoir des gens, l'expertise de la vie, permet de mettre en lumière des problématiques non perçues à première vue, des interprétations et priorités différentes , bousculant les idées reçues, et de porter une approche plus globale invitant clairement à une refonte de la priorisation des choix sociétaux
- Le croisement des expertises (académiques, citoyennes) décale le regard et est véritablement porteur de contenu et de sens.
- Le bien-être collectif ne peut pas être pensé comme l'addition des bien-être individuels. Nous devons accompagner le processus de transformation, de la recherche de satisfaction individuelle au bien-être collectif. Nous devons faire des choix collectifs, sociétaux, hiérarchiser ce que nous voulons définir comme essentiel, des conditions de vie dignes pour tous, et une société « riche de tout son monde »,
- Enfin: le territoire de vie est un niveau d'action efficace.

non par simple choix, le pacte économique, le pacte social et le pacte environnemental qui lient tous les êtres qui la composent » pour réinventer notre manière d'être au monde, solidairement entre humains, entre populations et territoires de la planète, et avec la nature.

C'est face à ce constat que chacun d'entre nous, à sa place, se pose la question du comment faire pour contribuer à ce changement.

Les initiatives et alternatives sont nombreuses et diverses, en particulier de tous ceux qui inventent d'autres manières de vivre, dans l'agriculture, dans l'habitat, dans l'énergie, dans l'éducation.... Mais nous aimerions mettre l'accent sur trois éléments qui nous paraissent être des leviers pour ces transformations.

I. Premier point: Pourquoi devrions-nous prêter attention aux indicateurs?

Notre société occidentale est envahie par les chiffres, un « déferlement quotidien de chiffres, pour reprendre les mots de Desrosières. Tout s'évalue par la mesure, et qui plus est la mesure chiffrée, quantitative. Les données, les statistiques qui pourraient être considérées comme une connaissance, une information, une preuve, devient une source de pouvoir.

Et nous ne devons pas oublier qu'un indicateur n'est justement qu'une donnée, un chiffre ; En choisissant l'indicateur, nous choisissons ce que nous voulons regarder.

Car ce niveau permet à chacun de définir son niveau de responsabilité et sa « part », sa contribution au développement durable et à l'effort collectif pour atteindre les objectifs territoriaux. Sur cette base, il est possible de commencer un dialogue territorial pour définir les actions à entreprendre par tous et les rôles et responsabilités de chaque parties prenante.

III. Mon troisième point (et deuxième enjeu) est celui de la nécessaire redéfinition d'une vision du monde.

Derrière le GNH et se différents domaines, ou encore le bien vivre, on perçoit très clairement ce nouveau paradigme de développement.

En Europe, selon les pays, les régions, les porteurs de projet, on voit émerger tout un tas d'indicateurs différents : bien être et cohésion sociale, richesses, développement durable, prospérité, santé sociale, ou encore des indicateurs sociaux ou écologiques plus ciblés sur des problématiques spécifiques..

Cela soulève trois questions:

- Tout d'abord: comment combiner les différents niveaux d'action et d'indicateurs? Des indicateurs adaptés aux problématiques spécifiques de chaque territoire (qui justifient des indicateurs spécifiques, différents, adaptés) et des indicateurs conçus pour des actions à une échelle plus large, comme l'échelle nationale. C'est une ques-

tion importante pour nous.

- Comment combiner l'urgence du changement et le temps long des processus démocratiques ?
- Enfin, cette variété d'indicateurs, comme le bien-être, la durabilité et ainsi de suite ... ont des significations très différentes selon le contexte et la personne qui les utilise. Cela renforce la nécessité de clarifier les visions qui les sous-tendent.

Au fond, ce que je veux dire c'est que nous devons être en mesure de poser quel est ce changement de paradigme que nous souhaitons, sans tomber nous aussi dans l'attrait de la mesure qui nous ferait croire qu'il suffit de changer d'indicateur pour tout changer. Pour faire face aux enjeux qui sont les nôtres, cette prise de conscience est nécessaire, y compris car un changement dans les rapports de force est nécessaire. Sinon, nous risquons de tomber dans le " grand détournement ", pour reprendre l'expression utilisée par notre collègue Géraldine Thiry, c'est à dire des améliorations à la marge, ou de la diversion, sans prise en compte de l'importance et de la réalité des changements nécessaires.

Angel Gamboa

Colombie

membre de l'ONG CIASE, réseau LATIN-DADD, responsable du suivi du programme « Economies pour la vie ».



Bonjour à tous. Je voudrais avant de commencer mon intervention, vous présenter mes excuses de faire cette présentation dans ma langue, en espagnol.

Depuis hier, nous avons entendu des collègues, des spécialistes de chacune des composantes de l' Indicateur Bonheur National Brut. Je voudrais pour ma part vous parler de mon pays et de l'action de certaines organisations et réseaux qui se mobilisent pour l'utilisation de nouveaux indicateurs ou la conception de nouveaux outils de mesure facilitant la mise en œuvre de politiques publiques répondant aux réalités des personnes dans les territoires.

CIASE est une organisation qui travaille dans la défense des Droits Humains en Colombie, en particulier avec les femmes. C'est une organisation nationale qui effectue un travail local dans les territoires avec des groupes et / ou des organisations de femmes

CIASE appartient à plusieurs réseaux liés à la défense des droits fondamentaux des femmes au niveau national, Latino-américain et mondial. CIASE appartient au Réseau latino-américain de surveillance de la dette (Latindadd) qui a une action de plaidoyer sur les questions macroéconomiques, l'économie sociale et solidaire et les impacts de la géo-ingénierie dans la vie des personnes et des communautés dans les pays d'Amérique latine.

Je souhaite tout d'abord vous donner quelques éléments rapides sur le contexte de mon pays:

La Colombie a un profil comparable à celui de la plupart des pays d'Amérique latine. C'est un grand pays de 44 millions d'habitants classé 14ème parmi les pays les plus inégaux sur les 164 qui mesurent cette variable. Il suit un modèle économique néolibéral et fait de grands efforts pour appartenir à l'OCDE. Son modèle de développement est basé sur la croissance du produit intérieur brut.

La Colombie est un pays qui vit un conflit armé interne depuis 60 ans, avec 5 groupes

de guérilla, certains ayant déposé les armes, mais d'autres encore actifs et avec un pouvoir et contrôle territorial important. Nous avons une histoire de violence : la violence partisane, violence politique, violence liée à la drogue, violence générée par les groupes paramilitaires qui ont commis les pires atrocités, et violence de la pauvreté et des inégalités dans le pays.

Et pour chacune de ces violences, où sont les femmes ? Une de nos actions est de rendre visible l'impact de ces différentes formes de violence sur les femmes, montrer comment ces impacts sont différents quand il s'agit de femmes, comment cette violence est exacerbée multipliée, et a un impact beaucoup plus grave sur elles que sur le reste de la population. Dans le conflit armé les femmes sont victimes de violences sexuelles.

Depuis quelques mois, la Colombie négocie un processus de paix avec le groupe de guérilla le plus important de notre pays, les FARC-EP. CIASE pense que la paix se construit dans le quotidien et que notre défi est de transformer culturellement et économiquement un pays en guerre où aucune des générations vivantes n'a connu la paix.

CIASE impulse, avec l'appui de l'un de ses partenaires, Conciliation Resources, un processus appelé « Capacités pour la construction de la paix », mené avec des organisations du Pérou, Guatemala, El Salvador, et bien sûr Colombie. Toutes ces organisations

font partie de Latindadd et partagent la triste expérience d'avoir eu ou d'avoir un conflit armé dans son pays.

Dans ce processus, nous travaillons avec les secteurs de la société civile (afros, féministes, religieux, œcuméniques, indigènes, défenseurs des droits de l'homme), des entreprises du secteur privé et public, et les institutions des gouvernements locaux et national, afin de discuter et d'approfondir quelles sont les capacités existantes et celles devant être développées pour la consolidation de la paix.

Ce travail a conduit à la proposition de créer un « Indice de Capacités pour la construction de la paix » (C4P). C'est à ce niveau que nous nous relions à certains aspects du Bonheur National Brut qui est un indicateur stimulant et qui nous a beaucoup apporté, dans la conception de l'Indice, dans la possibilité d'intégrer autant les aspects tangibles de l'économie et des mesures traditionnelles que des aspects liés à la perception des personnes et de leur rôle actif dans la construction de la paix.

Ce travail touche à 4 dimensions :

Tout d'abord, la dimension personnelle. Cela concerne la vie quotidienne et les relations avec notre partenaire, notre famille, avec nos amis, nos voisins, avec les inconnus, avec l'État.

La deuxième dimension est celle du rôle des organisations, sa capacité d'action et son impact, au niveau local, national mais aussi international. Le niveau des organisations est celui du renforcement du pouvoir d'agir de la société civile.

La troisième dimension est celle des institutions publiques. Le pays a besoin d'institutions qui communiquent avec les personnes, qui répondent à leurs problématiques, et qui puissent opérer de manière coordonnée et systématique, y compris dans l'interaction entre institutions publiques et privées.

Dans cette perspective, l'État doit s'engager à intégrer les nouveaux indicateurs proposées par la société civile. L'indice C4P est intéressant, d'autant plus que l'État a également participé à sa conception. Son utilisation permet d'économiser tout le temps passé par la société civile dans le plaidoyer en direction des gouvernements et décideurs publics.

Enfin, la quatrième dimension est celle de l'activité économique, et de sa préparation à prendre en charge les défis de la construction de la paix. Il vise à stimuler une économie qui bénéficie à tous, où la distribution de la richesse permet de réduire les inégalités et où l'activité économique ne se traduise pas en un sacrifice écologique qui nous mènerait, comme nous l'avons déjà entendu, à l'extermination de l'humanité.

Mais on peut se poser une nouvelle fois la question: où les femmes sont-elles dans tout cela? Car elles ne sont pas seulement une variable de plus, cette variable appelée le genre. L'indicateur C4P stipule que chaque variable, chaque indicateur doit avoir une approche différentielle et de genre.

C'est un défi, mais nous sommes convaincus que, de cette manière, nous pouvons également construire des outils de renforcement des droits et pour revendiquer des politiques publiques qui intègrent dès leur conception une approche multi-dimensionnelle intégrant le regard et les besoins des femmes, parce que, nous insistons, ce n'est ni le même regard, ni les mêmes besoins que ceux des hommes.

Et comment traduire concrètement tout cela ? Voici un résumé de l'un de nos pilotes d'intervention, avec un peuple indigène qui a été déclaré en danger d'extinction physique et culturelle, dans l'Altiplano colombien. Nous menons cette action depuis 4 ans.

Production durable, souveraineté alimentaire, protection de l'environnement, renforcement du pouvoir d'agir des femmes et de leur organisation.

J'espère que nous pourrons poursuivre cet échange durant la conférence, et que le travail réalisé par les experts et le gouvernement du Royaume du Bhoutan, continue à

nous inspirer dans nos efforts pour développer une société qui respecte les droits des femmes. Merci beaucoup.



membre de la délégation française coordonné par le CCFD Terre Solidaire.

Comme je ne sais pas vraiment quoi dire, je vais parler de moi. Je suis en fait le sujet que je connais le mieux.

Je vais d'abord vous parler de mon grand-père, François. C'était vraiment un grand homme. Il est né en 1920, deux ans après la Première Guerre mondiale, dans une France meurtrie. La France était un pays agricole, un pays d'agriculteurs. En 1920, c'est un pays dévasté. De nombreux agriculteurs sont morts au combat. C'est un pays qui a faim, et où tout doit être reconstruit.

En 1929, c'est le «New Deal», les grands travaux et la relance économique. Puis, en 1939, mon grand-père (qui était alors âgé de 19 ans) est mobilisé en tant que soldat français de la Seconde Guerre mondiale. C'est une guerre qui marque à nouveau profondément l'Europe. Encore une fois, tout est à reconstruire.

Les femmes, en Europe, contribuent énormément à cet "effort de reconstruction". Mon grand-père rencontre Armande, une belle jeune femme qui va bientôt devenir sa femme. Ils ont 4 enfants, dont Annick ma mère, qui est née en 1958.

Ma mère est née dans les années qu'on a appelé les «trente glorieuses». C'est un temps d'insouciance et de grande prospérité. La «Politique agricole commune» est lancée, nous arrivons à l'auto-suffisance alimentai-

re, de nombreuses écoles agricoles et formations sur les métiers agricoles sont ouvertes. Nous commençons à sélectionner les espèces et races animales. Arrivent les hybrides. Le système bancaire accompagne la profession (crédit agricole), un système de santé est mis en place (assurance sociale agricole), nous développons des systèmes coopératifs, facilitons l'accès aux prêts ... C'est le temps de l'intensification. Je caricature un peu, mais, de fait, l'enjeu pour la France était de nourrir sa population. L'industrie des tanks de guerre fut reconvertie vers la production de machines agricoles, l'industrie des armes vers la production de pesticides pour l'agriculture. Les sols furent «nettoyés», la production agricole a été intensifiée.

Ma mère fait partie de cette génération de femmes qui commencent à accéder à leurs droits, avoir des enfants ET travailler. Elle a trois enfants magnifiques! C'est dans ce nouveau contexte que se développe une société de consommation, qui choie la confiance des consommateurs mais qui ne prend pas du tout en compte les conséquences de ce nouveau modèle de développement.

C'est aussi l'émergence de la «grande distribution». Quand j'étais un jeune garçon, j'ai découvert les hamburgers, le ketchup, les boissons gazeuses, les aliments surgelés ... En même temps, je me souviens de mon grand-père, qui s'est souvent occupé de moi et qui m'a appris à «faire le jardin ». Je man-

Sebastien Keiff

chargé de l'Agenda 21 au Conseil Départemental de la Gironde, Secrétaire général de Together France



Le défi de la « capacité alimentaire »

Tout d'abord, je voudrais avoir une pensée pour Julie Chabaud qui était censé être ici, à ma place, avec vous, aujourd'hui. La vie est parfois dure et n'apporte pas toujours le bonheur à tout le monde. Je vais garder le silence pendant quelques secondes pour lui envoyer les bonnes vibrations d'ici. Je serai heureux si vous vous joigniez à moi ...

Donc, me voici !

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de cette invitation. C'est un grand honneur pour moi.

Mon nom est Sébastien, je viens de France, un pays d'Europe de plus de 60 millions d'habitants. Je suis coresponsable de l'Agenda 21 du département de la Gironde et

geais des légumes fraîchement cueillis, je laissais les queues de cerises accrochées aux branches des arbres, comme un oiseau!

Mais, au-delà des anecdotes, l'intensification de la production agricole a été accompagnée d'un départ massif de la population rurale. Et de scandales alimentaires de plus en plus importants. La crise de la vache folle, les poulets aux hormones ou à l'eau de Javel, la reconnaissance précoce des maladies professionnelles des agriculteurs liés aux pesticides.

Et me voici ! Un jeune adulte dans une France pleine de paradoxes. D'un côté, un système agro-industriel qui vit de ses revenus et de l'autre, la prise de conscience du modèle que nous avons produit.

Me voici donc, conscient de mes responsabilités et surtout de mes responsabilités vis à vis de mes parents, mes collègues, mes amis et mes enfants, les deux plus belles âmes de la planète: Charlie et Alanis. Et de mes responsabilités vis à vis des enfants de Julie, mon amie : Titouan et Louise, des enfants de mes collègues Marius, Capucine, Balthazar, Gaspard, Mohammed ... et plus généralement des enfants de la Terre.

Nous sommes dans une période de transition, une période de grand et profond changement.

La transition est une chance,

Le changement est une chance.

Pourvu que nous fassions le changement que nous voulons,

Pourvu que nous construisions l'avenir que nous voulons,

Pourvu que nous alimentions l'avenir que nous voulons.

En France, le réseau des AMAP s'est développé (Une AMAP est une union de consommateurs liés à un producteur local par un accord prévoyant la livraison en vrac de légumes) . Je citerai par exemple "Equytable" réseau de Grenoble qui fait un travail incroyable, ou les réseaux AMAP de Gironde et de toute la France, qui sont ancrées dans les territoires. L'agriculture biologique se développe, les alternatives citoyennes aussi, comme par exemple les Incroyables Comestibles. Mais la réalité est que ces alternatives peinent à trouver leur place et à changer d'échelle. L'agriculture biologique représente moins de 6% de la surface agricole. L'agriculture française est encore tributaire des fonds européen, intensive et spécialisée.

Conscient de cette réalité du monde tel qu'il est, en Gironde, nous avons choisi de relever ce défi grâce à notre Agenda 21. Depuis 11 ans nous faisons du développement durable. Depuis 1 an, nous contribuons aussi à assumer notre pleine responsabilité dans un écosystème d'acteurs interdépendants. Plus précisément, dans l'Agenda 21 de la Gironde, nous avons un objectif: «le bien-être de tous, pour aujourd'hui et pour demain» et un défi prioritaire « la capacité alimentaire pour tous, pour aujourd'hui et pour de-

main ».

Pour relever ce défi, nous avons fixé des objectifs de transformation très ambitieux:

- 100% bio et local (comme ici au Bhoutan),
- zéro pesticides,
- zéro précarité alimentaire
- zéro déchets alimentaires,
- 100% des projets en collaboration avec les citoyens,
- division par 4 des gaz à effets de serre dans la production alimentaire ...

Ces objectifs sont notre point de départ. Nous ne partons pas de là où nous sommes, nous partons de là où nous voulons arriver. J'espère que vous comprenez la différence. Cela change vraiment tout pour nous.

Et puis nous travaillons pour organiser les co-responsabilités et les co-activités pour y arriver. Ce réseau de coresponsabilité associe tout le monde (gouvernement, collectivités locales, entreprises, associations, citoyens, chercheurs, intervenants ...). On mesure la part théorique de la responsabilité de chacun et la part assumée aujourd'hui. Cela nous permet alors de mesurer l'effort qui reste à fournir collectivement et de délibérer sur les moyens de transformation que nous devons prendre ensemble pour relever ce défi et répondre aux enjeux.

Le monde est complexe, la vie est complexe. Pour bien comprendre cet enjeu, il ne faut

pas nier la complexité, mais embrasser à la fois le soutien et la mise à l'échelle des initiatives existantes, et l'invention de nouvelles solutions dans un objectif de justice sociale et territoriale. Personne ne peut répondre seul à la totalité de la question. Mais ensemble, nous pouvons le faire. Poser simplement la question nous donne déjà 50% de la réponse. Et avoir l'opportunité incroyable d'être ici avec vous aujourd'hui me donne la force de travailler ensemble pour trouver les 50% restants.

Merci à tous, je suis très heureux et reconnaissant d'avoir eu la chance d'avancer avec vous sur ce chemin, ce beau chemin de transitions socio-écologiques pour la « capacité alimentaire et pour le bien-être pour tous, pour aujourd'hui et pour demain. »

Je vous remercie.

Références bibliographiques et outils pédagogiques.

Liste support à la réalisation d'ateliers et animations sur les thèmes Richesses, indicateurs de richesses et modèles de développement, réalisée par le Réseau Richesses Rhône-Alpes

Documents réalisés par le réseau Richesses

- Note « Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise sur la questions des indicateurs de richesse », rédigée par le Réseau Richesses.
- Actes du weekend « La démesure de la mesure », organisé par le Réseau Richesses en déc. 2013.
- Fiches de présentation de différents modèles : le BNB au Bhoutan, le Buen Vivir en Am. Latine, (à venir : le Livelihood Sovereignty en Asie)
- Fiches de présentation de différentes dynamiques territoriales : méthode SPIRAL, Ibest à Grenoble,
- Exemples de trames d'animation pour aborder la thématiques Richesses / Indicateurs.
- Document de valorisation de la journée régionale du 20 mars 2016 en présence de la délégation partie au Bhoutan et de partenaires d'Asie et d'Am. Latine.

Livres, revues

- Revue Projet, *Qui décide de ce qui compte?*, n°331, 2012.
- Alternatives économiques, *La richesse autrement*, Hors-série n°48, 2011
- Altermondes, *Monnaies, indicateurs, et si on réinventait la richesse ?*, Hors Série n°14, 2012
- Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube, 2005
- Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, 2016
- Dominique Méda, *Au delà du PIB*, Flammarion, 2008
- Dominique Méda *La mystique de la croissance*, Flammarion, coll champs actuels, 2014
- sabelle Cassiers et alii *Redéfinir la prospérité : jalons pour un débat public*, Nouvelles éditions de l'Aube 2013
- Jean Gadrey, *Adieu à la croissance : bien vivre dans un monde solidaire*, Edition Les Petits Matins, 2015
- Alberto Costa, *Le Buen Vivir : pour imaginer d'autres mondes*, Editions Utopia 2014
- Miguel Bensayag et Florence Aubenas, *Résister c'est créer*, La découverte 2008,
- Benjamin Flao, *Bonheur National Brut, Voyage au Bhoutan*, in La revue dessinée n°12, été 2016

Sites Internet démarches territoriales

- Méthode SPIRAL : <https://wikispiral.org/>
- Projet IBEST Grenoble : <http://creg.upmf-grenoble.fr/operations-de-recherche/projet-ibest-174980.htm>
- Nouveaux indicateurs de richesse Pays de la Loire : <http://www.boiteaoutils-richessespd.fr/>
- Nouveaux indicateurs de Richesse Nord-Pas de Calais http://www.nordpasdecals.fr/upload/docs/application/pdf/2012-09/note_49.pdf

Expositions

- « Buen Vivir, Happiness, Bien-être : Regards croisés sur les modèles de développement » : exposition de 8 panneaux + une bache de 1m par 3m, réalisée par la délégation partie au Bhoutan. *Fiche technique disponible auprès du réseau Richesses.*

Vidéos

- *Indices*, documentaire de Vincent Glenn - 2011- 1h21 - Public jeune adultes/adultes « Peut-on, en 2011, mesurer le progrès d'une société à l'aune de son PIB ? Le bon-

heur est-il comptable ? Comment inventer de nouvelles mesures de l'état du monde ? Inspiré par les travaux de la commission Stiglitz sur la remise en cause de « l'instrument PIB », Indices s'insinue dans les méandres des alternatives au PIB avec ingéniosité et acuité. » – kritikat.com

– Sacrée *croissance*, de Marie-Monique Robin – 90mn – Public jeunes adultes/adultes

Le film éclaire l'origine du « **dogme** » de la **croissance** et présente des **alternatives sur le terrain** qui dessinent un autre mode de pensée et d'agir ensemble.

Une version courte de 45mn a été réalisée par le CCFD38.

10 fiches pédagogiques accompagnent le film, dont 4 sur PIB et indicateurs alternatifs (téléchargeables en ligne sur le site de ARTE)

<http://www.arte.tv/sites/robin/2014/10/02/retrouvez-toutes-les-fiches-pedagogiques-qui-accompagnent-sacre-croissance/>

– (Journal Info ARTE) *Bhoutan : Au Pays du Bonheur National Brut*, de Marie-Monique Robin, Guillaume Martin, Françoise Boulègue et Marc Duployer – ARTE GEIE / M2R Productions (réalisé avec le soutien du CNC) – France 2014

<http://info.arte.tv/fr/bhoutan-au-pays-du-bonheur-national-brut>

– *Yuden*, de Sébastien Keiff 2015, 2015, tout public.

Ce reportage de 35 minutes permet de

mieux comprendre, à travers le regard d'une jeune Bhoutanaise, la vie dans ce pays qui a mis en place le concept de Bonheur National Brut, index économique basé sur le bien-être de ses habitants.

Sébastien Keiff est chargé de mission agenda 21 au Conseil Départemental et l'un des responsables de Together France, plateforme de coordination d'initiatives basées sur la démarche SPIRAL.

<https://www.youtube.com/watch?v=R6JAoi4iVI8>

– La Era del Buen Vivir – public jeunes adultes/adultes -2011, 52 min, A.Dehasse, J. Verhoeven et L.

Le film raconte l'histoire de Mayas d'aujourd'hui. Après 500 ans de colonisation et une guerre civile sanglante, ceux-ci font face à la globalisation de la société de consommation, à des difficultés d'accès à la terre, au pillage des ressources naturelles et aux impacts du réchauffement climatique. Mettant en pratique leur définition du développement, bien loin des conceptions imposées par l'Occident, ils construisent leurs propres solutions pour demain.

– *Le PIB, cette fausse boussole*

#DATAGUEULE 54, 4min35 Vidéo Youtube "Bonjour croissance, adieu chômage", voilà un refrain bien connu répété depuis longtemps. Qu'y a-t-il derrière ce fameux taux de croissance ? Tout simplement l'évolution d'un indicateur lui aussi bien connu : le PIB, le Produit Intérieur Brut. Le mètre-

étalon de nos économies. Mais baser tout un système sur un seul indicateur, est-ce vraiment la meilleure idée pour bâtir un futur serein face à une réalité multiple et complexe ?

<https://www.youtube.com/watch?v=4V4SFp5S-k>

Jeux :

– Jeu des 4 mondes – à partir de 8 ans, au moins 16 participants.

Un jeu qui fonctionne très bien mais il faut un groupe assez nombreux pour faire 4 équipes (16 enfants minimum) et disposer d'au moins 1h30-2h. Jeu qui demande de récolter en amont du matériel de récup' (cartons et boîtes en tout genre, bouteilles vides, bouchons, etc.)

– Jeu Sumak Kawzay – à partir de 11 ans, 8 à 40 participants.

Un jeu de rôle coopératif pour prendre conscience de l'aspect interactif des relations sociales, nécessaire pour être heureux, et du lien entre les peuples et la nature. Sous forme d'épreuves ludiques à passer pour gagner des dimensions du bonheur (alimentation, argent, vie sociale, rythme de vie, environnement).

– Jeu « Vers quelles utopies allons-nous ? » - Public jeunes adultes/adultes – à partir de 12 participants

Un jeu pour découvrir les différents cou-

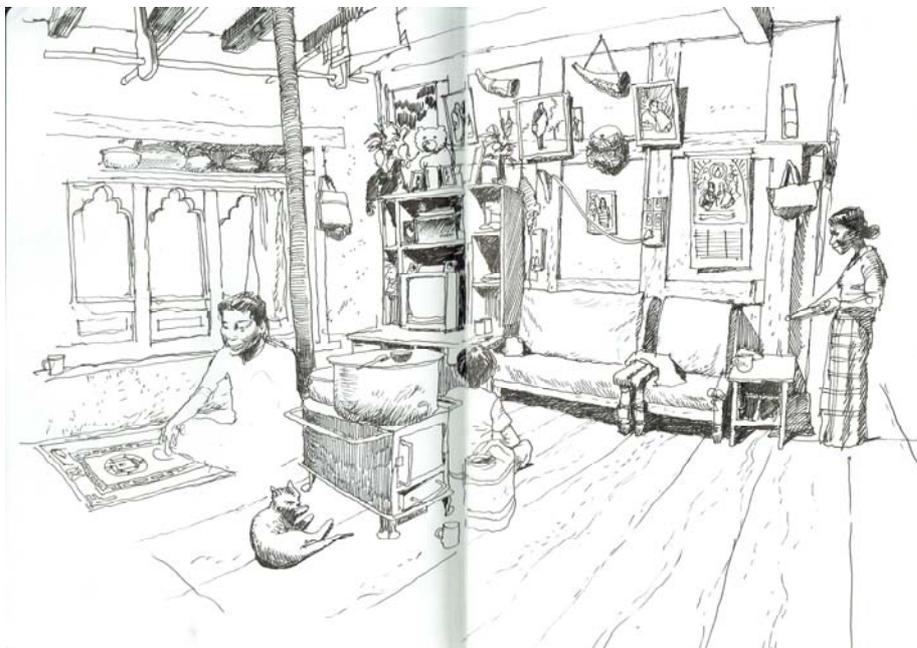
rants de pensée sur le développement, mettre en évidence la force du modèle dominant et s'appropriier les argumentaires et les logiques de chaque courant.

4 équipes représentant 4 courants de pensée sur le développement (Néo-libéraux/ Institutionnalistes/ Développement durable/ Décroissants) et doivent répondre à une série de questions sur leur propre courant.

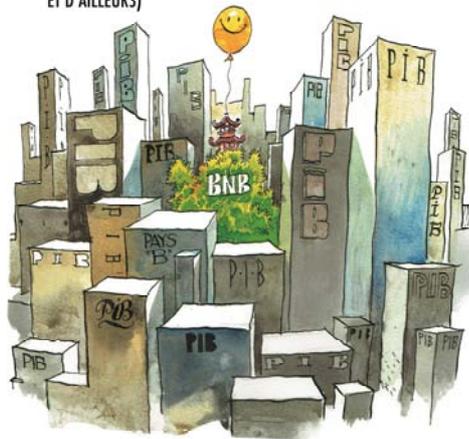
Stands

– Machine du Bonheur : Une machine grandeur nature pour calculer le bonheur. Pour animations de rue et public non captif. Modèle et plans à demander auprès du réseau Richesses.

– Animation d'un porteur de paroles. Questions possibles : « Aujourd'hui, qu'est-ce que compte ? » « Qu'est-ce que la richesse » « Etre riche c'est... »



**BUEN VIVIR,
HAPPINESS, BIEN-ÊTRE**
Regards croisés sur nos modèles
(ÉCHOS DU BHOUTAN de développement
ET D'AILLEURS)



Une exposition en 10 panneaux disponible auprès du
CCFD Terre Solidaire



ccfd-terresolidaire.org

4, rue Jean Lantier 75001 Paris
Tél. : 01 44 82 80 00



ccfd-terre solidaire